

مذاهب اسلام

# Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16458 - 7,50 F

MERCREDI 24 DÉCEMBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Noël à Cuba

Fidel Castro a fait des concessions aux catholiques dans la perspective de la visite du pape, en janvier 1998, dont il entend bien tirer bénéfice. p. 2

## Procès Papon

L'accusé n'a pu expliquer comment furent transmises les instructions des SS pour arrêter, puis déporter, les enfants juifs en août 1942. p. 10

## PS: l'histoire d'une gaffe

François Hollande s'explique sur la « bourde » qu'il a conduite à demander audience à Jacques Chirac après la condamnation d'Henri Emmanuelli. Retour sur une journée agitée au Parti socialiste. p. 8

## Marche à Lyon

Le maire PS du 9<sup>e</sup> arrondissement, Gérard Collomb, a été vivement pris à partie, après la marche en mémoire de Fabrice Fernandez, tué par un policier dans un commissariat de Lyon. p. 11

## Réveillon au sommet



En attendant l'an 2000, le restaurant de la tour Eiffel propose un menu du 31 décembre vertigineux. p. 22

## Privatisation du GAN

Le décret de l'assureur public est paru au Journal officiel du mardi 23 décembre. p. 16

## La chasse en ligne de mire

La commission européenne des droits de l'homme conteste la loi Verdelle, qui régit le droit de chasse en France. p. 31

## Patrick Rambaud baba-cool

Portrait d'un baba-cool promu Prix Goncourt pour sa narration de la bataille d'Essling. p. 14

## La grande puissance musicale

Les concerts se multiplient en province et à Paris: la France se passionne pour les divers courants musicaux venus des États-Unis. p. 24

## Offres d'emploi

Quatre pages d'annonces classées. p. 26 à 29

Abonnements: 3 DM: Antilles-Guyane, 9 F: Argentine, 25 ATG: Belgique, 40 FR: Canada, 2,50 S: Chili, 100 F: Chine, 150 F: Espagne, 225 PTA: Grande-Bretagne, 1 £: Grèce, 400 DR: Irlande, 140 F: Italie, 200 L: Luxembourg, 40 F: Maroc, 100 F: Mexique, 14 000 F: Pays-Bas, 3 F: Portugal, 200 F: République, 9 F: Roumanie, 100 F: Royaume-Uni, 10 F: Suisse, 2,50 F: Tunisie, 12 Din: USA, 9,95 F: USA (internat), 2,50 F.

M 0147-1224-7,50 F



## Ce que les épargnants paieront en 1998

● Les règles du jeu fiscal changeront profondément le 1<sup>er</sup> janvier ● Un prélèvement social de 10 % s'ajoutera, dans la plupart des cas, aux impôts ● Malgré de nouvelles taxes, l'assurance-vie reste un placement privilégié, surtout si elle est investie en actions



vements fiscaux traditionnels: Les dividendes d'actions resteront assujettis à l'impôt sur le revenu, mais subiront un prélèvement social qui s'appliquera de manière rétroactive sur les revenus de 1997.

Le projet du gouvernement dessine enfin une quatrième forme de fiscalité sur l'épargne, celle qui porte sur l'assurance-vie. Pour ce placement, les nouveaux prélèvements sociaux de 10 % vont entrer en vigueur mais la fiscalité d'Etat, bien qu'en légère hausse, restera avantageuse, surtout pour les plans investis en actions françaises.

Le gouvernement a longuement bésité au cours des derniers mois avant de dessiner ce nouveau paysage fiscal. Selon lui, le projet répond à une double ambition: d'abord procéder à un rééquilibrage entre la fiscalité du travail et la fiscalité du capital; ensuite, pour cette dernière, avantager les placements à risque et la production au détriment de la rente.

Lire page 7

## L'archevêque par qui le scandale arrive au Liechtenstein

BERNE

de notre correspondant

De mémoire de sujet de Hans-Adam II, prince de Liechtenstein, jamais pareille fronde n'a soulevé sur la principauté, au point que certains en viennent à penser que le trône lui-même pourrait vaciller. Dimanche 21 décembre, qui aurait dû être de fête, l'investiture de M<sup>re</sup> Wolfgang Haas, nouvel archevêque de Vaduz, a suscité une manifestation hostile de quelques centaines de personnes. Prêtre ultra-conservateur, M<sup>re</sup> Wolfgang Haas s'est notamment fait connaître pour avoir bloqué tout dialogue œcuménique et remis en cause les responsabilités attribuées aux laïcs. Muni de Coire, le deuxième diocèse de Suisse, il a été installé par le pape dans des fonctions taillées à sa mesure: le Liechtenstein a été détaché du diocèse de Coire et promu au rang d'archevêché pour accueillir cet évêque dont les fidèles et le clergé suisses ne voulaient plus (Le Monde du 5 décembre).

La manifestation n'a épargné ni le monarque régnant, qui a accepté cette nomination sans broncher, ni le pape, qui a signé sa décision sans consulter personne. Ce tour de

passé-passe du Vatican a été si vivement ressenti que le chef du gouvernement et le président du Parlement du Liechtenstein ont décliné l'invitation de participer à la célébration, également boudée par les deux évêques autrichiens de Coire. Quant à la conférence épiscopale helvétique, elle n'a même pas été convoquée.

Comme en 1988 lorsqu'il avait été consacré évêque à Coire dans une bruyante contestation populaire, M<sup>re</sup> Haas a emprunté une porte dérobée pour faire son entrée dans l'église Saint-Flurin de Vaduz, désormais promise cathédrale. Le bâtiment avait été entouré de barrières et gardé par la police, évitant à l'archevêque la répétition d'un spectacle qui avait fait le tour du monde à l'époque quand quelque deux cents fidèles s'étaient couchés à terre sur le parvis afin de l'empêcher d'accéder à la cathédrale. La querelle avait provoqué un malaise jusqu'au sein du gouvernement helvétique dont l'un des sept membres avait fini par prier le Vatican de trouver une issue honorable à l'impasse.

Au Liechtenstein, même si la manifestation de dimanche s'est déroulée sans incident, le

vice-président du Parlement de Vaduz a ouvertement interpellé le Saint-Siège et les députés ont officiellement fait savoir qu'ils considéraient comme indésirable la création d'un archevêché. Même si M<sup>re</sup> Haas est un enfant du pays, une bonne partie des trente mille habitants de la principauté n'ont d'ailleurs signé une pétition réclamant le maintien du Liechtenstein au sein de l'évêché de Coire.

Cette effervescence n'a pas empêché M<sup>re</sup> Haas de recevoir la mitre et la croce des mains du nonce apostolique à Berne, qui lui a également remis la bulle pontificale instituant l'archidiocèse. Le nouveau promu a tenu à réaffirmer dans sa première homélie qu'il obéissait filialement à la volonté du pape sans avoir jamais sollicité un tel honneur. Tout en regrettant vivement la controverse autour de sa nomination, il a déclaré vouloir être « l'archevêque du cœur ». Le vent de fronde qui souffle sur la principauté contraste singulièrement avec l'atmosphère feutrée qui règne d'ordinaire dans ce si joli paradis fiscal enserré entre la Suisse et l'Autriche.

Jean-Claude Buhner

## L'introuvable consensus autour de l'immigration

UNE OPPOSITION ragalardie, une majorité épuisée et les immigrés réinstallés, à leur corps défendant, dans leur rôle de punching-ball du débat politique français. Le bilan du laborieux débat parlementaire sur la nationalité et le statut des étrangers a toutes les apparences de la calamité pour un gouvernement jusqu'à présent plongé dans un état de grâce providentiel.

L'interminable empoignade verbale s'est achevée au Sénat par l'explosion du pétard mouillé allumé par l'opposition. L'impossible référendum sur la nationalité. Elle a connu un point d'orgue africain avec les déclarations de Lionel Jospin sur l'arrêt des « charters ». Mais la bataille doit reprendre, sans doute plus discrètement, après la trêve des confesseurs, pour se prolonger jusqu'à la campagne électorale des cantonales et des régionales.

Véritablement, parfois venimeuse, la discussion à l'Assemblée s'est le plus souvent déchaînée à mille lieues des eaux consensuelles où le gouvernement avait imaginé la mener. Le temps semble loin où, au début d'août, était salué presque unanimement le rapport du politologue Patrick Weil fondé sur le constat de l'existence d'un

« consensus » républicain sur l'immigration.

Loi aussi, l'époque où Jean-Pierre Chevènement assurait qu'« aucun parti de l'arc républicain n'a intérêt à faire de surenchère démagogique à propos de l'immigration » et où le ministre de l'Intérieur appelait à sortir d'un « débat pourri ». Loïn encore, le moment où Jean-Louis Debré saluait le « reniement des socialistes ».

La paix annoncée n'a donc pas été signée, et les « vieux démons » de la xénophobie n'ont pas cessé de planer dans l'hémicycle. Fantômes d'invasion, amalgames immigration-criminalité, fausses évidences sur l'« inassimilabilité » des musulmans, outrances sur les « chasseurs d'allocations familiales », les « scientifiques douteux », les « artistes délinquants » et les « retraités malhonnêtes », démagogie sur le « financement du regroupement familial », le florilège de certains orateurs de droite n'était pas loin d'évoquer les délires des années 30 sur les « métèques » (qui n'étaient pas musulmans à l'époque) et le discours actuel de l'extrême droite.

Philippe Bernard

Lire la suite page 15

## Fronde contre la politique de rigueur sociale de Tony Blair

APRÈS une période faste de six mois à la tête du gouvernement britannique, Tony Blair doit affronter une fronde à propos de ses projets de réforme sociale. La réduction des prestations versées aux mères célibataires avait déjà provoqué des protestations de la gauche travailliste. Cette fois, le ministre de l'éducation, David Blunkett, soutenu par plusieurs membres du cabinet, a écrit une lettre au ministre des finances pour le mettre en garde contre les coupes envisagées dans les programmes d'aide aux plus défavorisés, notamment aux handicapés. Une manifestation spectaculaire a été organisée, lundi 22 décembre, devant la résidence du premier ministre, à Downing street, où plusieurs handicapés en chaise roulante se sont enchaînés aux grilles.

Lire page 3

## Les poisons du nucléaire

TROIS affaires nucléaires empoisonnent le gouvernement, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et l'une de ses filiales productrices de radionucléides pour l'industrie et les hôpitaux.

Le premier dossier concerne le démantèlement difficile du réacteur Superphénix, pour lequel des décisions ont été repoussées à janvier 1998. Le deuxième, un crayon de combustible, contenant de l'uranium et du plutonium, égaré, depuis le 27 juin, par un laboratoire de Grenoble. Le troisième, la perte, lors d'un naufrage au large des Açores, de matériel radioactif destiné à des hôpitaux, qui pourrait, selon Greenpeace, se dissoudre dans l'eau de mer et contaminer la chaîne alimentaire.

Lire page 21

## La télévision de l'abondance



CYRILLE DU PLOUX

LE NOMBRE d'abonnés aux bouquets de chaînes de télévisions numériques devrait doubler en 1998. La rentabilité des investissements réalisés en France dans ce secteur très concurrentiel n'en sera pas pour autant assurée, reconnaît le directeur général de TPS, Cyrille du Peloux, dans un entretien au Monde. Un rapprochement des différents opérateurs semble de plus en plus inéluctable.

Lire page 20

International	2	Finances/marchés	18
France	7	Aujourd'hui	20
Société	10	Jeux, météorologie	23
Carnet	13	Culture	24
Abonnements	18	Guide	25
Motivations	14	Annuaire classés	26
Entreprises	16	Radio-Télévision	30

150 ans d'histoire et beaucoup d'amour

Cartier

# INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 24 DÉCEMBRE 1997

**AMÉRIQUES** Pour accueillir le pape qui se rendra pour la première fois dans l'île, du 21 au 25 janvier 1998, Fidel Castro a « exceptionnellement » accepté de faire de la jour-

née de Noël une journée fériée. C'est la première fois depuis 1968. Plusieurs autres concessions consenties ces derniers jours par le régime témoignent de l'importance que

Cuba, isolé, accorde au voyage de Jean Paul II. ● A MIAMI, les anticastroistes demeurent divisés sur ce voyage qui, craignent-ils, pourrait être suivi d'une amélioration des

rapports entre Washington et La Havane. ● INCONTESTABLE succès politique pour le régime cubain, le voyage du pape n'efface pas pour autant les difficultés économiques

persistantes dans lesquelles se débat le pays. L'industrie sucrière cubaine devra ainsi faire face aux nécessités de la restructuration, au risque de créer du chômage.

## Fidel Castro règle les moindres détails du voyage de Jean Paul II à Cuba

Le chef de l'Etat entend faire de la venue du pape, en janvier, un succès dont il tirera aussi bénéfice. Dans ce but, il a rétabli la fête de Noël et multiplié ces derniers jours les concessions, autorisant la publication d'un message papal à la « une » du quotidien du Parti communiste cubain

FIDEL CASTRO a beau répéter, sur tous les tons et à chaque occasion, que le régime préfère la mort au changement (« Socialismo o muerte ! »), les Cubains ont pu constater que le Lider Maximo savait aussi mettre de l'eau dans son rhum.

En quelques jours seulement, ils l'ont successivement entendu annoncer « en pleine nuit » - que le 25 décembre, tenu pour jour ordinaire depuis 1968, serait, cette année, exceptionnellement férié ; puis ils l'ont vu recevoir, après douze années d'une haine ignorante, la hiérarchie catholique pour une entrevue de six longues heures, qualifiée à la sortie de « positive » et de « constructive » par les protagonistes ; samedi 20 décembre, enfin, ils ont pu lire en « une » de *Granma*, « organe officiel du comité central du Parti communiste de Cuba », le message plein page que le pape adressait au « peuple cubain à l'occasion de sa prochaine visite », du 21 au 25 janvier 1998. Dans un pays où l'accès aux médias relève du monopole d'Etat, une telle initiative n'est pas passée inaperçue.

Après avoir négocié pas à pas chacune de ses concessions, Fidel Castro, apparemment, a décidé de payer le prix qu'il convenait pour accueillir le pape, y compris en mettant à la disposition des fidèles ces si rares moyens de transport sans lesquels aucun rassemblement de masse n'est possible. Du voyage, Jean Paul II espère un peu



plus d'espace pour l'Eglise cubaine, quasi expulsée de la société dès les lendemains de la révolution, en janvier 1959. Quant à Fidel Castro, il compte bien récolter ce qu'il a de bonnes chances d'obtenir : une ferme condamnation de l'isolement politique et économique dans lequel Washington tient le régime de la Havane.

### ÉVOLUTION DE LANGAGE

En politique non plus il n'y a pas de petits profits, et le chef de l'Etat cubain peut d'ores et déjà se féliciter de l'embarras dans lequel le

voyage papal a plongé la communauté cubaine exilée aux Etats-Unis. Dès l'annonce du voyage, celle-ci s'est entredéchirée pour savoir s'il convenait d'envoyer en rade de La Havane le bateau de pèlerins que l'archidiocèse de Miami projetait d'affréter. Après des semaines d'intenses polémiques, l'Eglise vient d'annoncer qu'elle renonçait à son projet.

Cette petite victoire des anticastroistes de Floride compensera-t-elle, à leur yeux, le ton conciliant nouvellement adopté par le président Clinton à l'égard de Cuba ?

A deux reprises, lors de son voyage en Argentine, en octobre, puis, deux semaines plus tard, à l'occasion d'une conférence de presse tenue à Washington, le président américain a lancé quelques fleurs à l'adresse de son homologue cubain, qualifié publiquement d'homme « très intelligent ». Il n'en a pas fallu plus pour qu'aussitôt les cercles anticastroistes évoquent avec effroi une ouverture américaine en direction de Cuba. Fin novembre, les rumeurs sont reparties de plus belle lorsque le chef du département nord-américain du ministère cubain des affaires étrangères a reçu, discrètement mais très officiellement, un haut responsable de la CIA, qui, jusqu'à récemment, traitait des affaires cubaines auprès de la Maison Blanche.

### CROISSANCE MÉDIocre

Il y a loin des bonnes paroles au changement de politique. Mais de passage en France, où il venait d'assister au congrès du Parti socialiste, le président de l'Assemblée nationale populaire cubaine, Ricardo Alarcon - dont on sait qu'il suit de près les affaires cubano-américaines - a pris acte, avec une visible satisfaction, de cette évolution de langage. Ajouté à l'irritation de plus en plus manifeste des patrons américains opposés au maintien d'un embargo qui, craignent-ils, risque de les écarter pour longtemps d'un marché potentiel, et aux condamnations répétées du même embargo par

toutes les instances internationales, le bilan de ces dernières semaines n'est, tout compte fait, pas si mauvais pour le dernier chef d'Etat communiste de l'hémisphère occidental.

Demeure, cependant, la situation économique. Et sur ce front-là, décidément, la situation n'est guère brillante. En dépit de l'augmentation sensible du chiffre d'affaire

des prêts intéressants, et à la neutralité de l'Europe, qui, même bienveillante, attend pour déployer son aide que La Havane fasse un geste en faveur des droits de l'homme.

C'est dans ce contexte défavorable que Cuba doit réorganiser son importante industrie sucrière, aujourd'hui vieillissante et, surtout, surdimensionnée compte tenu des taux de production, en nette ré-

### Un message du pape à la « une » de « Granma »

Se réjouissant du rétablissement de la fête de Noël dans « la vie civile », le pape, dans un message aux Cubains publié le 21 décembre à la une de *Granma*, quotidien du Parti communiste, souligne que « Noël fait partie du patrimoine culturel et religieux » du pays. Il s'adresse à tous les Cubains, « sans distinction de credo, d'idéologie, de race, d'opinion politique », et espère qu'au cours de sa prochaine visite dans l'île « (sa) parole atteindra ceux qui ont la grave responsabilité de diriger le destin de la nation comme le citoyen le plus simple ».

Jean Paul II ajoute : « J'espère qu'après ma visite l'Eglise, qui aura pu donner un témoignage public de sa foi et de son dévouement à la cause de l'homme autour du successeur de l'apôtre Pierre, puisse continuer à disposer de plus en plus de la liberté nécessaire pour sa mission et des espaces adéquats pour la mener à bien pleinement et continuer ainsi à prêter son service au peuple cubain. »

produit par le tourisme et malgré la hausse des exportations de tabac, la croissance économique, cette année, sera médiocre : entre 2,1 et 2,5 %, contre 7,8 % l'année précédente. Repartie de très bas après l'arrêt de l'aide soviétique, l'économie cubaine se heurte à l'obsolescence de tout son appareil industriel, à l'embargo américain, qui lui interdit l'accès au marché

gression. Quoi qu'elles fassent, les autorités économiques ne peuvent plus éluder l'éventuelle fermeture de quelques dizaines d'usines sucrières, c'est-à-dire se poser la question - taboue - du chômage qu'engendrerait l'impossible reconversion de milliers d'ouvriers et de paysans.

Georges Marion

Cardinal Jaime Ortega, archevêque de La Havane

## « Une étape dans un processus d'amélioration des rapports entre l'Etat et l'Eglise »

### LA HAVANE

de notre envoyé spécial  
« Mgr Ortega, avez-vous pu obtenir de votre première rencontre avec Fidel Castro des garanties quant au déroulement de la visite du pape et à la situation de votre Eglise ?  
- J'avais déjà rencontré le président à l'occasion d'événements qu'il a pu avoir avec des évêques étrangers ou des représentants du Vatican, mais c'était la première fois depuis douze ans que, de manière formelle, Fidel Castro acceptait de recevoir la Conférence des évêques de son pays. Pour autant, il ne s'agissait pas d'obtenir des « garanties » sur la situation de l'Eglise, encore moins de passer des accords avec les autorités de l'Etat. Cette rencontre a porté sur la préparation de la visite du pape. Le président nous a donné toutes les assurances sur son déroulement, indiquant que la liberté de mouvement et d'expression serait totale, que Jean Paul II recevrait l'accueil populaire qui convient et que son message serait bien reçu. Le chef de l'Etat a ajouté que le pape n'était pas seulement l'invité

de l'Eglise, mais de tout le pays. - Comment avez-vous réagi à la déclaration du 15 décembre de Fidel Castro, devant l'Assemblée nationale populaire, selon laquelle la liberté religieuse avait été respectée dans votre pays ?  
- Pour justifier ses propos, le président a pris comme points de comparaison les révolutions française, mexicaine ou l'instauration de la République en Espagne et la guerre civile qui a suivi. Lors de ces événements, en effet, le clergé a connu le martyre. Mais, à Cuba, il n'y a pas eu de violences contre les prêtres et les croyants comparables à celles qu'ont dû subir par exemple l'Eglise orthodoxe de Russie ou les Eglises du camp issu de la révolution bolchevique.

« C'est-à-dire que le président compare notre situation avec ce qu'il y a de pire, mais l'Eglise cubaine aspire à ce qu'il y a de meilleur ! Notre statut actuel est intermédiaire entre un trop-plein et un manque de liberté. Nous n'avons jamais été traités comme les Eglises des pays communistes de l'Est européen. Nous avons toujours eu la liberté de nommer

des évêques et des prêtres, ce qui n'était pas le cas dans un pays aussi catholique que la Pologne. Le pape se souvient que sa nomination comme évêque auxiliaire de Cracovie en 1958 avait dû attendre l'autorisation de l'Etat. La mienne comme archevêque de Cuba o'a jamais fait l'objet d'un tel compromis.

« Par comparaison avec ces situations extrêmes, le président peut donc estimer que l'Eglise à Cuba est libre. Mais de notre côté, notre devoir est de rappeler que nous n'avons jamais eu accès par exemple aux moyens permettant d'assurer aux enfants une éducation catholique. Et nous n'avons toujours pas nos accès aux moyens de communication nationaux et locaux. Ce sont des réalités que les autorités ne peuvent pas ignorer.

- En avez-vous au moins parlé avec Fidel Castro ?

- Pour cette première rencontre, nous n'avons pas abordé tous les sujets, mais nous lui avons bien fait comprendre que la visite du pape n'était pas, pour nous, un point d'arrivée. Pas plus qu'elle



JAIME ORTEGA

n'est un point de départ. C'est comme une étape dans un processus d'amélioration des rapports entre l'Eglise et l'Etat. Par exemple, j'ai reçu l'assurance de pouvoir parler en janvier, pour la première fois, à la télévision d'Etat nationale et à la télé locale de la Havane. Pour mobiliser l'opinion à la préparation de la visite du pape, mon évêché ne dispose que d'un petit bulletin d'informations mensuel qui diffuse à huit mille exemplaires et les numéros s'épuisent très vite.

« L'accès de l'Eglise aux médias du pays fait donc partie d'un processus dynamique. Nous ne nous

attendons pas à un changement du jour au lendemain, mais nous espérons pouvoir occuper dans la société un espace toujours plus large pour accomplir notre mission. C'est cet espoir qui nous anime pour les lendemains de la visite de Jean Paul II.

- Avez-vous au moins reçu plus d'assurance à propos de l'éducation, c'est-à-dire du droit d'ouvrir des écoles catholiques ?

- Si nous n'avons pas non plus d'attente à court terme à cet égard, nos demandes ne doivent pas tomber dans l'oubli. Dans n'importe quel système social ou politique, l'éducation fait partie des moyens dont l'Eglise dispose pour accomplir sa mission, en fidélité à son devoir de promotion de l'homme dans toutes ses dimensions. L'Eglise ne pourra jamais renoncer à sa mission fondamentale qui est l'éducation religieuse.

« Or, pendant longtemps à Cuba, les familles ont été soumises à de très fortes pressions pour empêcher les enfants d'aller à la messe ou au catéchisme. Aujourd'hui, il est vrai, la situation a

changé. Nous avons pu recevoir du Mexique deux millions de petits manuels de catéchèse. Nous recevons aussi des Evangiles et au rythme actuel, avant l'an 2000, un million de familles cubaines auront pu lire un Nouveau Testament. Quand nous mettons l'accent sur l'éducation religieuse, il ne s'agit donc pas de réclamer l'ouverture de grands collèges, mais de créer un état d'esprit capable de faciliter notre tâche d'éveil de la foi.

- La visite du pape vous paraît-elle devoir contribuer à ce climat plus favorable ?

- Oui, elle va marquer une étape dans l'affirmation du renouveau religieux qui transforme Cuba. Je suis sûr que le passage du pape dans l'île apportera des fruits, presque aussi imprévisibles que ceux qu'a laissés le passage du Christ sur terre. Pour mon pays, j'y vois surtout l'espoir d'un réveil de certaines valeurs permettant l'accès à une vérité dont le pape est le témoin et le message. »

Propos recueillis par Henri Tincq

## L'île « importe » des malades pour financer son service de santé en crise

### LA HAVANE

de notre envoyé spécial  
Vu de l'extérieur, rien ne distingue d'un autre ce bâtiment blanc, haut de huit étages, qui se dresse dans le centre résidentiel de La Havane, non loin du front de mer, le célèbre Malecon de la capitale cubaine. Une tenace odeur de peinture fraîche rôde dans le hall d'entrée presque coquet, meublé de fauteuils de cuir que flanquent un appareil téléphonique et quelques pots de fleurs. Aucun signe particulier n'indique qu'il s'agit du Centre international ophtalmologique Camilo Cienfuegos, établissement hospitalier spécialisé dans le traitement de la rétinopathie pigmentaire, maladie dégénérative plus connue sous le nom de cécité nocturne. Nulle part ailleurs qu'à Cuba, assurent les autorités locales, cette maladie ne peut être soignée.

ici, affirme la brochure qui présente l'établissement, « une équipe de scientifiques cubains sous la direction du docteur Orfilio Pelaez, se sont consacrés à l'étude des traitements de cette maladie. (...) Quarante années d'expérience et de recherches sont à votre disposition ». Seule condition pour bénéficier des services des quelque deux cent quarante médecins, infirmiers et personnels de toutes catégories qui y travaillent : il faut être étranger et, surtout, payer en dollars.

Pendant longtemps, les médecins cubains formés en quantité dès les lendemains de la révolution ont constitué un bon article d'exportation et de propagande pour un régime qui n'hésitait jamais à répondre aux demandes d'aide lancées par les pays amis. Aujourd'hui encore, près de trois cents d'entre eux opèrent dans les zones

rurales d'Afrique du Sud que dédaignent les médecins - blancs - locaux. Mais plutôt que d'aller au-dehors chercher des malades, c'est maintenant la médecine cubaine qui « importe » des patients étrangers.

### DISCRETION ASSURÉE

Le tournant a été pris il y a quelques années, lorsque le pays, accablé par les difficultés économiques, s'est résolu à mettre en œuvre tous les moyens pour récolter les précieux dollars nécessaires à sa survie. En Amérique latine, la médecine est généralement chère et réservée à quelques privilégiés ; à Cuba elle est gratuite. Elle est aussi de qualité et les médecins sont en surabondance. Pour financer ce coûteux édifice exotique de prendre l'eau, quelques gestionnaires astucieux ont eu l'idée de moderniser une partie des installa-

tions pour les mettre à la disposition de la clientèle capable de payer. Et, depuis, Servimed, société spécialement créée pour la circonstance, démarché à l'étranger, vantant la qualité et le coût raisonnable des prestations médicales cubaines. Stress et affections psychologiques, médecine interne, pédiatrie, ophtalmologie, dermatologie, gynécologie, orthopédie, chirurgie générale et même chirurgie esthétique : les possibilités sont nombreuses, tournées vers une clientèle latino-américaine, mais aussi européenne ou canadienne. Même les citoyens des Etats-Unis, où la médecine est hors de prix, sont invités à se faire soigner dans l'île, sans crainte de violer l'embargo qui leur interdit de dépenser de l'argent chez Fidel : Cuba a mis au point des mécanismes de voyage et de paiement qui assurent la discrétion nécessaire.

Au dire de Xenia Loma, chargée des relations publiques de la clinique ophtalmologique Camilo Cienfuegos, les quatre-vingts lits de l'établissement restent rarement vides. Le cadre y est moderne, fort différent du quotidien de l'hôpital cubain où les médicaments et les équipements manquent. Argentins, Brésiliens, Equatoriens, mais aussi Hollandais et Canadiens se bousculent dans le centre qui, dit-elle, assure seul au monde le traitement de la rétinopathie pigmentaire, maladie réputée jusque-là incurable. C'est ici aussi que viennent Italiens et Espagnols qui, souligne-t-elle, peuvent certes bénéficier chez eux d'un diagnostic, mais ne peuvent s'y faire soigner. Des patients viendraient même d'Arabie saoudite et du Japon, attirés par une publicité qui pratique beaucoup la bouche-à-oreille.

Servimed, filiale de l'organisme de tourisme Cubancan, fait tout pour satisfaire ce client si particulier qu'est le touriste pour raison de santé. Ce dernier est pris en charge dès l'aéroport et, varie la publicité, pour un prix fort raisonnable, sa famille peut être hébergée dans la clinique. Quant à ceux qui, incités, hésiteraient à dépenser rapidement quelques milliers de dollars, qu'ils sachent que le professeur Pelaez les examinera, durant sept jours, avant de décider si l'opération projetée a des chances de succès. Et que, dans ce cas, les frais engagés seront déduits de la facture finale. Cette nouvelle activité des services de santé cubains est-elle seulement rentable ? Sur ce point, Xenia Loma est demeurée d'une précision toute professionnelle.

G. M.



## Violents combats entre guérilla et paramilitaires en Colombie

**BOGOTÁ**  
de notre correspondant  
La guerre totale que se livrent la guérilla colombienne et les groupes paramilitaires n'a pas fini de semer la terreur. Les derniers combats ont eu lieu dans la région bananière de l'Urabá, au nord du pays, au début de l'année, selon les premiers témoignages, des dizaines de victimes dont on ne savait, lundi 22 décembre, si elles étaient civiles ou combattantes. Encore une fois, des centaines de paysans ont fui les zones de combats. La bataille était annoncée. Le principal chef paramilitaire colombien, Carlos Castaño, dont la tête est mise à prix pour 1 million de dollars (environ 6 millions de francs), avait déclaré, il y a dix jours, lors d'un entretien publié par l'hebdomadaire *Caracol*, qu'il ne manquait plus, pour affaiblir la guérilla, qu'une incursion dans la région de Pácora, dans l'Urabá. C'est de nouvelles choses. Mais cette bataille n'est qu'un tournant dans la lutte à mort qui oppose les « paramilitaires » aux guérilleros. Pour gagner du territoire, les groupes paramilitaires, jusque-là, manœuvraient la terreur en massacrant les civils, toujours accusés d'être complices de la guérilla. Aujourd'hui les affrontements entre les deux camps se font sans intermédiaires.

Pour bien saisir que son pouvoir s'effondre, la guérilla a également subi, dimanche 21 décembre, une importante attaque contre une base de commandement de l'Armée révolutionnaire (AR) dans la région de Pácora, dans l'Urabá. Des centaines de soldats ont été tués, des centaines d'autres blessés. Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, guérilleros) ont réussi à investir un poste militaire installé au sommet du Pácora, dans le sud du pays, à 4 100 mètres d'altitude. Trente-quatre soldats et officiers y gardaient une tour de télécommunications. Lundi 22 décembre au soir, aucun renfort n'avait encore rejoint les lieux de l'attaque. Le brouillard, la neige et les tirs des guérilleros interdisaient l'atterrissage de tout hélicoptère. Selon différentes sources militaires, vingt à trente soldats auraient été tués pendant l'assaut.

La visite du pape romain devrait contribuer à un climat plus favorable. Mais, elle va marquer une étape dans la normalisation de la région. Les groupes paramilitaires ont promis de ne plus utiliser de mines, de ne plus attaquer de civils, de ne plus utiliser de la violence. Pour mon pays, c'est un espoir d'un avenir meilleur. Le pape est un homme de bien, il va contribuer à un climat plus favorable.

**Georges Main**

## Le gouvernement britannique divisé sur la politique sociale

La réduction des aides aux personnes défavorisées et handicapées suscite un malaise dans le Parti travailliste, au moment où la cote de popularité du premier ministre connaît un infléchissement

**LONDRES**  
de notre correspondant  
Arrivé triomphalement au pouvoir il y a sept mois, le premier ministre britannique, Tony Blair, doit faire face à la première fronde sérieuse au sein de son gouvernement où plusieurs ministres s'inquiètent des consé-

quences de sa politique sociale. Après la réduction des aides aux mères célibataires, il est question maintenant de réduire les allocations versées aux plus défavorisés, notamment aux handicapés. Répondant à ses cri-

tiques, Tony Blair a réaffirmé ce week-end son « absolue détermination de changer le "Welfare system" », soulignant notamment que pour ceux qui le peuvent, « le travail est la meilleure réponse à la pauvreté ». Alors

que le premier ministre se trouvait en province, une manifestation d'handicapés a été organisée, lundi 22 décembre, devant les grilles de sa résidence du 10 Downing Street, à Londres.

social et pour une société plus juste », écrit-il. Selon les médias britanniques, les inquiétudes de M. Blunkett sont partagées par plusieurs membres du gouvernement, dont le vice-premier ministre, John Prescott, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, le ministre de la santé, Frank Dobson, et celui de la coopération, Claire Short. Soutenue par M. Brown, par le ministre de la sécurité sociale, Harriet Harman, et son adjoint Frank Field - chargé par le premier ministre de « penser l'impensable » -, la volonté de M. Blair de réformer la sécurité sociale fait d'autant plus de vagues parmi les travaillistes que ses premières manifestations vont dans le sens d'un accès plus difficile aux allocations que n'aurait pas renié la « dame de fer », Margaret Thatcher.

**AU NIVEAU DES ETATS-UNIS**  
Le nombre de personnes touchant une aide d'invalidité a doublé depuis 1979 pour atteindre deux millions. Le premier ministre l'a réaffirmé au cours du week-end : « La grande majorité des gens savent que si vous dépenses plus en aide sociale que pour les écoles, les hôpitaux, et la police mis ensemble,

et que plus de gens, et en particulier d'enfants et de retraités, vivent dans la pauvreté, c'est que le système doit changer. Nous allons le faire avec justice et sensibilité, mais avec une absolue détermination de changer le "Welfare system" car il ne marche plus et doit être réformé (...). Nous croyons en la responsabilité de la société d'aider ceux qui sont vraiment dans le besoin », mais « nous croyons [aussi] dans celle des individus de se prendre en charge quand ils le peuvent. Et nous pensons que, pour ceux qui peuvent travailler, le travail est la meilleure réponse à la pauvreté ». Pour montrer sa détermination, M. Blair a décidé de créer un comité spécial,

qu'il présidera en personne. Ce qui choque certains ministres et nombre de parlementaires, c'est que cette réforme - s'est jusqu'à présent manifestée essentiellement au détriment des pauvres. Le 10 décembre, la réduction de l'aide aux femmes seules avec enfants avait déjà entraîné la révolte d'une quarantaine de députés et la démission d'un secrétaire d'Etat. Cette affaire confirme le caractère quasiment idéologique des réformes censées répondre aux problèmes sociaux du pays. En effet, remarque une éditorialiste de *The Independent*, la part du PIB britannique destinée aux dépenses so-

ciales est, avec 13 %, au niveau de celle des Etats-Unis et inférieure de plus de moitié à celle de l'Allemagne ou de la France. « Remettre au travail les gens ne devrait pas avoir pour but de faire baisser les dépenses sociales mais les réinsérer dans la société », ajoute-t-elle. La controverse tombe d'autant plus mal que le gouvernement fait face à des révélations gênantes sur l'utilisation de fonds off-shore par le milliardaire travailliste Geoffrey Robinson, payeur-général avec rang de secrétaire d'Etat, pour échapper au fisc - ce qui, en toute légalité, semble-t-il. M. Blair soutient à fond M. Robinson. Mais la juxtaposition de la défense d'amis riches et de mesures frappant les pauvres nuit à l'image du premier ministre. Selon une enquête du *Sunday Times*, la cote de popularité, mais aussi de confiance, de Tony Blair est en baisse. Plus que les faits, c'est l'apparence qui choque, la présentation déplorable d'une politique au demeurant acceptée par la majorité des Britanniques. Surtout de la part d'un premier ministre qui avait jusqu'à présent si bien réussi à faire passer son message.

**Patrice de Beer**

### Des handicapés manifestent contre Tony Blair

Pour protester contre les projets de réforme sociale de Tony Blair, qui prévoient une réduction de certaines de leurs allocations, des personnes handicapées se sont enchaînées spectaculairement pendant une heure et demie, lundi 22 décembre, à Londres, aux grilles de sa résidence de Downing Street, qu'elles ont aspergées de flots de peinture.

« Tony, honte à toi ! », scandaient les manifestants, alors que le premier ministre défendait au même moment ses projets de réforme sociale dans le nord de l'Angleterre. La police a enlevé de force une dizaine de militants, dont certains grands handicapés que les bobottes ont dû soulever avec précaution dans leurs fauteuils roulants pour les placer dans des fourgons. (Reuters).

## Nouvelle alarme des experts britanniques à propos de la « vache folle »

**BRUXELLES**  
de notre correspondant  
Rendus sous l'égide de la Commission européenne, les experts chargés d'établir les critères épidémiologiques et sanitaires permettant de définir les zones « à risque » de l'Union européenne pour la transmission de l'agent de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, maladie de la « vache folle ») ont fait le point de leurs réflexions, vendredi 19 décembre à Bruxelles. Ils ont jusqu'à la fin février pour répondre aux questions qui leur sont posées.

Les experts ont pris note de la décision de leurs homologues britanniques de recommander au gouvernement de Londres de prendre de nouvelles précautions sanitaires. Selon les Britanniques, la barre sanitaire doit être placée beaucoup plus haut qu'elle ne l'a été ces dernières années ; il faudrait interdire l'usage de toutes les farines de viande et d'os (y compris celles fabriquées à partir des carcasses de porcs et de volailles) dans l'alimentation de toutes les espèces

animales. Cet avis laisse perplexes à Bruxelles. « Nous avons le sentiment que les experts et les autorités sanitaires et politiques britanniques, face à la situation très délicate dans laquelle ils se trouvent, adoptent la politique de la terre brûlée, plaçant dorénavant toujours plus haut la barre de la précaution sanitaire, confiant au surplus de la Commission européenne "il est indéfiniment possible

que cette nouvelle demande corresponde à des résultats, encore confidentiels, quant à la possible transmission à d'autres espèces de l'agent de l'ESB et de la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. » Sur le fond, la problématique de la politique sanitaire préventive devant être conduite au sein de l'Union est sous-tendue par deux questions : quels sont les pays producteurs de

viande directement concernés ? Quels organes ou tissus animaux doivent être exclus de toute forme de recyclage alimentaire humain ou animal et donc, à ce titre, détruits ?

**THESES CONTROVERSIÉES**  
A Bruxelles, la lettre dominante, faite notamment par l'Allemagne, voudrait que la maladie de la « vache folle » ne concerne que les pays de l'ouest du continent (Royaume-Uni, Irlande, Portugal, Belgique, Luxembourg, France et Suisse), à l'exception de l'Espagne, les pays de l'est étant quant à eux indemnes. Une telle analyse est vivement critiquée par les spécialistes d'épidémiologie vétérinaire. Ces derniers font état d'informations très récentes qui contredisent les thèses officielles allemandes. La liste des produits bovins, ovins et caprins originaires de pays touchés par la maladie et considérés comme susceptibles de transmettre le germe d'une maladie neurodégénérative à prion fait l'objet, quant à elle, de nombreuses interrogations. Ces produits doivent être interdits à toute consommation humaine mais aussi animale, dans la mesure où les germes infectieux peuvent être recyclés via les farines animales de viandes et d'os. Pour certains spécialistes, cette liste devrait être allongée et englober aujourd'hui le système nerveux central, les tissus lymphoïdes, les poumons, le tube digestif, ainsi que certaines viandes en contact avec l'os ; les interdictions, quant à elles, ne devraient concerner que les pays touchés par l'épidémie. Pour d'autres, il suffirait de se limiter à une liste restreinte mais d'obtenir une réelle interdiction dans tous les pays de l'Union européenne, ce qui est loin d'être le cas. Tout en affirmant la priorité qu'elle entend donner à la santé publique, la Commission, devant cette confusion, a dû retarder de quatre mois - du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> avril 1998 - la mise en œuvre de mesures préventives.

**Jean-Yves Nau**

### Deux nouveaux cas détectés en France

Deux nouveaux cas de maladie de la « vache folle » ont été détectés ces derniers jours en France, obligeant à abattre près de cinq cents bovins. Le premier cas concerne une vache âgée de quatre ans d'un troupeau de 108 bêtes à Thoiry-sur-Du (Sarthe). C'est le premier cas identifié dans la Sarthe. Le second est celui d'un animal âgé de cinq ans à Plouezec-du-Paou (Finistère). Les 306 vaches composant le troupeau ont été abattues dans la nuit du 21 au 22 décembre.

Six cas ont été détectés en France depuis le début de 1997, trente et un depuis 1996. Le jeune âge de ces animaux inquiète les spécialistes et démontre que des trafics de farines animales contaminées en provenance de Grande-Bretagne ont continué en France bien après leur interdiction en 1989. Cette année, les cas avaient jusqu'alors été diagnostiqués dans les départements des Côtes-d'Armor, de la Manche, du Calvados et du Morbihan, où les éleveurs ont eu fréquemment recours aux farines carnées d'origine britannique.

**STOCK**

**Léon Schwartzberg**

**Doubles vies**

Ces réels glanes au fil de la vie ont été écrits en rasant avec le temps et contre lui. Des personnages réels ont pu y pénétrer par effraction ou parce que la porte était restée ouverte. D'autres s'y trouvaient avant que la première ligne n'ait été couchée. Je ne suis pas sûr non plus d'être totalement absent d'eux.

**STOCK**

384 pages  
130 F



## Bill Clinton exhorte la population de Sarajevo à reconstituer une Bosnie unitaire

Le président américain a été accueilli comme le seul garant de la paix

Le président des Etats-Unis, Bill Clinton, a effectué, lundi 22 décembre, une visite à Sarajevo, avant d'aller rencontrer les soldats américains

basés à Tuzla. Il a exhorté les dirigeants des trois communautés bosniaques à reconstruire une Bosnie multiconfessionnelle et unitaire. Un son-

dage réalisé aux Etats-Unis indique qu'une majorité d'Américains désapprouve le maintien de GI en Bosnie après juin 1998.

**SARAJEVO**  
de notre correspondant  
Reçu, lundi 22 décembre, au Théâtre national de Sarajevo qui avait renoué avec ses fastes d'antan, Bill Clinton a usé d'une métaphore pour faire passer l'un de ses messages aux dirigeants bosniaques. Désignant l'orchestre symphonique, venu jouer devant lui plusieurs de ses compositions, le président américain a déclaré : « Cet ensemble était jadis composé de Musulmans, de Serbes et de Croates. Sept musiciens sont morts pendant la guerre, des Musulmans, des Serbes et des Croates. Aujourd'hui, l'orchestre a été reformé, avec toujours des Musulmans, des Serbes et des Croates. Puisse ce symbole servir d'exemple pour votre pays. »

M. Clinton, qui faisait une étape de quelques heures dans la capitale bosniaque avant d'aller rendre visite aux soldats américains sur la base de Dubrava à Tuzla (nord-est du pays), a répété tout au long de la journée que l'idée d'une Bosnie à nouveau unitaire était la seule

perspective garantissant une paix durable dans la région. Face aux trois élus de la présidence collégiale bosniaque, Alija Izetbegovic, le Serbe Momčilo Krajišnik et le Croate Kresimir Zubac, face à un groupe d'étudiants rencontrés dans un café du centre-ville, face encore à un parterre de personnalités locales et de diplomates internationaux réunis au Théâtre national, le président américain a parlé de cette Bosnie de naguère, « multiconfessionnelle, à qui il faut donner une chance de le redevenir un jour ». Pour cela, une seule voie : les accords de Dayton.

### DES POINTS CRUCIAUX

M. Clinton, qui a annoncé voici quelques jours que son pays continuerait à participer à une force multinationale au-delà de l'échéance prévue de juin 1998, a averti ses interlocuteurs : « Le monde est avec vous, mais l'avenir vous appartient, à vous, pas aux Européens, ni aux Américains. » « Votre responsabilité, a-t-il ajouté, ne s'est pas arrêtée avec la signature

des accords de Dayton. » M. Clinton a ensuite énuméré certains points cruciaux qui font obstacle à l'application du plan de paix : les institutions communes en panne, le problème des réfugiés qui veulent rentrer dans leur ville ou village d'origine et celui des criminels de guerre qui continuent à vaguer en toute impunité.

Le président américain a assuré ceux qui œuvraient dans le sens de l'application du traité de paix du « soutien total de la communauté internationale », menaçant les autres d'« isolement ». Un avertissement que le président américain a adressé en priorité aux ultranationalistes serbes. Un proche de M. Karadzic, aujourd'hui inculpé de crimes de guerre, qui a pour habitude d'assurer « un service minimum » lors des visites de personnalités politiques étrangères à Sarajevo, n'a pas dérogé à sa règle de conduite. Il a boudé le discours de M. Clinton au Théâtre national. L'entité serbe de Bosnie était représentée par la présidente Biljan Plavšić, entrée en rébellion depuis

quelques mois avec Pale, chef des ultranationalistes. M. Plavšić a demandé à M. Clinton « un peu de patience, les accords de Dayton ne pouvant être réalisés du jour au lendemain ».

Les Sarajéviens, qui attribuent au seul président Clinton la paix qui prévaut en Bosnie, se sont déplacés en masse pour le saluer. La population a accueilli avec soulagement l'annonce que les GI prolongeront leur mission. « C'est une bonne nouvelle parce qu'un désengagement américain entraînerait la reprise du conflit », raconte un habitant. « Nous n'oublions pas que Bill Clinton a réussi en quelques semaines ce que les Européens n'ont pas pu faire en trois ans. Lui seul peut contraindre maintenant nos dirigeants à mieux collaborer pour que l'on vive normalement, comme avant la guerre. Je souhaiterais presque que la Bosnie devienne un jour le cinquième et unique Etat américain », poursuit-il.

Christian Lecomte

## L'OTAN a créé un service de renseignement et d'action en Bosnie

La France participe à cette initiative

**PLUSIEURS PAYS** de l'OTAN, dont la France avec des détachements issus d'une unité baptisée Cap 10, ont créé une force spéciale pour les missions « coup de poing » en Bosnie, dirigées contre les criminels de guerre recherchés par le tribunal pénal international (TPI) de La Haye. C'est ce qu'on fait apparaître l'opération montée, en juillet, à Prijedor, puis celle de la semaine dernière à Vitez. Cette initiative émane du nouveau commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Wesley Clark, qui fut particulièrement présent lors des discussions à Dayton (Etats-Unis) sur les accords de paix en Bosnie.

Ce service est bors hiérarchie de la SFOR en Bosnie. Son commandement est intégré, ce qui signifie qu'il est unique - chaque pays restant le « propriétaire » des éléments qu'il met à sa disposition - et qu'il est opérationnel sur l'ensemble du théâtre et pas seulement au profit de la division implantée dans l'une ou l'autre des trois zones placées sous la responsabilité des Américains, des Britanniques et des Français.

Le commandement fait appel, pour des raisons évidentes de sécurité, à des commandos extérieurs qui ne sont pas stationnés en permanence sur le territoire bosniaque. Cette force est aux ordres exclusifs du général Clark, d'abord pour des missions de recueil du renseignement, ensuite pour des actions ciblées. C'est en effet la seule autorité directe, au sein de la chaîne des commandements de l'OTAN, qui soit en état de coordonner l'action des commandos spéciaux, déployés au dernier moment, avec celle des troupes régulières de la SFOR, mobilisées en appui pour quadriller la population dans la zone où les premiers sont engagés.

Pour la France, ces détachements proviennent, selon les besoins du général Clark, du commandement des opérations spéciales (COS), à Taverny (Val-d'Oise), sous l'autorité d'un aviateur, le général Jacques

Salemi, qui coordonne l'action de quelque 1 500 hommes venus des trois armées.

Le COS reçoit ses consignes directement de l'état-major des armées. En Bosnie, il a beaucoup utilisé, récemment et avant même la polémique avec le procureur général du TPI, les compétences des équipes dites « de liaison et de contact » du Cap 10. Il s'agit du commando parachutiste de l'air n° 10 avec ses trois cellules d'actions spéciales en place depuis 1994. A Prijedor, des commandos britanniques (le 22<sup>e</sup> régiment SAS) sont intervenus, et des Néerlandais à Vitez. Mais, dans les états-majors chargés des opérations sur le terrain, les responsables sont en majorité des officiers américains, britanniques, français et allemands.

### NOYER QU'UN COUP SÜR

En revanche, l'OTAN a « sectorisé » le renseignement selon les zones et les moyens dont chaque pays a la responsabilité. Tout est mis en œuvre, depuis les « écoutes » et l'interception des communications (généralement confiées aux experts américains) jusqu'à l'exploitation des informations réunies par des avions de reconnaissance sans pilote (des drones français et américains) ou par des satellites, en passant par le renseignement humain (Humint), qui nécessite d'infiltrer des « agents » dans l'entourage des personnes recherchées. Cette dernière tâche a été attribuée plus spécialement à des commandos britanniques et français opérant en civil.

A l'OTAN, on insiste sur le fait que la consigne donnée aux commandos reste de n'opérer qu'à coup sûr et d'attendre que se produise, selon les termes d'un officier général, « une fenêtre d'opportunité », autrement dit une occasion de prendre vivante la personne recherchée par La Haye sans provoquer de « bavures » dans la population.

Jacques Isnard

## Task Force Eagle, l'Amérique à Tuzla

**TUZLA**  
de notre envoyé spécial  
Lorsqu'un hôtel lui rend visite, Selim Beslagic, le maire de Tuzla, a pour habitude de sortir de son armoire à souvenirs un cadeau offert par le pre-

**REPORTAGE**  
Les GI sont coupés de la population bosniaque. Leur hiérarchie y veille

mier contingent américain débarqué en Bosnie en décembre 1995. C'est une carte du monde sculptée dans le bois. La Bosnie-Herzégovine y est située au nord de l'Afrique. Cela fait encore rire Selim Beslagic. Deux années plus tard, l'Amérique a appris à mieux situer la Bosnie sur une mappemonde grâce à ses GI. Vingt mille d'entre eux œuvraient dès 1996 au sein de la défense IFOR (Force d'implantation de l'OTAN), 8 500

participent aujourd'hui aux différentes missions de la SFOR (Force de stabilisation). Une partie d'entre eux resteront en Bosnie au-delà de juin 1998.

Le chef de la Maison Blanche a fait le voyage jusqu'à Tuzla pour souhaiter un bon Noël à ses troupes stationnées dans la région. Il est donc fort probable que la ville dont Selim Beslagic est le premier magistrat sera maintenant mieux localisée par l'Américain moyen. Mais celui-ci, qui voit son fils revenir au pays après six mois de bons et loyaux services en Bosnie, ne devra pas espérer en savoir beaucoup sur les us et coutumes de l'autocritique.

Contrairement à ses homologues français et britanniques, les GI ont peu l'occasion de rencontrer les Bosniaques. Hors mission, toute sortie est prohibée. On craint en effet tout autant les effets désastreux de l'alcool, voire de drogues, que les compassion des dites de proximité qui ôteraient au soldat sa neutralité, qualité essentielle, selon sa hiérarchie, pour mener à bien sa mission.

Pour prévenir tout syndrome de claustrophobie, on a adapté la base. Task Force Eagle, le quartier général des troupes américaines, est une véritable cité d'outre-Atlantique. On y trouve une rue avec des échoppes et des bars, reconstituant jusqu'à la perfection une arrière américaine. On y trouve également des halls de sports avec des vélos d'appartement équipés d'ordinateurs, des restaurants ne servant que des plats US et des supermarchés parfaitement approvisionnés où l'on peut trouver des équipements hi-fi, du beurre de cacahuète, des jeans, des casquettes, des CD, des téléviseurs... et même des Hadey Davidson flamboyants.

M. Clinton était accompagné lundi de son épouse et de sa fille, du secrétaire d'Etat Madeleine Albright et de Bob Dole, le concurrent malheureux à la dernière course à la Maison Blanche. Le consensus a fait plaisir aux GI. Hillary avait apporté pour 1 milliard de dollars de cartes téléphoniques. Le jour de Noël, chaque soldat pourra passer trois heures gratuitement à sa petite amie.

C. Le

## Washington et Paris freinent l'avènement d'une Cour internationale indépendante

**NEW YORK (Nations unies)**  
de notre correspondant  
Il existe, à priori, un consensus pour la création d'une Cour criminelle internationale. Il serait en effet gênant pour n'importe quel gouvernement de se prononcer, publiquement, contre l'établissement

d'un tribunal permanent chargé de juger le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les violations graves des lois et coutumes de la guerre. Les divergences apparaissent en revanche sur le degré d'indépendance de cette Cour. Le combat pour res-

treindre les pouvoirs de la Cour est activement mené par les Etats-Unis et la France. Leur attitude extrêmement restrictive dans les négociations permet à certains autres pays de rester en arrière-plan : « Des gouvernements comme l'Irak, la Birmanie ou la Libye, voire la Chine n'ont même pas à se prononcer sur la Cour », explique un diplomate européen. Washington et Paris font tout pour que ce tribunal soit impuissant.

Résumant le sentiment d'une cinquantaine d'« Etats pilotes » qui œuvrent énergiquement en faveur d'une instance forte, le procureur des tribunaux ad hoc pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, M. Louise Arbour déclarait récemment dans un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU : « Je ne suis pas persuadée qu'une cour permanente faible vaille mieux que pas de cour du tout. » Répondant aux préoccupations des grandes puissances qui demeurent circonspectes quant aux pouvoirs du procureur d'un futur tribunal permanent, M. Arbour estime qu'il y a « davantage à craindre d'un procureur impuissant que d'un procureur indépendant » et qu'on ne peut pas discuter des statuts de la future institution en s'appuyant « sur la présomption qu'elle sera dirigée par des personnes compétentes et de bonne foi ».

A six mois de la conférence internationale de juin 1998 à Rome, où devait en principe être conclu un traité établissant la Cour, un grand nombre de questions restent en suspens. Pourtant, deux évolutions importantes ont marqué les travaux de l'avant-dernière session préparatoire qui s'est tenue à New York du 5 au 12 décembre : la décision du Royaume-Uni de rompre avec les autres pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU sur le rôle de ce dernier par rapport à la saisine de la cour, d'une part, et, d'autre

part, la participation « active et constructive » des pays africains jusqu'alors absents des délibérations. Sur le rôle du Conseil de sécurité, ce que les grands des puissances réclament revient à un droit de veto sur les affaires les concernant. Selon la position française et américaine, si le Conseil de sécurité est saisi d'une affaire, il peut interdire à la Cour d'engager une poursuite. Cette exigence, « inacceptable » pour les autres pays, est désormais affaiblie par le revirement spectaculaire de Londres. Le gouvernement du premier ministre Tony Blair a décidé d'accepter la proposition de Singapour selon laquelle la Cour peut être saisie d'un dossier « à moins que le Conseil ne l'interdise » par un vote. Cette nouvelle position britannique isole désormais la France au sein de l'Union européenne.

Un autre élément de contentieux sur lequel la position du gouvernement français n'a guère évolué est la question du « consentement ». Paris demande le consentement de trois catégories d'Etats pour que la cour puisse être saisie : les Etats sur le territoire desquels le crime a été commis, ceux dont les victimes ont la nationalité et ceux dont les auteurs présumés du crime ont la nationalité. « Cette proposition paralyse complètement le Tribunal », explique Richard Dicker, de Human Rights Watch ; cela veut dire que n'importe qui peut faire obstacle à la saisine de la Cour.

Pour sa part le secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme, William Bourdon, estime que si les propositions de la France sur ce sujet sont entérinées « l'indépendance de la cour ne sera qu'une fiction ». La France, ajoute-t-il, « doit prendre des positions conformes à sa tradition ». La définition des crimes de guerre fait aussi l'objet de débats. Les puissances nucléaires refusent

que le recours à l'arme nucléaire soit explicitement mentionné comme étant un crime de guerre. Enfin, guidée par le ministère de la défense, la France invoque les lois nationales pour conserver le droit de refuser le transfert de ses nationaux devant le Tribunal international.

**Les efforts de Paris, selon un diplomate, « visent à éviter la création d'un autre tribunal comme celui pour l'ex-Yougoslavie, dont la justice est lente, douteuse, peu crédible et surtout politique »**

Etant donné les difficultés d'ordre politique qui restent à régler, l'optimisme de certains sur le succès de la conférence de Rome est surprenant. « Quelques pays peuvent, certes, refuser de signer le traité, explique-t-on, mais il faudra alors qu'ils expliquent leurs décisions à leurs propres opinions publiques ».

Les positions de la France étonnent un grand nombre de pays. Avec le changement de gouvernement à Paris, les délégués et les organisations non gouvernementales, qui jouent un rôle de plus en plus actif pour la création de la Cour, avaient espéré un assouplissement. Ils ont constaté lors de la dernière session préparatoire que

« rien n'a changé ». « La position de la France reste aussi obstructionniste qu'avant », explique un diplomate. Selon certains participants, depuis le changement de gouvernement « il est encore plus difficile de traiter avec Paris, car les divisions au sein même du gouvernement ont pour effet de rendre les arguments de la France plus opaques ». « La France est extrêmement active, dit-on encore, elle participe énergiquement à tous les débats mais en général dans le but de réduire l'indépendance de la Cour. »

Les délégués se disent aussi surpris par l'« inexpérience » des diplomates français au sein de sa délégation : « Nous avons désormais à faire avec de jeunes gens de vingt-cinq ans qui, sans instructions de Paris, ne peuvent même pas répondre à des questions simples ; cela ralentit considérablement nos travaux. »

« Notre désir est de voir se créer une Cour qui pratique une justice pénale, affirme, pour sa part, un diplomate français au fait du dossier, nous œuvrons pour immuniser cette Cour contre une justice politique et pour ce faire nous insistons sur un certain nombre de garanties procédurales. » Selon ce diplomate, l'objectif est de s'assurer que « la communauté internationale donne naissance à un tribunal pénal qui s'attaque aux dictateurs et aux génocidaires et non pas à un instrument politique qui serait en mesure de mettre en cause des démocrates ». Les efforts de la France, poursuit-il, « visent à éviter la création d'un autre tribunal comme celui pour l'ex-Yougoslavie dont la justice est lente, douteuse, peu crédible et surtout politique ».

La dernière session du comité préparatoire de l'Assemblée générale de l'ONU sur la création de la cour criminelle permanente aura lieu en mars à New York.

Afsané Bassir Pour

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle  
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex  
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

**92** Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 15 JANVIER 1998 à 14h - EN UN SEUL LOT :  
**LA NUE PROPRIÉTÉ D'UN IMMEUBLE**  
compréhensif bâtiment en façade sur la rue, élevé sur caves d'un rez-de-chaussée et de 4 étages, grenier, cour derrière (occupation précisée au cahier des charges) sis à **BOULOGNE-BILLANCOURT (92)**  
114 ter, Boulevard Jean-Jaurès  
**MISE A PRIX : 1.278.900 Frs**  
(avec faculté de baisse du quart puis de moitié)  
S'adresser à la SCP FRICAUDET & LARROUMET, Avocat du Barreau des Hauts-de-Seine, 22 bd de la Paix (92400) COURBEVOIE - Tél. : 01.47.88.26.92  
Sur les lieux pour visiter le MERCREDI 7 JANVIER 1998 de 14h30 à 16h

**92** Vie s/sols, imm. Pal. Just. NANTERRE, Jeudi 8 Janvier 98 à 14 h  
**APPARTEMENT (3 P.P.) à SAINT-CLOUD**  
45, Quai Carnot - Rdc jardin - Cave au sous-sol  
**MISE A PRIX : 250.000 Frs**  
Cabinet FIDAL PARIS et INTERNATIONAL, 56 d'Avry (M<sup>e</sup> M. WISLIN FN 96) - SCP CONSTENSOUX INBONA MOCCATICO, Avs à PARIS 7<sup>ème</sup>, 4, Av. Sully Prud'homme - Tél. : 01.45.55.74.06 (Imp<sup>ts</sup> de 14h à 16h) - Visite : M<sup>e</sup> NADJAR, le 5 Janvier 98 de 9h30 à 10h30

**78** Vente au Palais de Justice de VERSAILLES, MERCREDI 7 JANVIER 1998 à 9 h  
**APPARTEMENT (3 P.P.) à VERSAILLES**  
33-35, Avenue de Paris  
avec balcon situé au 1<sup>er</sup> étage  
**MISE A PRIX : 700.000 Frs**  
Rens. à la SCP SILLARD et ASSOCIÉS, 73 bis, Rue du M<sup>e</sup> Foch à VERSAILLES - Tél. : 01.39.28.15.97 - 3617 ADJUDIC



# ORGANZA

"QUELQUE CHOSE EN MOI D'ÉTERNEL"

A black and white fashion advertisement for Givenchy. A woman is shown from the back, wearing a long, sleeveless, pleated dress with a high slit and a ruffled hem. She stands next to a large, ornate classical column. The column is topped with a decorative capital. The background is dark and textured. On the left side, the word "NEL" is visible, and the "GIVENCHY" logo is printed vertically.

# TECHNICAL

2001/12/15

**Il a créé un service  
enseignement  
action en Bosnie  
et participe à cette initiative**

de TOTAN, les défenseurs baptisés ont une spécialité : un groupe d'ingénieurs contre-terroristes international à qui sont versés des mortiers, et celle de la zone. Cette milice nouvelle des forces de l'ordre Westley vient d'être envoyée à Dayasson de Sateun, qui coordonne l'action de quelque 1 500 hommes venus des trois armées.

Le COS reçoit ses consignes directement de l'état-major des armées. En Honanie, il a beaucoup travaillé, récemment et avant même la polémique avec le procureur général du TPI, les compétences des équipes dites « de liaison et de contact » du Cap 10. Il s'agit du commando parachutiste de l'air n° 117 avec ses trois cellules d'actions spéciales en place depuis 1984. A Priédrod, des commandos énartriques (le 22 régiment SAS) sont intervenus, et des Néerlandais à Vitez. Mais, dans les autres

charges des opérations sur le terrain, les responsables sont en majorité des officiers américains, britanniques, français et allemands.

**INTERPRÈTE OU À COUP SÛR**  
En revanche, l'OTAN a « sectionné » le renseignement selon les zones et les moyens dont chaque pays a la responsabilité. Tout est mis en œuvre, depuis les « écoutes » et l'interception des communications (généralement

conférences aux experts américains à l'égard de l'exploitation des informations techniques par des avions de reconnaissance sans pilote (drones) français et américains (et pas des satellites en passant) pour le renseignement humain (humain ça, nécessite d'infiltrer de « agents » dans l'entourage de personnes riches, etc.). Cette « infiltration » est effectuée plus qu'« ordinairement » des commandos de parachutistes et d'élites opérant dans l'air.

À MOÛN, on met, en l'absence de technologie d'interception des données de l'ordinateur, des commandos de la 1<sup>re</sup> brigade pour aller à l'offensive contre les « clients des femmes de la prostitution », dans les « centres de prostitution », autrement dit une « classe dangereuse » vivante la personne cherchée par la Hays sans doute de « barbares » dans les locaux.

*Jacques Loui*

*Jacques Israel*

**indépendante**

[illegible]

Le défilé se tient abso-  
lument à l'extérieur des  
portes françaises au sein d'un défilé  
total. « Nous devons en faire plus  
pour le monde entier », dit-il. « Nous  
sommes prêts à nous ouvrir à tous  
et à tous les moments de la journée ».

... Notre rôle est de nous en-  
tendre avec les autres et de leur  
faire affirmer, pour sa part, in-  
dubitablement, au sein du dossier  
que nous nous pourrions en être  
des autres et nous en pourrions  
être les autres. ...

« Je suis sûr que vous n'avez pas oublié le rôle de la femme dans la révolution. C'est pourquoi je tiens à ce que la femme soit représentée dans toutes les institutions politiques et sociales du pays. »

Après avoir dit cela, il s'est levé et a prononcé quelques mots sur l'état de la République.

Il a ensuite déclaré qu'il était heureux de voir que la femme avait obtenu une place importante dans la vie politique du pays.

Il a terminé son discours en disant : « La femme est la colonne vertébrale de la nation. Sans elle, nous ne pouvons rien faire. »

Après ces paroles, il a été applaudi par tous les assistants.

Le discours a été très apprécié par la foule qui se pressait devant le palais présidentiel.

On a pu constater que le Président avait une grande confiance dans la capacité de la femme à contribuer au développement du pays.

Cela a été un moment important pour la femme algérienne, car cela lui a permis de montrer sa valeur et son rôle dans la société.

En conclusion, on peut dire que le discours du Président a été un succès pour la femme algérienne.

Il a permis de renforcer la confiance en ses capacités et de lui donner plus de visibilité dans la vie politique du pays.

Cela a été un grand jour pour la femme algérienne, car elle a pu prouver qu'elle était capable de jouer un rôle important dans la construction d'un avenir meilleur pour son pays.

Elle a montré qu'elle était prête à tout sacrifier pour la liberté et la justice de son peuple.

Cela a été un exemple pour toutes les femmes du monde, car elles ont vu que la femme pouvait être une véritable leader et une véritable combattante pour la cause de son pays.

Enfin, on peut dire que le discours du Président a été un tournant décisif dans l'histoire de la femme algérienne.

Il a marqué le début d'une nouvelle ère où la femme a pu pleinement exercer ses droits et ses responsabilités dans la société.

Cela a été une victoire pour la femme algérienne, car elle a pu montrer qu'elle était capable de relever les défis de son époque.

Elle a prouvé qu'elle était une véritable partenaire de son homme et qu'elle était prête à travailler avec lui pour construire un avenir meilleur pour leur pays.

Cela a été un grand jour pour la femme algérienne, car elle a pu enfin se reconnaître comme une véritable citoyenne et une véritable actrice de son destin.

En conclusion, on peut dire que le discours du Président a été un événement historique pour la femme algérienne.

Il a permis de marquer l'entrée officielle de la femme dans la vie politique du pays et de lui donner toute la reconnaissance qu'elle mérite.

Cela a été un grand jour pour la femme algérienne, car elle a pu enfin se réaliser pleinement et contribuer à la construction d'un avenir meilleur pour son pays.

*Apart from Hanoi Post*



## Les principales factions somaliennes signent un accord de paix en Egypte

Une conférence nationale de réconciliation sera organisée le 15 février à Baidoa

Les Somaliens ont fait un premier pas vers la réconciliation. Les principales factions, engagées dans une guerre civile meurtrière depuis 1991, ont

signé, lundi 22 décembre au Caire, un accord de paix parrainé par l'Égypte. La Ligue arabe s'est engagée à contribuer aux frais de la Conférence

nationale de réconciliation, qui sera organisée à Baidoa le 15 février 1998, pour laquelle le Qatar a déjà versé 400 000 dollars (2,4 milliards de francs).

**NAIROBI**  
de notre correspondant  
en Afrique de l'Est

Une majorité de factions somaliennes ont signé, lundi 22 décembre au Caire, un accord de paix parrainé par l'Égypte décrétant un cessez-le-feu et prévoyant la mise en place d'un État fédéral ainsi que d'un gouvernement de transition, qui devraient voir le jour au cours d'une conférence de réconciliation. Celle-ci doit s'ouvrir le 15 février 1998 dans la ville de Baidoa, au sud-ouest de Mogadiscio.

Au terme de quarante et un jours de négociations, entamées le 12 novembre dans un hôtel du Caire puis prolongées à l'intérieur d'une ancienne base militaire, les deux principaux chefs de guerre somaliens, Ali Mahdi et Hussein Aidiid - qui contrôlent chacun une partie de Mogadiscio - ont paraphé le document au ministère égyptien des affaires étrangères et se sont donné l'accolade au cours d'une cérémonie officielle.

Les participants à la réunion du Caire se sont prononcés pour « un système fédéral basé sur une large autonomie régionale » qui sera définie par le gouvernement de transition. L'accord prévoit aussi de doter le pays d'un conseil présidentiel de treize personnes (chargé d'élire le président) et d'une assemblée constituante de cent quatre-vingt-neuf membres; ces deux institutions devront être créées par la conférence de réconciliation. Celle-ci doit rassembler quatre cent soixante-cinq dé-

légués issus de toutes les factions politico-militaires du pays, privé de gouvernement central depuis bientôt sept ans.

L'accord du Caire a été signé entre le Conseil de salut national (NSC) - un groupe de vingt-six factions qui s'étaient entendues en janvier dernier grâce à une médiation éthiopienne pour aussi convoquer une conférence de réconciliation à Bossaso, dans le nord du pays - et l'Alliance nationale somalienne (SNA), le mouvement dirigé par Hussein Aidiid.

### FRÈRES ENNEMIS

Mais, dès l'annonce de cet accord il y a quinze jours, plusieurs factions avaient déclaré qu'elles boycotteraient les pourparlers de Baidoa, soit parce qu'elles s'étaient déjà préparées à accueillir ceux de Bossaso, soit parce qu'elles refusaient la tenue d'une conférence de paix dans une ville « toujours occupée par les forces d'Aidiid et située dans une zone de guerre ».

Ces factions n'ont pas réagi à la signature de l'accord du 22 décembre qui paraît réconcilier avant tout les deux frères ennemis de la confédération des Hawiyes: Ali Mahdi, un chef du clan Abgal qui contrôle la moitié nord de la capitale, et Hussein Aidiid, un Habr-Gedir qui a succédé en août 1996 à son père, le général Aidiid, tué dans un combat opposant dans Mogadiscio-sud sa milice à celle de son ancien allié, Osman Atto.

Après le renversement du régime de Syaad Barré en janvier

1991, le mouvement de guérilla des Hawiyes s'était scindé en deux factions et plusieurs mois de violents combats fratricides pour le contrôle de la capitale, qui avaient totalement ravagé le centre de celle-ci, créant une ligne de démarcation qui subsiste encore malgré plusieurs accords annonçant son démantèlement.

Quant au président de la République du Somaliland, l'ancienne colonie britannique qui s'est proclamée indépendante en mars 1991 après trente et un ans d'union avec la Somalie, il a déjà annoncé qu'il ne participerait pas à la conférence de Baidoa afin de ne pas « s'ingérer dans les affaires intérieures » de la Somalie. Le Somaliland n'a encore été reconnu par aucun membre des Nations unies, qui le considèrent toujours comme « la région Nord-Ouest ».

Si, fier de son succès, le ministère égyptien des affaires étrangères qualifie l'accord d'« historique », ce dernier suscite néanmoins quelques inquiétudes. Tout d'abord, il risque, comme tant d'autres avant lui, de rester lettre morte. Ce ne sera pas la première fois qu'un engagement de ce genre, manifestement obtenu à l'arraché au Caire, tombe dans l'oubli une fois que les participants, de retour dans leur fief, se sont confrontés aux rivalités internes de leurs propres clans et sous-clans. De plus, le texte du Caire contredit ouvertement l'accord dit de Sodere auquel étaient parvenues vingt-six factions soma-

liennes sous la houlette des Éthiopiens et qui devait aboutir à la conférence de Bossaso. Il est vrai que Hussein Aidiid n'y avait pas souscrit, mettant en doute la neutralité du régime d'Addis Abeba, suspecté par certains de soutenir militairement plusieurs milices dont une, issue du clan des Rahanweyn, tente de reprendre la ville de Baidoa aux forces de la SNA.

### VILAGEOIS DÉPLACÉS

Un diplomate occidental en poste dans la région exprime déjà sa crainte qu'en réaction à l'accord du Caire l'Éthiopie n'accentue son soutien à ses alliés somaliens, rattachant ainsi les combats dans le sud de la Somalie où l'on signale déjà plusieurs milliers de villageois déplacés.

Pour la première fois depuis sept ans, l'interminable conflit somalien met clairement en lumière la rivalité entre l'Éthiopie et l'Égypte, deux puissances régionales - l'une à la source et l'autre à l'embouchure du très stratégique Nil - et qui, aujourd'hui, tentent chacune d'instaurer à Mogadiscio un régime conforme à ses propres intérêts. Le Caire cherche à créer une Somalie unifiée et forte pour gêner l'Éthiopie sur son flanc est, alors qu'Addis Abeba souhaite, au contraire, un voisin morcelé et affaibli n'ayant pas le pouvoir de brasser les traditionnelles revendications irrédentistes sur la région somali-éthiopienne de l'Ogaden.

Jean Hélène

## L'Irak est à nouveau appelé à coopérer par l'ONU

**NEW YORK.** Le Conseil de sécurité de l'ONU a une nouvelle fois demandé à l'Irak, lundi 22 décembre, de répondre aux exigences de désarmement qui lui sont adressées, mais s'est abstenu de toute menace contre Bagdad afin de préserver sa propre unité. Dans une déclaration adoptée à l'unanimité, le Conseil appelle Bagdad « à coopérer pleinement avec la Commission spéciale » chargée de son désarmement (Unscorm) et à « accorder aux équipes d'inspecteurs un accès immédiat, inconditionnel à tous les lieux, installations, équipements, archives et moyens de transports qu'ils souhaitent inspecter ».

Le Conseil juge « inacceptable et en violation des résolutions » de l'ONU le refus irakien de laisser les inspecteurs visiter les sites dits présidentiels. L'ambassadeur américain à l'ONU, Bill Richardson, a rappelé que c'est « la quatrième fois consécutive » que le Conseil réclame que l'Irak ouvre tous ses sites aux inspecteurs, sans résultat jusqu'à présent. - (AFP)

## Rome prend la défense d'Ankara

**FRANCFORT.** « Le conseil européen aurait dû mieux intégrer la Turquie dans le processus d'élargissement », écrit le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, dans le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du mardi 23 décembre. Le chef de la diplomatie italienne déplore, au nom de la « stabilité et de l'équilibre en Méditerranée », « l'incapacité de l'Union à définir une stratégie et un calendrier de l'élargissement qui corresponde à ses intérêts géopolitiques globaux ». D'après Lamberto Dini, les chefs d'État et de gouvernement européens ont eu tort de poser des conditions restrictives à la participation de la Turquie à la Conférence de l'élargissement, qui doit accompagner l'ouverture progressive de l'Union à de nouveaux membres: « tous les pays doivent avoir la même perspective d'entrer dans l'Union, même si c'est à des rythmes très différents », écrit le ministre italien.

## L'opposition nigériane craint

### les lendemains du putsch déjoué

**LAGOS.** Le président de la coalition de l'opposition nigériane (Nadeco), le sénateur Abraham Adesanya, a déclaré lundi 22 décembre que l'annonce du coup d'État déjoué dimanche était un « signe annonciateur de mauvaises choses » pour le Nigeria. Un avocat, militant des droits de l'homme, Gani Fawehinmi, a demandé au gouvernement de donner des détails sur ce coup de force. « Tous cela semble absurde et obscur. Nous voulons toute la vérité. Nous voulons un procès ouvert et la publication des détails de l'enquête », a-t-il dit. M. Fawehinmi, très critique à l'encontre du régime militaire de Lagos, a estimé qu'il fallait éviter la répétition de la précédente tentative de coup d'État menée par des militaires en mars 1993. L'ancien chef d'État, le général Obasanjo et plus de quarante autres personnes accusées dans le cadre de ce putsch manqué sont actuellement emprisonnées. - (AFP)

## Manifestation contre IG Farben,

### société-fantôme de sinistre mémoire

**FRANCFORT.** Les actionnaires de la société liquidatrice d'IG Farben ont tenu, lundi 22 décembre, une assemblée générale à Francfort au milieu des protestations indignées de quatre cents manifestants venus réclamer la dissolution immédiate de l'ancien conglomérat chimique nazi, qui a livré le gaz Zyklon B utilisé pour l'extermination des juifs pendant la seconde guerre mondiale. L'entreprise IG Farben aurait dû être liquidée au plus tard en 1953, après que la majeure partie de ses biens eut été récupérée par de grandes entreprises chimiques allemandes. Mais la société de liquidation est toujours cotée à la Bourse de Francfort, et ses actionnaires reçoivent encore des dividendes (le dernier versement remontait à 1993). Les spéculations sur le titre ont même été relancées après la réunification en 1990, dans l'espoir d'une restitution de biens dont IG Farben fut expropriée par l'ex-RDA. Le président du conseil de surveillance, Ernst Krienne, a estimé qu'IG Farben ne serait pas liquidée « avant trois ou cinq ans » compte tenu des procès encore en cours. - (AFP)

## Elections législatives

### très contrôlées au Laos

**VIENTIANE.** « Près de 100 % » des 2,27 millions d'électeurs laotiens ont participé aux élections législatives de dimanche 22 décembre, selon les autorités électorales. Les résultats du vote, le quatrième depuis que les communistes ont pris le pouvoir dans le pays en 1975, ne seront pas connus avant la mi-janvier. Mais le Parti communiste, qui présentait 159 des 163 candidats, est assuré de conserver la majorité à l'Assemblée nationale. Tous les candidats, même les quelques « indépendants », ont été agréés par le « Front lao d'édification nationale », organisation « de masse » dépendant du Parti. Cependant, la tendance est au renouvellement (seul un tiers des sortants se sont représentés) ainsi qu'au rajeunissement des députés. - (AFP)

### DÉPÊCHES

■ **PROCHE-ORIENT:** Les six monarchies arabes membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont approuvé, lundi 22 décembre, au terme de leur sommet annuel réuni à Koweït, deux projets de coopération militaire. Le premier porte sur un système commun de pré-alerte et de communications d'un montant de 70 millions de dollars. Le second, d'un coût de 88 millions de dollars, prévoit de relier les réseaux radars des six pays. - (AFP)

■ **AFRIQUE:** Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a soumis lundi 22 décembre au Conseil de sécurité la nomination de Berhanu Dinka comme son nouveau représentant pour la région des Grands Lacs. Il succède au diplomate algérien Mohamed Sahnoun, qui est nommé envoyé spécial de l'ONU pour l'Afrique, mais qui n'accomplira que des missions « au coup par coup », indique M. Annan dans une lettre au Conseil de sécurité. M. Dinka, un diplomate éthiopien qui était auparavant envoyé spécial pour le Sierra Leone, exerçait en fait ses nouvelles fonctions depuis le mois de septembre. - (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS:** Le président John F. Kennedy avait demandé à ses conseillers de mettre au point un programme pour le retrait des soldats américains du Vietnam quelques semaines avant son assassinat, selon des documents officiels récemment rendus publics. « Les programmes seront destinés à préparer les RVN (forces sud-vietnamiennes) au retrait de toute assistance spéciale américaine d'ici la fin 1965 », selon un mémorandum en date du 4 octobre 1963 signé par l'ancien chef d'état-major Maxwell Taylor. Ce texte de huit cents pages a été publié par la commission spéciale créée par le Congrès pour revoir tous les documents associés à l'assassinat du président Kennedy le 22 novembre 1963. - (AFP)

## Les temples d'Angkor à la porte de Bangkok

**BANGKOK**

de notre correspondant

Le vieux rêve de la Thaïlande - intégrer les temples cambodgiens d'Angkor dans ses circuits touristiques - est en passe de se réaliser. Les joyaux de l'art khmer à moins d'une heure de vol de Bangkok: telle sera l'offre, quatre fois par semaine, de la compagnie privée Bangkok Airways, à compter du 9 janvier 1998. Il ne sera plus nécessaire de faire le détour par Phnom-Penh, où il fallait changer d'avion pour gagner l'aéroport de Siem-Réap, situé à dix minutes en voiture du Parc national d'Angkor.

Cette décision ne dit rien de la longue bataille ainsi perdue par Royal Air Cambodge et les hôteliers de Phnom-Penh, où deux hôtels de grand luxe, un intercontinental et le Royal restauré par le Singapourien Raffles, ont ouvert leurs portes cette année. Les groupes de pression thaïlandais ont obtenu satisfaction parce que l'économie du Cambodge est à genoux et que le gouvernement khmer entend, quels que soient les moyens, relancer le tourisme.

Le royaume avait accueilli 250 000 visiteurs en

1996 et, au début de 1997, trois mille touristes déambulaient chaque jour dans le parc d'Angkor. Puis les combats, dont Phnom-Penh a été brièvement le théâtre en juillet, ont fait fuir touristes, investisseurs étrangers et expatriés. L'économie en a été comme gelée. Le royaume s'est retrouvé comme en quarantaine, même son siège à l'Organisation des Nations unies étant déclaré vacant. Enfin, des affrontements entre une poignée de partisans armés du prince Ranariddh et l'armée royale, à cent cinquante kilomètres au nord d'Angkor, sur la frontière thaïlandaise, n'ont rien fait pour encourager le tourisme.

### FESTIVAL DU RAMAYANA

La situation s'est calmée depuis. Le roi Norodom Sihanouk a passé septembre et octobre à Siem-Réap, petite ville à deux pas des temples. Début décembre, à la fin de la saison des pluies, un festival du ramayana, l'un des deux grands textes épiques de la tradition hindoue, a attiré quelques amoureux. La région des temples demeure loin d'une zone de combats dont l'ampleur est, en outre, souvent exagérée. Il ne se

passa pas grand-chose au Cambodge si ce n'est qu'un rendez-vous électoral a été pris le 26 juillet, ce qui offre une marge de manœuvre jugée suffisante par Bangkok Airways, dont le contrat est provisoire.

Les plus prudents pourront donc, sans refaire leurs valises, quitter Bangkok au petit matin pour passer la journée dans les temples avant de rentrer dîner dans la capitale thaïlandaise. Les autres feront le bonheur du mince parc hôtelier de Siem-Réap, où va bientôt s'enrichir d'un Grand Hôtel restauré par Raffles. Les ATR-72 de Bangkok Airways, turbo-propulseurs d'une capacité de 70 passagers, relanceront ainsi le tourisme à Angkor à raison de 1 800 francs aller-retour, ce qui est relativement cher. La bulle d'Angkor du monde a beau effectivement valoir ce détour, un homme d'affaires singapourien a néanmoins trouvé les pierres assez onéreuses pour financer un hôtel-casino à Siem-Réap, où « la vie nocturne est nulle », a-t-il dit. En attendant sans doute un premier terrain de golf.

Jean-Claude Pomonti

## La Commission internationale de juristes appelle à un référendum au Tibet

**GENÈVE**

de notre envoyé spécial

« Les violations des droits de l'homme et les attaques contre la culture tibétaine sont enracinées dans les débris du droit le plus fondamental du peuple tibétain - le droit à l'autodétermination. C'est dans le but d'asseoir une domination étrangère et impopulaire que la Chine s'est engagée à supprimer la dissidence nationale tibétaine et à neutraliser la culture tibétaine. C'est dans le but de coloniser des sujets contre leur volonté que la Chine a encouragé et facilité l'ins-

tallation de Chinois à l'intérieur du Tibet où ils ont la haute main sur la politique, la sécurité et l'économie. » Le résumé est succinct, voire abrupt, mais ce sont les termes employés par la Commission internationale de juristes (CIJ) dans un rapport de 365 pages intitulé *Tibet: droits de l'homme et primauté du droit*, présenté lundi 22 décembre au Palais des Nations à Genève.

La création officielle, en 1965, de la région dite « autonome » du Tibet n'a guère modifié la situation sur place, sinon en accentuant la

mainmise chinoise sur ces territoires distants de plus de 3 000 kilomètres de Pékin. Après les ravages de la révolution culturelle et l'apparente libéralisation de l'après-Mao à partir de la fin des années 80, la répression a repris de plus belle, si bien qu'en 1991 la sous-commission pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies a réitéré sa préoccupation devant « la menace pesant sur l'identité nationale culturelle et religieuse singulière du peuple tibétain ».

### « AUTONOMIE ACTIVE »

Devant le refus des autorités chinoises de laisser des enquêteurs travailler sur place, la CIJ s'est résolue à poursuivre ses recherches entamées il y a quatre ans auprès de réfugiés d'organisations humanitaires et privées ainsi que des autorités tibétaines en exil et de parlementaires étrangers s'étant rendus sur place.

Documents et témoignages ainsi recueillis et vérifiés par recoupements sont mis en perspective dans ce nouveau rapport, qui passe en revue les plus flagrantes violations des droits fondamentaux avant de conclure que « les Tibétains sont un peuple sous domination étrangère, dont l'autonomie

supposée est plus fictive que réelle ». Constatant l'intensification systématique de « la colonisation et la répression » au Tibet ces dernières années, avec une vaste campagne de « rééducation » dans tous les monastères visant à neutraliser l'influence du dalaï-lama et à affaiblir la dissidence, la CIJ évalue à plus de six cents le nombre des prisonniers politiques. « La torture et les mauvais traitements des détenus sont généralisés, prédisent les juristes, en particulier les religieuses, auraient été soumises à certaines des pires tortures à connotation sexuelle et notamment le viol au moyen d'aiguilles à bétail électriques et des sévices corporels sur les seins. »

Dans une analyse juridique, la CIJ rappelle que jusqu'à l'invasion chinoise, en 1950, « le Tibet central avait un statut d'Ente au sens où on l'entend généralement en droit international », avec une population, un territoire ainsi qu'un gouvernement gérant ses propres affaires internes hors de toute autorité étrangère et conduisant exclusivement les relations extérieures. Au terme du rapport, la principale recommandation formulée par la CIJ est l'organisation d'un référendum au Tibet sous la supervision des Nations unies afin de déterminer les souhaits du peuple tibétain.

Jean-Claude Buhner

## EIFFAGE

### RETOUR AU DIVIDENDE

Réuni le 17 décembre 1997, le Conseil d'Administration d'EIFFAGE a pris connaissance de l'activité du Groupe au second semestre. Comme prévu, le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'élève à 33 milliards de F. L'évolution financière du Groupe est également conforme aux prévisions.

Dans ces conditions, le Conseil d'Administration a décidé la reprise de la distribution. Un acompte sur le dividende de l'exercice 1997, d'un montant de 8 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 4 F, sera mis en paiement à partir du 31 décembre 1997.



هذا من لاهل

## FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 24 DÉCEMBRE 1997

**IMPÔTS** L'adoption définitive de la loi de finances et de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998 permet d'établir à présent le tableau de la fiscalité de l'épargne

pour l'année à venir, avec ses conséquences pour la fin de l'année en cours. La nouveauté principale réside dans l'extension de la contribution sociale généralisée (CSG) aux

revenus des capitaux. ● **PLACE-MENT FAVORI** des Français, l'assurance-vie a fait l'objet d'ajustements successifs, le gouvernement peinant visiblement à fixer sa religion mais

parvenant finalement à faire prévaloir une cohérence d'ensemble. ● **ÉPARGNE DÉFISCALISÉE**, le Livret A des caisses d'épargne, dont la rémunération avait été réduite par

le gouvernement Juppé, a été remis en question par le ministère des finances, mais l'hôtel Matignon a opposé un refus catégorique à une nouvelle diminution de ce taux.

# Un peu de clarté dans le maquis de la fiscalité sur l'épargne

Les dispositions adoptées par le Parlement dans le budget de l'Etat et dans la loi de financement de la Sécurité sociale pour la taxation des placements ont évolué au cours de la discussion. Voici comment s'y retrouver selon les différents « produits » concernés

AVEC la loi de finances pour 1998, que le Parlement a définitivement adoptée le 19 décembre, et la loi de financement de la Sécurité sociale, votée le 2 décembre, la fiscalité de l'épargne a été profondément modifiée. Montée en puissance de la contribution sociale généralisée (CSG), qui va atteindre 7,5 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998 ; extension du prélèvement social de 2 % ; réforme de l'assurance-vie : les modifications introduites au cours de l'automne, d'un texte à l'autre, ont été si nombreuses, les amendements du gouvernement ou des parlementaires se sont succédés à un tel rythme, les dates d'entrée en application des différentes dispositions sont si variées que même les experts les plus avertis peuvent être perdus dans ce maquis fiscal.

Pour simplifier, il existe désormais quatre grands cas de figure pour l'épargne :

● **L'épargne totalement exonérée.** Certains « produits » d'épargne resteront totalement

défiscales, c'est-à-dire que ne pèseront sur eux ni les traditionnels prélèvements sociaux ni les nouveaux prélèvements sociaux. Il s'agit du Livret A, du Livret bleu, du Codeli, du Livret jeune et du LEP (Livret d'épargne populaire).

● **L'épargne assujettie aux nouveaux prélèvements sociaux,** mais exonérée des prélèvements

fiscaux. Pour certains placements d'épargne, comme le CEL (compte épargne-logement), le PEL (plan d'épargne-logement), le PER (plan d'épargne retraite) ou le PEA (plan d'épargne à long terme), il n'est prévu aucun prélèvement fiscal, mais de nouveaux prélèvements sociaux à hauteur de 10 % ; 7,5 % au titre de la CSG majorée, 2 % au titre des prélèvements sociaux proprement dits et 0,5 % au titre du RDS. Il est à noter que ce taux de 10 % (qui s'applique

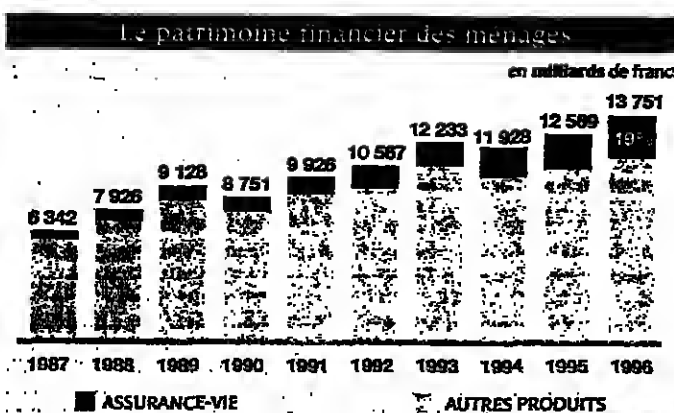
chaque année sur les revenus du CEL et du PEP et, à la sortie, sur les revenus du PEL et sur les gains et revenus générés par le PEA) pèsera sur les revenus constatés sur les rendements de 1998 et pas sur ceux de 1997, qui restent, eux, assujettis au prélèvement de 3,9 % prévu par le gouvernement précédent.

● **L'épargne assujettie aux prélèvements fiscaux et sociaux.** Certains produits sont désormais

concernés par ces deux types de prélèvements, mais, au sein de cette catégorie, il existe des cas d'espèce multiples :

— Pour les « produits de taux » (obligations, livrets monétaires ou obligataires, comptes sur livrets ou à terme), les revenus feront l'objet d'un prélèvement global de 25 %, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998, contre 20,9 % auparavant. Ce taux de 25 % recouvre le taux de 10 % au titre des prélèvements sociaux et 15 % au titre du prélèvement d'Etat (prélèvement forfaitaire libératoire).

— Toujours pour les produits de taux, mais, quand il s'agit de plus-values, le taux d'imposition sera, lui, de 26 %, soit les 10 % en vigueur pour les prélèvements so-



ciaux, plus 16 % au titre du prélèvement d'Etat. Cette imposition concerne également les plus-values réalisées en 1997. Pour les obligations, l'imposition jouera au-delà de 100 000 francs de cessions en 1997 et 50 000 francs en 1998.

— Pour les actions, les revenus seront assujettis seulement aux prélèvements sociaux, dans la limite de 8 000 francs de revenus pour un célibataire et 16 000 francs pour un couple, mais avec un taux un peu atypique : il sera de 11 % en

1998 et ne reviendra au taux normal de 10 % qu'en 1999.

An-delà de la barre des 8 000/16 000 francs, les dividendes seront assujettis à l'impôt sur le revenu (dont le taux maximum d'imposition va jusqu'à 54 %) et aux prélèvements sociaux, soit 11 % en 1998 et 10 % en 1999. Autrement dit, le taux « marginal » d'imposition pour ces dividendes pourra aller jusqu'à 65 % en 1998 et 64 % en 1999. Il est à noter que le prélèvement social de 11 % s'appliquera aussi, de manière rétroactive, sur les revenus perçus au même titre en 1997. Ce taux de 65 % ou 64 % porte sur les dividendes bruts. Si l'on prend en compte la CSG, qui dans le cas des dividendes sera déductible, le taux « marginal » réel sera de 62,5 %.

Toujours pour les actions, mais en cas de plus-values, le taux d'imposition sera de 26 %, quand le volume des cessions intervenues a dépassé 100 000 francs en 1997 (taux 0, c'est-à-dire ni prélèvement fiscal ni prélèvement social, en deçà de ce seuil). Pour les cessions intervenant en 1998, la barre sera non plus de 100 000 francs mais de 50 000 francs.

— Pour les revenus financiers (dès

ceux perçus en 1997), le taux maximum sera, là encore, de 64 %, soit 54 % au maximum au titre de l'impôt sur le revenu et 10 % au titre des prélèvements sociaux. Sur option, un régime simplifié et forfaitaire est prévu en deçà de 30 000 francs de revenus : il prévoit une taxation sur les deux tiers du revenu.

● **Le régime fiscal spécifique de l'assurance-vie.** C'est dans ce domaine de l'assurance-vie que le plus grand nombre de modifications sont intervenues, jusqu'à l'extrême fin du débat parlementaire. Pour faire simple, on peut distinguer là encore plusieurs cas de figure et sous-cas de figure :

— Pour les contrats souscrits avant le 26 septembre 1997 : les revenus générés au-delà de huit ans par les primes versées avant cette date et dans la limite de 200 000 francs jusqu'au 31 décembre seront assujettis au prélèvement social de 10 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998 (3,9 % en 1997), mais sont exonérés de prélèvement d'Etat. Pour les intérêts générés par les primes versées au-delà de 200 000 francs du 26 septembre 1997 au 31 décembre 1997, et pour toutes les primes versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998, les prélèvements sociaux (10 %) se cumuleront avec un prélèvement libératoire de 7,5 %, en cas de sortie au bout de huit ans, au-delà d'un abatement de 30 000 francs pour un célibataire et de 60 000 francs pour un couple.

— Pour les contrats ouverts à partir du 26 septembre 1997 et qui ne sont pas investis à hauteur de 50 % en actions françaises, l'imposition, en cas de sortie au bout de huit ans, est de 7,5 % au-delà de 30 000 francs pour un célibataire et de 60 000 francs pour un couple. S'y ajoutent dans tous les cas, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998, les prélèvements sociaux de 10 %. Ceux-ci seront prélevés chaque année dans le cas de contrats en francs, et à la sortie dans le cas de contrats souscrits en unités de compte.

Le PEP assurance-vie reste exonéré du prélèvement de 7,5 %, mais il est touché par les prélèvements sociaux de 10 %.

L. M.

## Où l'on repart du Livret A...

Au ministère des finances, on l'affirme avec la dernière énergie : il est absolument hors de question d'envisager une baisse de la rémunération du Livret A, actuellement de 3,5 %. Explication officielle : même si la droite s'est aventurée, il y a peu, dans cette voie, la gauche ne marchera sur ses brisées.

Le gouvernement n'envisage pas de prendre, dans un proche avenir, une disposition politiquement aussi sensible. Il régit que, selon de très bonnes sources, la question fait débat dans les sommets du pouvoir. Elle est agitée au ministère des finances, où certains s'inquiètent que le taux actuel de rémunération, s'il est favorable à l'épargne populaire, pénalise en contrepartie le logement social en lui imposant des coûts de financement trop élevés. Plus étonnant encore : sous la houlette de son « patron » communiste, Jean-Claude Gayssot, le ministère de l'équipement, des transports et du logement ne serait pas le dernier à défendre cet argument.

## Comment échapper à l'impôt sur la fortune en s'endettant

LE CAS de François Pinault, qui n'a pas payé d'impôt sur la fortune (ISF) en 1997, n'en finit pas de diviser les experts. L'homme d'affaires a-t-il trouvé une faille dans la législation ou bien s'est-il exposé à un redressement fiscal ? En fait, le débat est encore plus complexe qu'on ne le pensait (*Le Monde* date 14-15 décembre).

M. Pinault n'a pas payé d'ISF parce qu'il a fait un emprunt de 140 millions de francs pour racheter des actions de son propre groupe, ce qui lui a permis de réduire son patrimoine net assujéti à l'ISF. En avait-il le droit ? Dans un premier temps, le gouvernement a suggéré que non, soulignant qu'aux termes de l'article 769 du code général des impôts une dette contrac-

tée pour l'achat d'un bien exonéré — ce qui est le cas des biens professionnels, n'est pas de nature à réduire la valeur des biens personnels assujettis à l'ISF.

DEUX THÈSES EN PRÉSENCE

Toutefois, les députés socialistes se sont demandés si la formulation retenue par le code — « par priorité » — ne constituait pas une faille, savamment exploitée par M. Pinault. Ils ont donc envisagé un amendement faisant disparaître cette mention, mais ils y ont finalement renoncé. Pourquoi ? C'est qu'en fait le débat est ailleurs.

Il y a d'abord la thèse du gouvernement, se-

lon laquelle la législation ne présente pas de faille. D'autres fiscalistes font valoir que la subtilité dont s'est servi M. Pinault est la suivante : contrairement à une idée répandue, les biens professionnels ne sont pas des biens exonérés d'ISF, comme le sont les œuvres d'art ou les forêts. Comme le précise l'article 885 A du code, ils sont, eux, en dehors du champ de l'impôt, ce qui est différent. Autrement dit, comme l'observe le bureau de conseil fiscal Francis Lefebvre, M. Pinault n'aurait pas transgressé la règle d'imputation. La Cour de cassation, qui fixe la jurisprudence en matière fiscale, aura-t-elle un jour à en juger ?

L. M.

## Ajustements successifs et recherche d'une cohérence

STIL FALLAIT ne voir que le mauvais côté des choses, on ne rendrait pas de la nouvelle réforme de la fiscalité de l'épargne que la valse-hésitation à laquelle elle a

### ANALYSE

Les épargnants ont eu, cette année, quelques raisons d'attraper le tournis

donné lieu. Prompts à se plaindre de toute modification des règles du jeu fiscal, les épargnants ont eu, cette année sans doute plus que les précédentes, quelques raisons d'attraper le tournis.

Le cas de l'assurance-vie — l'un des placements les plus prisés des Français — est, de ce point de vue, caricatural. D'abord, la date d'application d'un premier train de mesures a été fixée au 15 septembre, puis très vite repoussée au 26 septembre. Dans le même temps, le gouvernement a fait savoir que le nouveau régime fiscal ne s'appliquera pas aux anciens contrats quand les versements

opérés avant la fin de l'année n'ex-céderaient pas 200 000 francs, alors que ce seuil ne figurait pas dans le projet initial. Troisième changement de pied : on a compris en cours de route que les contrats antérieurs à la réforme, mais faisant l'objet de ce que les experts appellent une gestion séparée, pourraient bénéficier d'avantages particuliers.

Quatrième modification : on a aussi appris que le gouvernement avait subitement modifié la taxation des retraits partiels, au cours des huit premières années, la ponction sur ces sommes étant alors proche de 30 %, contre près de 4 % auparavant. Ultime changement, le plus important de tous : juste avant la fin du débat parlementaire, le gouvernement a profondément modifié la philosophie du texte en maintenant un système d'exonération pour les contrats investis à 50 % en actions françaises.

S'agit-il d'une cascade de cafouillages ? Ou bien le gouvernement a-t-il pris le temps d'entendre les remarques des parlementaires ou des profession-

nels ? Cette explication est évidemment celle que donne le ministère des finances. Même si elle n'est qu'à demi-convaincante, il est vrai que le projet fiscal du gouvernement en matière d'épargne a sa cohérence.

### AVANTAGER LA PRODUCTION

D'abord, Lionel Jospin avait dit qu'il procéderait à un réajustement entre la fiscalité du travail et celle du capital. Avec la montée en puissance de la CSG, effective le 1<sup>er</sup> janvier 1998, ce sera chose faite. A cette date, les revenus de l'épargne, qui profitent d'abord aux plus hauts revenus, acquitteront tous un prélèvement social qui, dans la majeure partie des cas, avoisinera 10 %. Alors qu'en d'autres temps, les socialistes ont souvent été accusés de favoriser ceux qui « s'enrichissent en dormant », en abaissant les prélèvements sur l'épargne, c'est une heureuse inflexion de la politique fiscale.

A cette première priorité, Dominique Strauss-Kahn en a ajoutée une seconde : il a indiqué qu'il ne taxera pas indifféremment toutes

les formes de capital, mais qu'il avantagera la production sur la rente. C'est à cette logique que répond la réforme de l'assurance-vie, accordant un « bonus » fiscal aux contribuables qui placent leurs économies en actions. L'OPA de l'italien Generali sur les AGF a, de plus, convaincu le gouvernement qu'il fallait corriger d'urgence les failles du système français, celui d'un « capitalisme sans capitaux ».

Le gouvernement a-t-il donc trouvé la bonne combinaison entre justice fiscale et efficacité économique ? Ce serait aller un peu vite que de le prétendre, car ces deux impératifs sont forcément contradictoires. On remarquera, par exemple, que le gouvernement n'a pas saisi l'occasion de mettre un terme à l'un des plus grands scandales fiscaux, celui des grosses fortunes qui se transforment en assurance-vie pour échapper totalement aux droits de succession. Comme dans le cas de la réforme de la fiscalité du patrimoine, il a préféré gagner du temps.

Laurent Mauduit

Daniel Roche

# Histoire des choses banales

Naissance de la consommation aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles

Comment les hommes sont-ils devenus prisonniers des choses ? L'enquête est menée de main de maître, Pierre Lepape, *Le Monde*

Une histoire des objets et de l'usage qu'on en fait, qui raconte aussi l'histoire de la consommation à travers le siècle.

Jean-Maurice de Montremy, *La Croix*

## L'Histoire chez FAYARD

330 p. 130 F



هكذا من راحل

## Les allocations familiales revalorisées de 1,1 % en 1998

LA BASE MENSUELLE des allocations familiales (BMAF) sera revalorisée de 1,1 % au 1<sup>er</sup> janvier 1998, par un décret qui devrait paraître prochainement, a confirmé, lundi 22 décembre, le ministère de l'emploi et de la solidarité. Cette revalorisation, prévue par la loi famille, fera suite à celle, annoncée par le ministère en novembre, de 0,85 % à titre rétroactif pour 1995, décidée à la suite d'un arrêt du Conseil d'Etat. Ce-lui-ci avait ordonné à l'Etat de compléter la revalorisation de 1995, fixée par le gouvernement Juppé à 1,2 %, car il manquait alors 0,5 % au regard de l'inflation. En 1997, les allocations familiales ont augmenté de 1,42 %. L'association Familles de France estime que « le gouvernement sacrifie sans cesse le pouvoir d'achat des familles », et le conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales, réuni lundi, a émis un avis négatif sur cette augmentation, qu'il juge « insuffisante ».

### DÉPÊCHES

■ **CHÔMEURS** : répondant à l'appel du collectif de chômeurs ACI (Agir ensemble contre le chômage) et de la CGT, des chômeurs ont continué, lundi 22 décembre, à occuper des antennes de l'Assedic pour réclamer une « prime de Noël ». Ils étaient une cinquantaine à investir en fin d'après-midi le bureau de Montbéliard (Doubs), pour exiger une prime de 5 000 francs. En Normandie, une centaine de chômeurs de l'agglomération rouennaise ont de nouveau occupé les locaux de Saint-Etienne-du-Rouvray, tandis que d'autres ont envahi ceux du Havre et de Harfleur. Dans le Pas-de-Calais, les chômeurs qui occupent depuis une semaine les bureaux de l'Assedic à Arras ont commencé à investir ceux de l'Union patronale.

■ **EXTRÊME DROITE** : le bureau politique du Front national, réuni lundi 22 décembre, exprime dans un communiqué « sa totale confiance et sa totale solidarité » avec son président, Jean-Marie Le Pen, dont les propos sur les chambres à gaz « détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale », le 5 décembre à Munich, lui valent l'ouverture d'une information judiciaire pour « contestation de crimes contre l'humanité ». Ce communiqué traduit la gêne que ces propos ont provoqués parmi les responsables du parti, à la recherche d'accords locaux avec la droite pour les élections cantonales de 1998.

■ **DÉFENSE** : l'armée de l'air française a passé commande, selon la nouvelle procédure dite de commande groupée pluriannuelle, d'un premier lot de 225 missiles air-air Mica au groupe Matra BAe dynamics. Le Mica, qui armera les Mirage 2000 à partir de 1999, a déjà été acheté par Talwan, Qatar et par Abu Dhabi pour 2 000 missiles au total.

**PUBLICATIONS JUDICIAIRES**  
Régisseur O.S.P. - 132, av. Charles de Gaulle  
92223 NEUILLY SUR SEINE Cedex  
TEL : 01.46.46.28.07 - FAX : 01.46.46.70.95

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>ème</sup> Chambre (section B) de la Cour d'Appel de Paris du 4 juillet 1997.

**DUCHEMIN Jacques**, né le 3 Août 1932 à PROVINS (77), demeurant 4, rue du Docteur Blanche 75016 PARIS, a été condamné à 12 mois d'emprisonnement avec sursis en déduction, pour fraude fiscale (impôt sur le revenu du titre des années 1991, 1992 et 1993 et TVA afférente à la période comprise entre le 01/01/1992 et le 31/12/1993 par omission de toute déclaration) et d'omission de passation d'écritures comptables pendant les années 1992 et 1993.

La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :

1<sup>o</sup> La publication de cet arrêt, par extrait, dans :

— Le Journal Officiel de la République Française.

— Le Monde.

2<sup>o</sup> L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune où le condamné a son domicile :

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa requête.

Pour LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>ème</sup> Chambre (section A) de la Cour d'Appel de Paris du 23 Avril 1997 (ART. 410 CPP signifié à domicile le 06/09/97 ARNR).

**GUICHICELLI Jean**, né le 24 Juin 1960 à Marseille (13), demeurant 6 bis Voltaire 13006 MARSEILLE 06, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et à 50 000 francs d'amende. Paiement des impôts fraudés, pour : soustraction au paiement de l'impôt sur les revenus au titre de l'année 1988 et de la T.V.A. afférente à la période du 1<sup>er</sup> décembre 1988 au 30 juin 1989 par omission de déclaration, ainsi que d'omission de passation d'écritures dans un livre comptable ;

La Cour a, en outre ordonné, aux frais du condamné :

1<sup>o</sup> La publication de cet arrêt, par extrait, dans :

— LE JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE, FRANCE SOIR, LE MONDE.

2<sup>o</sup> L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune où le condamné a son domicile :

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa requête.

Pour LE GREFFIER EN CHEF.

Condamnation de Me Claude PERNET. Av. pour diffamation envers M<sup>me</sup> Marie Monique ROBIN. Par arrêt rendu le 19/09/1997, la CA de Versailles a déclaré Me Claude PERNET. Av. de l'ambassade de Colombie, coupable de diffamation envers M<sup>me</sup> Marie Monique ROBIN, pour avoir, à l'occasion de la présentation du film dont le titre est l'absence de VOIEUR D'ORGANES, le 17/05/1994, déclaré, d'une part, qu'elle aurait manqué à ses règles déontologiques professionnelles, et d'autre part, qu'elle aurait entretenu son métier au mépris de la vérité des faits. La Cour a également condamné Me Claude PERNET à payer à M<sup>me</sup> Marie Monique ROBIN la somme de 1 franc à titre de dommages et intérêts, qu'elle demandait. Pour extrait, Me William BOURDON

## François Hollande justifie son attitude après la condamnation d'Henri Emmanuelli

Le premier secrétaire du Parti socialiste explique sa demande d'audience à Jacques Chirac

Une semaine après la confirmation, par la Cour de cassation, de sa condamnation dans l'affaire Urbà à dix-huit mois de prison avec sursis, 30 000 francs

d'amende et deux ans de privation de ses droits civiques, Henri Emmanuelli, ancien trésorier du Parti socialiste, s'est démis de ses mandats de député et

de conseiller général des Landes. Critiqué pour sa demande d'audience à M. Chirac, François Hollande, premier secrétaire du PS, assume son choix.

« JE PRÉFÈRE COMMETTRE une bourde pour mon parti, si tant est que cela en soit une, plutôt que de donner l'image d'un parti qui ne s'occuperait que de sa propre protec-

**RÉCIT**  
Le PS se devait, dans cette affaire, de « prendre sa part d'impopularité »

tion. » Une semaine après que la Cour de cassation a confirmé la condamnation d'Henri Emmanuelli dans l'affaire Urbà, François Hollande persiste et signe. « J'ai pris des coups pendant vingt-quatre heures et j'ai osé », confie le premier secrétaire du Parti socialiste, alors que l'ancien trésorier du PS s'est démis de ses mandats de député et de conseiller général des Landes.

Retour en arrière. Mardi 16 décembre, à 9 h 18, l'AFP annonce la décision de la Cour de cassation, créant la surprise au PS où les dirigeants, au vu de la réquisition de l'avocat général qui demandait l'annulation, étaient plutôt rassurés. Quinze minutes après, le premier ministre est averti. Il achève son petit-déjeuner hebdomadaire avec François Hollande, Daniel Vaillant, Jean-Marc Ayrault et Claude Estier. Lionel Jospin téléphone à M. Emmanuelli, à qui MM. Hollande et Ayrault rendent immédiatement visite à l'Assemblée nationale. Le député des Landes semble moralement abattu, mais calme. Il ne demande rien.

### SOLIDAIRE DE L'HOMME

Au même moment, à la conférence des présidents à l'Assemblée nationale, tous les groupes manifestent leur émotion. Pierre Mazeaud, vice-président (RPR) de l'Assemblée nationale, évoque une

réforme de la législation sur l'abus de biens sociaux. Une démarche commune auprès du président de la République est dans l'air. Quelques instants plus tard, M. Jospin écoute son audition devant le groupe socialiste et se rend à son tour, en compagnie de M. Hollande, de Laurent Fabius, de M. Ayrault et d'Alain Claeys, chargé de la trésorerie et de l'organisation, au secrétariat national du PS, auprès de M. Emmanuelli. Celui-ci redit à ses amis qu'il ne demande rien.

M. Hollande écoute le premier ministre exprimer, lors des questions au gouvernement, sa « tristesse » et son « amitié » à M. Emmanuelli, absent de l'hémicycle, avant d'aller présider la réunion hebdomadaire du bureau national. M. Jospin y est présent, comme M. Fabius. M. Hollande parle d'« initiatives », avec une demande d'audience au chef de l'Etat, mais pas de grâce. En sortant du bureau national, Raymond Forni, député du Territoire de Belfort, « vend la mèche » sur LCI. Du coup, le premier secrétaire se voit obligé d'annoncer sa demande d'audience, dont il a prévenu Dominique de Villepin, secrétaire général de l'Elysée et ancien camarade de promotion à l'ENA.

M. Hollande n'a jamais été un « proche » de M. Emmanuelli : ni politiquement, même s'il a été « emmanuelliste » au congrès de Lévin, en 1994, tout en espérant la candidature de Jacques Delors à l'Elysée, ni sur un plan personnel. Mais il place la solidarité avec un homme, condamné à des peines « pour nous tous », avant tout calcul politique, même s'il sait qu'il aurait été plus réaliste et judicieux de se borner à prendre acte de la décision de la Cour de cassation, de dire un mot de solidarité et de ne rien faire.

Il estime que le parti ne peut pas « le laisser ». Dans son esprit, il s'agissait de dire à M. Chirac son

« mécontentement » devant une décision de justice « contestable », « ou non de l'égalité de tous devant la loi mais aussi devant la justice », M. Emmanuelli étant à ce jour le seul trésorier d'un parti à être condamné en tant que tel.

Solidaire de l'homme, le premier secrétaire du PS n'a sans doute pas eu davantage le sentiment d'acquiescer une « dette » vis-à-vis de l'ancien trésorier. Sa situation est, là aussi, singulière. M. Jospin pouvait paraître redevable à l'ancien député des Landes de s'être effacé dignement de la tête du PS après son succès à l'élection présidentielle. M. Fabius pouvait lui être pareillement redevable d'avoir fait alliance avec lui, en juin 1994, pour « débarquer » Michel Rocard de la direction du PS.

### DOMMAGES « LIMITÉS »

Pourtant, M. Hollande s'est convaincu que le PS devait, dans cette affaire, « prendre sa part d'impopularité », au risque de subir vingt-quatre heures d'incompréhension de la part de l'opinion. Lorsque le bureau national se réunit, M. Jospin comme M. Fabius sont convaincus que le PS doit faire quelque chose pour M. Emmanuelli, mais ils se gardent de dire dans quelle direction. Ils laissent M. Hollande décider seul.

Devant les journalistes, M. Hollande ne prononce pas le mot de grâce. Une semaine après, il assure encore qu'il n'aurait pas demandé une telle mesure au président de la République. Il le répète aux jeunes députés, qui anonymement le critiquent, ou à « l'entourage » du premier ministre, qui a fait savoir à qui de droit qu'il vient de faire une « connerie », mais aux militants, qui s'inquiètent de l'effet qu'une telle demande aurait provoqué dans l'opinion. Le Front national aurait pu manquer d'en faire ses choux gras. Face à la presse

donc, le député de Corrèze se contente de dire : « J'évoquerai tout ce qu'il est possible de faire. »

Le mercredi 17 décembre, le secrétariat national constate que la presse n'est pas « bonne ». Au même moment, le député des Landes avertit le premier secrétaire de sa décision de donner sa démission, prise sans que personne ne la lui ait demandée. Impressionné par « cet acte de dignité », M. Hollande indique à M. de Villepin que sa demande d'audience est devenue « sans objet ». En fin d'après-midi, la démission puis l'annulation de la demande d'audience sont rendues publiques. Les proches du premier secrétaire jugent aujourd'hui que les dommages pour le PS ont été « limités », « l'affaire » n'ayant duré que 24 heures, persuadés qu'une absence d'initiative aurait entraîné « dix jours de calvaire » pour M. Emmanuelli, qui a fait « une sortie par le haut », mais aussi pour le parti et le gouvernement.

Pour autant, l'entourage de M. Hollande dément un quelconque désaveu de M. Jospin. Certes, Elisabeth Guigou, le 16 décembre au soir sur LCI, puis Catherine Trautmann, le lendemain, ont laissé à M. Hollande la responsabilité de sa démarche. Mais, « à aucun moment », souligne-t-on rue Solferino, le premier ministre, ou un autre dirigeant socialiste, n'a émis la moindre critique, le moindre avis. Entré la fin du conseil des ministres et son départ pour l'Afrique, M. Jospin s'est entretenu au téléphone avec son successeur, sans lui faire de reproche. Faux pas ? Erreur politique ? M. Hollande a voulu prendre sa part de solidarité avec un homme « condamné pour nous tous » et d'impopularité pour son parti. Une semaine après, il assume pleinement son choix et ne regrette rien.

Michel Noblecourt

## Les socialistes landais veulent garder « sa place au chaud » à leur ancien président

### MONT-DE-MARSAN de notre correspondant

Après avoir réagi vivement, le 16 décembre, au rejet du pourvoi en cassation d'Henri Emmanuelli - Stéphane Delpy, premier secrétaire fédéral, a parlé d'« indignation » et de « tristesse » -, les socialistes landais veulent permettre à l'ancien trésorier du PS de sortir politiquement indemne de deux ans de purge politique. L'idée est de garder « sa place au chaud » à M. Emmanuelli, qui s'est démis de ses mandats de député le 17 décembre et de conseiller général le 19 décembre (Le Monde daté du 23 décembre).

La majorité socialiste ne pouvant être inquiétée par les cantonales de mars 1998, le premier

vice-président du conseil général, suppléant de M. Emmanuelli, Robert Cabé, maire d'Aire-sur-Adour, pourrait prendre la tête de l'exécutif départemental. A moins qu'il ne se présente aux législatives partielles dans la circonscription de Saint-Sever. Dans ce cas, le oom du président de la commission des finances du conseil général, Jean-Claude Deyres, a parfois été prononcé pour la présidence de l'assemblée landaise.

Le sénateur Jean-Louis Carrère sera tête de liste dans les Landes pour les élections régionales de mars 1998 à la place de M. Emmanuelli. Mais il ne pourra vraisemblablement pas ravir la présidence de la région Aquitaine à Jacques Valade (RPR), ce qui était l'objectif de

M. Emmanuelli. Pour les élus girondins, la situation est très ouverte en vue d'un changement de majorité au conseil régional.

Dans le canton de Mugron, non renouvelable en 1998, l'élection partielle devrait être jumelée avec les cantonales de mars. La date de la législative partielle n'est pas connue. Dans sa circonscription, M. Emmanuelli avait été réélu, le 19 septembre 1993, au premier tour avec 50,21 %, après avoir démissionné à la suite de son renvoi en correctionnelle dans l'affaire de financement occulte du PS dans la Sarthe. Pour la septième fois, le 1<sup>er</sup> juin 1997, il avait été réélu, au second tour, avec 60,93 % des suffrages.

Jean-François Moulihan

## Débat entre juristes sur la durée de l'inéligibilité

PENDANT combien de temps Henri Emmanuelli est-il privé du droit de se présenter à une élection ? Quelques juristes ont des réponses précises, mais elles divergent ; la plupart sont gagnés par le doute, tant la législation est contradictoire selon que l'on s'appuie sur le code pénal ou sur le code électoral, alors qu'aucun précédent n'a permis de dégager une jurisprudence.

Apparemment, tout est clair. L'ancien trésorier du Parti socialiste a été condamné, pour recel de trafic d'influence, à deux ans de privation de droits civiques, ce qui lui interdit de s'inscrire, pendant ce délai, sur la liste électorale. Or l'article LO 130 du code électoral indique : « Les individus dont la condamnation empêche temporairement l'inscription sur une liste électorale sont inéligibles pendant une période double de celle durant laquelle ils ne peuvent être inscrits sur la liste électorale. » M. Emmanuelli serait donc privé de candidature pendant quatre ans à compter du jour où lui aura été signifié officiellement l'arrêt du 16 décembre 1997 de la Cour de cassation révoquant définitive sa condamnation.

En fait, tout pourrait être plus compliqué. Cette disposition du code électoral date de l'ordon-

nance de 1958 sur les conditions d'éligibilité des parlementaires, mais un nouveau code pénal est entré en vigueur en mars 1994, et l'un des grands principes du droit veut que l'accusé bénéficie de la loi pénale la plus douce. Or l'article 132-17 de ce nouveau code précise : « Aucune peine ne peut être appliquée si la juridiction ne l'a expressément prononcée. » L'article 132-21 est encore plus clair dans les cas d'inéligibilité : « L'interdiction de tout ou partie des droits civiques (...) ne peut, nonobstant toute disposition contraire, résulter de plein droit d'une condamnation pénale. » Pour certains juristes, l'affaire est donc entendue : l'article LO 130 du code électoral a été rendu obsolète par le nouveau code pénal.

### JURISPRUDENCE À ÉTABLIR

Cependant, le principe de l'automatisme d'une peine a été rétabli, précisément, pour le délit qui vaut sa condamnation à l'ancien trésorier du PS. A la fin du gouvernement d'Edouard Balladur et à l'initiative de Philippe Séguin, un durcissement de la législation sur les financements politiques a été voté. A été ajouté au code électoral un article L.7, selon lequel « ne doivent pas être inscrites sur la liste électorale, pendant un délai de cinq

ans à compter de la date où la condamnation est devenue définitive, les personnes condamnées », entre autres, pour corruption, trafic d'influence ou recel d'un de ces délits. Cette disposition ne s'applique pas à M. Emmanuelli, puisqu'elle est postérieure aux faits pour lesquels il a été poursuivi mais elle prouve que le législateur peut se contredire.

Pour que le doute soit levé, il faudrait que la justice soit amenée à se prononcer. Si l'ancien tréso-

rier du PS se présentait à une élection pendant le délai litigieux, c'est-à-dire entre deux et quatre ans après que sa condamnation sera devenue définitive, le juge administratif pourrait avoir à dire si sa candidature est acceptable ou non. S'il était élu, le Conseil d'Etat ou le Conseil constitutionnel, selon l'élection dont il s'agit, se-rait vraisemblablement amené à établir une jurisprudence.

Thierry Bréhier

**Le Monde sur Internet**  
<http://www.lemonde.fr>

Découvrez gratuitement les Dossiers du Monde en Ligne (le procès Papon, le Festival d'automne...), participez à nos forums (La République et ses immigrés...), recherchez une offre d'emploi ou un livre. Consultez le supplément multimédia et ses archives depuis 18 mois.

Dès 17 heures (heure française), retrouvez le journal complet du jour ainsi que les six dernières éditions. Les articles de Une, les ouvertures de séquence (International, France, Culture...) et le sommaire de tous les articles sont gratuits. Le reste du journal est vendu 5 F par numéro.

Pour acheter le journal, vous devrez télécharger un logiciel de paiement sécurisé (Klebox) et ouvrir un compte alimenté par votre carte bancaire.



## son attitude uri Emmanuelli

de d'audience à Jacques Chirac

Le conseiller général des Landes, Critique pour sa demande d'audience à M. Chirac, François Hollande, premier secrétaire du PS, assume son rôle.

Le député de Corrèze se contente de dire : « J'ai demandé au chef de l'État de me recevoir. C'est tout. » Le mercredi 17 décembre, le secrétaire national constate que la presse n'est pas « bonne ». Au même moment, le député des Landes avertit le premier secrétaire du PS de sa décision de donner sa démission, prise sans que personne ne lui ait demandé. Impressionnée par « cet acte de dignité », M. Hollande indique à M. de Villepin que sa demande d'audience est déclinée. « Sans objet ». En fin d'après-midi, la démission puis l'annulation de la demande d'audience sont rendues publiques. Les proches du premier secrétaire jugent aujourd'hui que les dommages pour le PS ont été minimes. « L'attitude n'avait que 24 heures, pendant que l'absence d'audience était connue », dit un proche de M. Hollande. M. Emmanuelli, lui-même, a déclaré : « J'ai demandé au chef de l'État de me recevoir. C'est tout. »

aud à leur ancien président

M. Emmanuelli, lui-même, a déclaré : « J'ai demandé au chef de l'État de me recevoir. C'est tout. »

l'inéligibilité

l'inéligibilité

l'inéligibilité

## La commande de deux sous-marins par le Chili fait figure de cadeau de Noël à Cherbourg

2,2 millions d'heures de travail pour l'arsenal d'ici à 2002

Cherbourg a reçu comme un cadeau de Noël l'annonce de la commande par le Chili de deux sous-marins de type Scorpène, construits en partena-

riat avec l'Espagne, mais pour le plus gros part dans l'arsenal du port normand. Ce sont quelque 2,2 millions d'heures de travail qui seront assu-

**CHERBOURG**  
de notre correspondant  
La commande par le Chili de deux sous-marins Scorpène aux chantiers de Cherbourg et de Carthagène, en Espagne (Le Monde du 20 décembre), est un succès commercial apprécié au-delà des 3 milliards de francs de « retombées » que représente un marché dont les deux tiers au moins concernent la France. Étudié depuis six ans, le Scorpène (autre nom de la rascasse) à propulsion diesel-électrique a bénéficié des progrès réalisés à l'occasion des programmes de sous-marins nucléaires. A Santiago, il était opposé au sous-marin allemand U 209 et au suédois Gotland.

Certains ont été surpris que le Scorpène l'ait emporté, alors qu'il n'existe encore que dans les cartons des ingénieurs et qu'il n'a pas été retenu par la marine française. À l'état-major de la marine nationale, on a définitivement tiré un trait sur tout sous-marin océanique autre qu'à propulsion nucléaire. Le Scorpène est dérivé des

sous-marins de 1 200 tonnes à propulsion classique, déjà commandés à y a trois ans par le Pakistan. Il a été choisi à quatre exemplaires par la marine espagnole, la France ayant accepté de lui en transférer les dessins et la technologie.

Ce qui est encore plus important dans le contrat chilien, ce sont ses retombées économiques et sociales immédiates, notamment à Cherbourg, dont l'arsenal est sévèrement touché par la réduction du budget de la défense. Si la construction des deux Scorpène chiliens a été partagée entre Cherbourg et Bazan, chantier espagnol, leur coque sera entièrement réalisée à Cherbourg, de même que l'équipement de leurs parties centrale et avant, les Espagnols n'équipant que l'arrière des navires, avec une forte participation des industriels français. Le montage final et les essais à la mer seront eux aussi partagés entre les deux ports, mais c'est à Cherbourg que sera assemblé et testé le prototype.

An total, le programme repré-

sentera quelque 2,2 millions d'heures de travail pour Cherbourg d'ici à 2002, dont 1,5 million pour la seule construction des coques. Dès 1998, la direction des constructions navales devra consacrer environ 700 000 heures aux dernières études, avant la découpe et le formage des premières tôles.

**ÉTABLISSEMENT SURDIMENSIONNÉ**  
Ce calendrier convient parfaitement au chantier comme aux sous-traitants. À partir de 1999, en effet, le plan de charge de Cherbourg fléchira dramatiquement avec la fin de la construction du deuxième sous-marin stratégique de nouvelle génération, le *Téméraire*, puis celle du troisième, le *Vigilant*, soit plusieurs années de « vaches maigres » avant l'éventuelle mise en chantier d'un quatrième. L'annonce de la commande chilienne a donc été accueillie comme un vrai cadeau de Noël à l'arsenal.

Elle coïncide avec le début d'une mission d'évaluation de ses compétences et de son avenir industriel conduite par le vice-amiral

René Moirand

## Vive concurrence à droite dans les Pays de la Loire

**NANTES**  
de notre correspondant  
La succession d'Olivier Guichard (RPR) se prépare en terrain miné dans les Pays de la Loire. Pour ne pas perdre cette région réputée acquise à la droite, le RPR compte envoyer en service commandé François Fillon, président du conseil général de la Sarthe. La chose irait quasiment de soi, l'UDF ne revendiquant pas officiellement la place, si Hervé de Charette, président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF) et actuel vice-président du conseil régional, ne menait campagne, depuis 1994, pour accéder au trône que le « baron » gaulliste laissera vacant après vingt-quatre ans de règne.

L'ancien ministre des affaires étrangères paie cher ce crime de lèse-majesté à l'égard du RPR. M. Guichard ayant conservé, malgré son retrait, un « pouvoir de nuisance ». Au sein de l'UDF, M. de Charette doit aussi se battre contre Force démocrate, qui joue la carte Fillon. MM. de Charette et Fillon s'opposent sur la composition des listes départementales. Comme l'explique un militant RPR nantais habitué de ces tractations, le vote des conseillers régionaux pour l'élection du président se fait à bulletin secret, et le respect d'un accord national suppose donc des sens très fortes, les candidats pouvant user du pouvoir qu'aura le futur président dans la répartition des élus au sein des commissions départementales.

C'est dans la Loire-Atlantique, d'où viendront trente et un des quatre-vingt-treize conseillers régionaux, que se joue la partie la plus serrée. M. de Charette met en avant une femme, Gisèle Gautier,

conseillère régionale et membre du PPDF. Elle revendique la tête de liste, forte du « vote indicatif », en sa faveur, du bureau départemental de l'UDF. A ses côtés figurent plusieurs conseillers régionaux UDF sortants, comme Pierre Quenelle, Loïc Sparfel et Loïc Le Masson. « Ils ont dû avoir des promesses », commente, l'air de rien, Monique Papon, présidente départementale de l'UDF, à qui « présenter une liste avec moins de caciques et plus de femmes » ne paraît pas saugrenu.

Cette liste, Jean-Luc Harrouseau, autre conseiller régional UDF sortant, veut lui aussi la mener, avec le soutien actif de son parti, Force démocrate, et celui, discret, du RPR. Resté fidèle à M. Guichard, M. Harrouseau voterait pour M. Fillon. M. de Charette a aussi contre lui les viliéristes du Mouvement pour la France, rentrés dans le rang majoritaire et acceptés

« parce qu'il faut serrer les boulons contre le Front national ». La Vendée militaire, dont Philippe de Villiers se revendique idéologiquement et Hervé de Charette généalogiquement, ne les réunit pas. Les deux hommes se détestent.

**« JUSQU'OU IRA LA THAÏSON »**  
Entre M. de Villiers et M. Fillon, en revanche, « les relations sont excellentes », observe Bruno Retailleau, bras droit du président du conseil général de Vendée. Le seul département où l'accord national avec le MPF achoppe est justement celui de Maine-et-Loire, chef de M. de Charette. « Nous sommes prêts à lancer une liste », prévient M. Retailleau, qui pourrait être le chef de file de la majorité sortante en Vendée. Il faudra pour cela que le RPR sacrifie Marcel Albert, conseiller régional sortant et maître des Herblais. « Je vais voir jusqu'où ira la truhse. C'est sur l'ordre du

Adrien Favreau

## Le PCF des Bouches-du-Rhône apprécie moins la « diversité »

**MARSEILLE**  
de notre correspondant régional  
Le groupe communiste du conseil général des Bouches-du-Rhône a élu à sa présidence, lundi 22 décembre, Joël Dutto, vice-président de l'assemblée départementale et conseiller municipal de Marseille. Les conseillers généraux communistes, qui se déclarent partisans de la « mutation du PCF » et de sa « démarche nouvelle », se disent aussi fermement décidés à défendre « leur propre identité » et ont réaffirmé leur soutien « aux chômeurs, aux sans-droits, aux précaires », qui exigent une « table ronde » pour

une allocation exceptionnelle de Noël (Le Monde du 19 décembre). Le choix de M. Dutto, connu pour être sur une ligne plutôt « dure », en remplacement de Francis Caccinolo, fondateur, va encore accentuer les tensions qui divisent le PCF. Cette élection met un terme provisoire à l'épisode le plus récent de cette crise, qui a vu M. Caccinolo quitter le PCF après avoir été écarté de la candidature dans le canton des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements de Marseille, dont il est l'élu depuis 1973. Dans un premier temps, il avait annoncé son désir de ne pas se représenter. Sous l'amicale

pression du conseil fédéral du PCF, et devant le risque que le Front national, qui a rassemblé 32 % de l'électorat en 1992, ne gagne ce canton populaire des quartiers Nord, le conseiller sortant avait finalement accepté de se représenter. Jusqu'à ce que, au retour d'un voyage à l'étranger, il apprenne que sa section lui avait finalement préféré Alain Martin, conseiller d'arrondissement. Estimant avoir été « piégé », M. Caccinolo annonçait sa démission du PCF, mais laissait en suspens la question de savoir s'il se présenterait ou non dans son canton en mars 1998.

Guy Hermier, député (PCF) et maire de secteur, estime que cette affaire révèle « une sorte de retour en arrière », qui voit les refooteurs on les porteurs d'une ligne pas tout à fait orthodoxe être peu à peu écartés. « La diversité était par définition minoritaire, il faut des actes pour que des candidats différents puissent être à la direction du Parti ou proposés comme candidats à des postes électifs », souligne M. Hermier. C'était le cas au niveau national et, dans le département, dans une période récente. Ce n'est plus le cas.

D'autres communistes soulignent que les dernières décisions fédérales pèsent dans le sens d'un retour aux affaires de militants qui, sans mettre en cause la participation au gouvernement, plaident discrètement pour qu'elle soit plus contestataire. Ils sont souvent, dans la région, liés à la direction de la CGT, très active dans l'encadrement du mouvement des chômeurs pour la « prime de Noël ».

Michel Samson

Sous la direction de  
Ysé T. Masquelier et Frédéric Lenoir

## Encyclopédie des religions

Déjà 20 000 ex. vendus.



« Une encyclopédie d'une richesse exceptionnelle. Une œuvre majeure. »

Marie-France Rémond, Le Nouvel Observateur.

« Un panorama éblouissant de toutes les formes de religiosité existantes ou ayant existé. »

Christian Makarian, Le Point.

« Un souci de la rigueur et de la clarté sans pareil. »

Daniel Bermond, Lire.

« Une belle somme d'intelligence et d'érudition, de respect scientifique et humain. »

Jacques Fortier, Les Dernières Nouvelles d'Alsace.

« Cette Encyclopédie des religions comble un vide culturel. On est séduit par l'ampleur de l'entreprise, et on applaudit à sa réussite. »

Benoît Lobet, Le Monde.

Prix de lancement : 850 FF jusqu'au 31.12.1997, puis 990 FF

Deux volumes reliés, sous coffret, 2500 pages

Bayard Éditions

**REPRODUCTION INTERDITE**

<p><b>OFFRES</b></p> <p>Sté de 1<sup>er</sup> plan rech. pour son Département juridique basé à PARIS ETOILE</p> <p><b>RÉDACTEUR-CONTENTIEUX</b></p> <p>— formation supérieure — 3-5 ans d'exp. minimum du recouvrement, de ordonnances, des procédures collectives, des voies d'exécution — pour assemblage des débits</p> <p>de paiement, engagement des procédures judiciaires par saisie des officiers et auxiliaires de justice — bon relationnel, sens de l'organisation, rigueur et discrétion nécessaires</p> <p>Adresser lettre, CV, prêt à PRIMAGAZ - Soc recrutem. 64, av. Hoche, 75008 Paris.</p>	<p><b>STÉ AGENCEMENT TABAC PRESSE</b></p> <p>recherche</p> <p><b>1 COMMERCIAL</b></p> <p>25-30 ans (env.) sect. Paris, Ile-de-France, possédant une expérience dans notre métier. Plus + com., env. lettres et CV : E + G, 3, rue Cuvier, 69008 LYON.</p> <p><b>ORGANISME DE FORMATION</b></p> <p>recherche pour Bordeaux</p> <p><b>UN FORMATEUR</b></p> <p>en droit public et synthèse des déplacements à prévoir. Envoyer CV + photo sous n° 9813. Au Monde Publicité 21 bis, c. Claude-Bernard, 75005 Paris.</p>	<p><b>DEMANDES</b></p> <p>Secrétaire confirmée, trilingue anglais/espagnol, 15 ans d'expérience, rech. emploi salarié en télésecrétariat, équipe, d'un Mac, fax, modem, imprimante couleur.</p> <p>Tél. : 05-61-30-25-51. Fax : 05-62-74-03-18. E-mail : michelle@chrl.fr.</p> <p>Vingt-trois années de commercial et le management d'un centre de profit pendant six années. Cadre recherche responsables permettant d'exprimer pleinement ses compétences.</p> <p>Contact : 01-39-19-20-92.</p>	<p>Jne femme 26 ans, maîtrise lettres modernes + DEA Informatique. Expérience presse/édition/enseignement/communication recherche poste en rapport. Étude les propositions. Tél. au 01-42-55-18-39.</p> <p>Jeune femme européenne, niveau universitaire, anglais français courants, expérience professionnelle internationale (production ouvrages de référence) cherche emploi de les dom. de communication, documentation (banque de données), information. Disponible à partir du mois de mars 1998. Tél. : 01-42-55-11-85.</p> <p><b>VOS ANNONCES dans l'emploi</b></p> <p>Tél. : 01-42-17-39-33</p>
--	---	---	--

sur Internet  
www.lemonde.fr



**LE PROCÈS PAPON** Lundi 22 décembre, le président de la cour d'assises de la Gironde, Jean-Louis Castagnède, a interrogé Maurice Papon sur les conditions dans lesquelles

fut préparé le convoi du 26 août 1942 qui emportera plusieurs dizaines d'enfants vers Drancy puis Auschwitz. L'ancien secrétaire général de la Gironde n'a pu expliquer la manière

dont furent transmises les instructions des SS visant à faire arrêter puis déporter les enfants. **LE 21 AOÛT 1942**, Pierre Garat, chef du service des questions juives de la préfecture,

avait écrit à Maurice Papon pour lui faire part de sa « certitude » que le séjour des enfants à Drancy sera « de courte durée et que les intéressés seront déportés ». **ADAM NOSSITER**,

un journaliste américain, explique l'importance de ce procès. Il y décèle « cette culture du haut fonctionnaire français, cette manière de formuler, de justifier des actes injustifiables ».

## Août 1942, des dizaines d'enfants juifs sont déportés vers Drancy

Rachel, deux ans, Jacques, trois ans, Léon, deux ans, Jeanne, quatre ans : tous périrent à Auschwitz. Lundi, Maurice Papon ne s'est pas souvenu du nom de celui qui avait ordonné leur arrestation et leur déportation

### BORDEAUX

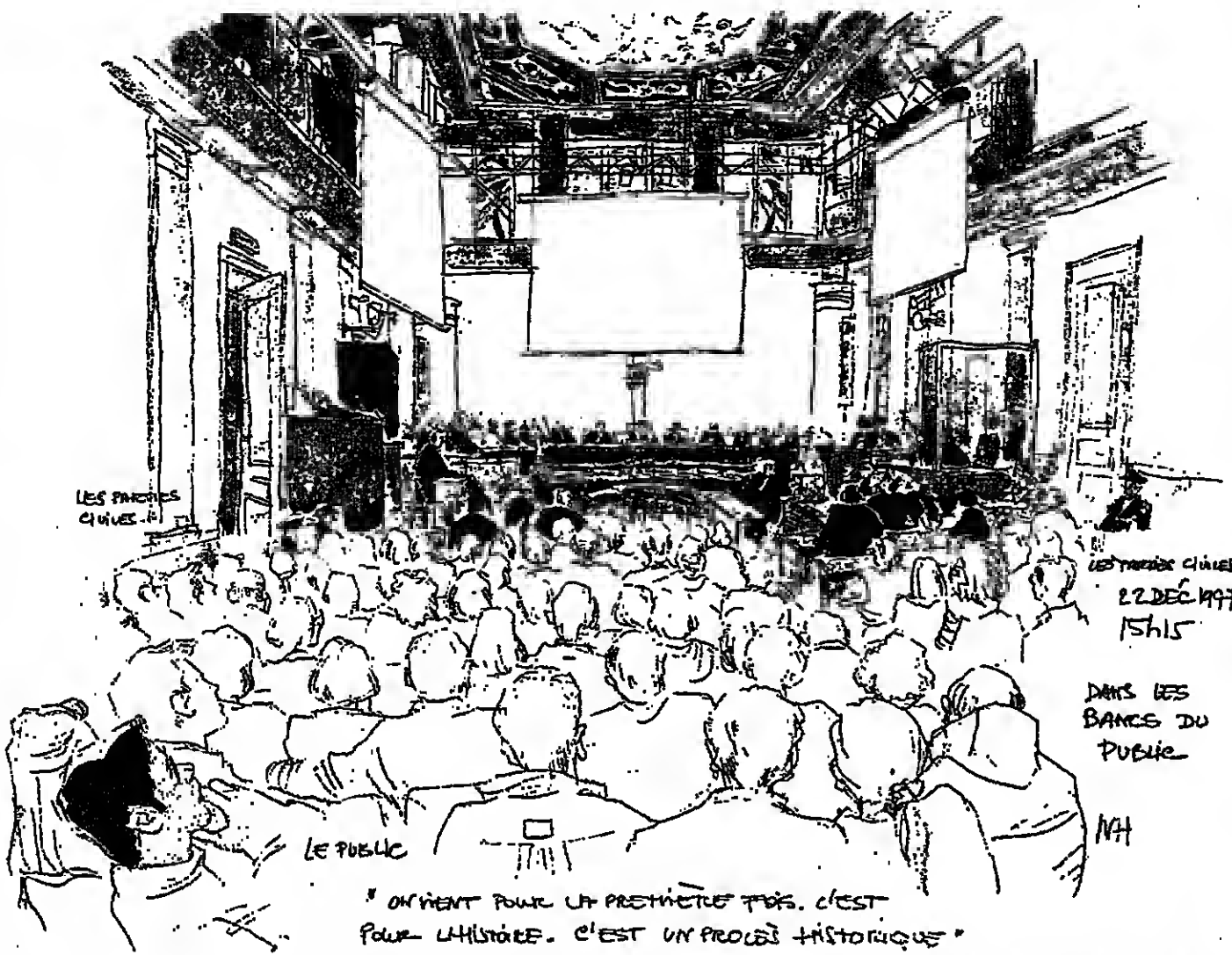
de notre envoyé spécial  
Sur les listes, leurs dates de naissance ajoutent à l'inhumanité. Nelly et Rachel Stopnicki, sept et deux ans, Ida et Jacques Junger, sept et trois ans, Jeannette, Maurice, Simon et Léon Griff, neuf, sept, cinq et deux ans, Henry et Jeanne Plevinski, neuf et quatre ans... Tous ces enfants, parmi des dizaines d'autres, ont été déportés, le 26 août 1942, du camp d'internement de Mérignac à celui de Drancy.

Les enfants. Comme une tâche encore plus sombre au milieu des nuages de la déportation. Tous périrent à Auschwitz. Pourtant, certains de ces jeunes déportés avaient échappé à la rafle de juillet. Séparés de leurs parents, ils avaient été placés dans des familles. Un mois plus tard, sur injonction allemande, ils ont été cherchés et rassemblés à Mérignac, puis déportés vers Drancy. Par qui ? Pourquoi ? Le président Castagnède cherche une réponse, lundi 22 décembre, en s'appuyant sur la chronologie des faits.

Le 31 juillet 1942, note-t-il, la préfecture de la Gironde se semble pas encore informée de la préparation d'un nouveau convoi de déportation. Dans une note au cabinet du préfet régional, Maurice Sabatier, le secrétaire général Maurice Papoo affirme qu'« aucune mesure de cet ordre n'est actuellement prévue » par les Allemands. « Nous avons été trompés », dit aujourd'hui l'ancien haut fonctionnaire. C'était le dicté du plus fort.

Le juge observe que la préfecture se plie, début août, à un acte de pure collaboration policière. Le 8, en réponse à une demande de la police de sûreté allemande (KDS) qui confesse un manque d'effectifs, une lettre timbrée « pour le préfet régional, le secrétaire général » fait savoir que « toutes instructions utiles » ont été données pour que les juifs arrêtés par les Kommandanturen de Libourne, Langon et Castillon, pour tentative de franchissement de la ligne de démarcation, soient conduits au camp de Mérignac par la gendarmerie française.

« Sur les listes, avertit le rédacteur de la lettre, figurent de nombreux enfants qui ont été arrêtés avec leurs parents. Je dois dire, à ce sujet, vous renouveler la proposition tendant à ce qu'une mesure de libération intervienne en faveur de ces enfants (NDLR : qui, selon le rédacteur, ne sont pas responsables des infractions commises par leurs parents) ainsi que des vieillards (...). Je vous indique qu'une partie des enfants libérés



« ON VIENT POUR LA PREMIÈRE FOIS. C'EST POUR L'HISTOIRE. C'EST UN PROCÈS HISTORIQUE »

pourront être recueillis par des amis de leur famille, le surplus étant confié à l'Union générale des israélites de France (UGIF).

Maurice Papoo « pense » qu'il est bien le signataire de cette lettre. Il explique, à son habitude, que les décisions ont été prises par le préfet régional au nom duquel il signe. « N'y a-t-il pas eu d'hésitations pour proposer le concours de la gendarmerie ? » « Non, répond Maurice Papon. Les personnes étaient déjà arrêtées par les Allemands. [Les transférer, c'était donner à l'occupant] une satisfaction sans effet pour ouvrir une négociation [sur les enfants] dont on espérait des effets. »

Cependant, le président remarque que, les 7, 8, 11 et 18 août, le directeur du camp de Mérignac rend compte de l'arrivée de nouveaux juifs, dont « de plus en plus d'enfants », sans que les Allemands aient répondu à la proposition de la préfecture de les libérer, ainsi que les vieillards. « Que fait la préfecture ? », questionne le

président. « Je suis incapable de vous retrouver les diligences qui ont été faites, dit l'accusé. Tout était bloqué par les décisions allemandes. Le 21, [on a reçu] une réponse non possumus. »

### « AUPRÈS DE LEURS PARENTS »

Le 21, en effet, le chef du KDS à Bordeaux, Luther, informe la préfecture qu'un convoi est prévu pour le début de la semaine suivante. Le SS précise qu'il ne peut « donner suite à la demande » concernant les vieillards et les enfants, « une ordonnance de ses supérieurs [lui] prescrivant que [ceux-ci] doivent être laissés auprès de leurs parents ». Et il ajoute : « Il en est de même pour les enfants des juifs transférés le 18 juillet à Drancy et qui doivent rester là-bas, car ils doivent être envoyés à leurs parents. »

Puis le président projette une note manuscrite de l'ancien secrétaire général de la Gironde : un compte rendu d'une conversation téléphonique avec le cabinet de

Jean Leguay, le délégué du secrétaire général à la police René Bousquet en zone occupée : « [Le chef de cabinet] m'a confirmé la communication téléphonique de samedi matin (NDLR : 22 août) donnée par M. Leguay et reçue par M. Chapel, selon laquelle il y a lieu d'exécuter les instructions des SS. » Maurice Papon se lève, et veut tout d'abord démentir la « manœuvre » qui a jadis, selon lui, été faite à la télévision, en 1982, par Michel Sliemsky (partie civile, l'un des premiers plaignants). La phrase : « Il y a lieu d'exécuter les instructions des SS », écrite de sa main, aurait été présentée comme étant une instruction personnelle, alors qu'il s'agit d'un compte rendu d'une conversation téléphonique. Au début du procès, Maurice Papon avait traité Michel Sliemsky de « foufouille » sur ce point.

Mais le président Castagnède revient au plus vite sur les faits, ces déportations d'enfants qui avaient été épargnés en juillet et

qui ont été recherchés pour être déportés. La préfecture savait, le 22 août, qu'« il y avait lieu d'exécuter les instructions des SS ». Or le convoi n'eut lieu que quatre jours plus tard, le 26. « Qu'est-ce que la préfecture va faire pendant ce temps ? », demande le magistrat. « Prévenir le grand rabbin Cohen. » La réponse secoue les parties civiles. Depuis le début de l'audience, Maurice Papon tente de brosser un tableau très consensuel des relations qu'entretenait le chef de la communauté juive avec la préfecture. Or le président lit une lettre du grand rabbin de décembre 1944 qui écorne une telle présentation.

Sur un ton ferme, l'interrogatoire se fait soudain plus poussé. « Qui a prévenu les familles [d'accueil] ? Le président invite Maurice Papon à ranger ses papiers « plus tard » et à l'écouter. « A qui donne-t-on les instructions ? » Au grand rabbin. « A nouveau exclamations dans la salle. Maurice Papon affirme « qu'un a tenté de

trouver une solution juridique et humaine parce que les Allemands détenaient les adresses [des enfants] ». Mais le président ne lâche pas prise : « Qui a donné l'ordre [aux familles] de [ramener] les enfants ? Qui ? »

« La préfecture a donné une information. L'information consistait à restituer l'ordre des Allemands. »

« Qui aurait transmis les adresses [des enfants] aux Allemands ? »

« Je n'en sais rien. Je suis incapable de vous répandre. »

### DEUX OU VINGT-DEUX

Puis Maurice Papoo tente de démontrer que vingt-deux enfants ont été « définitivement protégés ». Mais le président poursuit, incisif : « Je n'en connais que deux. Eliane et Jackie Alisvaks (NDLR : qui ont été sauvés par une main courageuse [un gardien du Fort-du-Hâ]). Ce qui vous est reproché, c'est la complicité d'arrestations, de séquestrations, d'assassinats... »

« A tort ! Je n'ai pas donné d'ordre. »

« Vous êtes celui qui reçoit les informations, qui connaît les exigences allemandes, qui signe les demandes au gouvernement français, qui reçoit les réponses. J'ai la naïveté de croire que vous savez qui a informé les familles d'accueil... »

« Je me suis obstiné de tout espèce d'ordres (...). On a informé les familles des ordres allemands, mais on n'y a pas ajouté un ordre français. C'était moins des ordres que des indications. »

« Alors, qui leur a donné l'indication ? »

« Je pense que c'est le service des questions juives et que le grand rabbin s'est employé à prévenir. Je pense qu'il n'y a rien qu'on puisse se reprocher. »

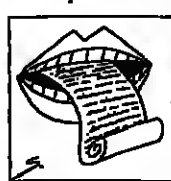
« Ce qui est sûr, Maurice Papon, c'est que le 25 [ces enfants] sont dans la nasse et que je vous ai vainement demandé qui a donné les instructions. »

Le 25 août, veille du convoi, des enfants ont effectivement été ramenés à l'annexe du camp de Mérignac, à Bacalan. Un garagiste de Salles a transporté les enfants Stopnicki, un taxi médical de Libourne les enfants Plevinski. Chacun a envoyé, quelques mois plus tard, sa facture au service des questions juives. 350 francs pour le premier, 115 kilomètres à 5 francs soit 575 francs pour le second. Chacun d'eux a précisé, dans son libellé : « transport d'enfants (juifs) ».

Jean-Michel Dumay  
Dessin : Noëlle Herrenschildt

## « Il m'a été répondu qu'aucune exception ne sera faite »

**LE 21 AOÛT 1942**, Pierre Garat, chef du service des questions juives de la préfecture de la Gironde, rend compte au secrétaire général Maurice Papon de sa visite au lieutenant



VERBATIM

pour [le 26 août] d'un convoi à destination de Drancy, dans lequel seraient compris tous les juifs des deux sexes, de tous âges et de toutes nationalités actuellement internés au camp de Mérignac. J'ai posé la question de savoir s'il sera fait des exceptions en faveur des enfants, des malades, des juifs dont le conjoint est aryen, des vieillards ou des femmes de prisonniers. Il m'a été répondu qu'aucune exception ne sera faite et qu'un triage aura peut-être lieu

au camp de Drancy. Le lieutenant Doberschütz a cependant admis que les femmes allaient des enfants en bas âge (moins d'un an) ne soient pas comprises dans le convoi.

« Par contre, les enfants dont les parents ont été déportés le 18 juillet dernier devaient partir pour Drancy, où ils rejoindraient prochainement leurs parents. J'ai essayé de savoir si ce convoi est le prélude d'une déportation. L'officier m'a répondu d'une manière évasive. En fait, j'ai acquis la certitude par l'allure générale de la conversation, que le séjour à Drancy sera de courte durée et que les intéressés seront déportés. »

« J'ai alors insisté à nouveau sur la convention intervenue à Paris (NDLR : accords Bousquet-Oberg, écartant les juifs français des déportations). Cette convention, m'a-t-on dit, n'est pas applicable s'agissant de juifs qui se sont mis en infraction aux ordonnances allemandes (...). »

## Un journaliste américain à la recherche de la mémoire française

### BORDEAUX

de notre envoyé spécial  
Pourquoi les Français sont-ils hantés, et plus que jamais, par la période de l'Occupation ? Adam

### PORTRAIT

Adam Nossiter dit  
« apprendre tous les jours quelque chose »  
au cours du procès

Nossiter, journaliste américain, n'a peut-être pas (encore) de réponse à cette question, mais il y travaille d'arrache-pied. Installé à Bordeaux, avec sa femme, pour toute la durée du procès de Maurice Papon, il a ensuite l'intention de se rendre à Vichy pour quelques mois avant d'aller poursuivre son enquête dans une région davantage marquée par la Résistance.

Né à Washington il y a trente-sept ans, Adam Nossiter, dont le père a été correspondant du Washington Post à Paris, a fait ses études primaires dans la capitale

et en a gardé une « passion » pour l'histoire et la littérature françaises. Et même s'il lui arrive de pester contre les redondances et les circonlocutions des avocats du procès Papon, il continue à penser que « les Français maintiennent leur langue d'une manière bien plus intéressante que les Anglo-Saxons ».

C'est après avoir écrit un livre sur le meurtre, resté impuissant pendant trente et un ans, d'un militant noir, Medgar Evers, par un raciste fanatique, Byron de la Beckwith (*Of Long Memory, Mississippi and the Murder of Medgar Evers*, Addison-Wesley Company, 1994), qu'Adam Nossiter a entrepris de travailler sur la période de l'Occupation en France. « Toute comparaison, prévient-il, est bien entendu, sujette à caution, mais on peut dire que le deuxième procès, en 1990, à l'issue duquel Byron de la Beckwith n'a été condamné pour meurtre est un peu notre procès Papon. »

Après l'assassinat, en 1963, un premier procès avait eu lieu et le meurtre avait été acquitté. « Tout le monde, pourtant, savait, explique Adam Nossiter, mais tout

le monde voulait occulter l'affaire. A cette époque, les Blancs du Mississippi ne se jugeaient pas eux-mêmes. »

### « SE REMETTRE EN QUESTION »

A l'instar de Robert Paxton, Adam Nossiter se dit « irrité » par ses collègues journalistes américains qui ne cessent de se demander pourquoi les Français ont attendu si longtemps avant de mener de tels procès. « Pour eux, s'insurge-t-il, cette lenteur est une autre démonstration de la culpabilité des Français, or la question est mal posée. Il faut s'interroger sur les passions, les fractures, qui conduisent un pays à se remettre ainsi en question, et là c'est formidable ce que font les Français. »

La persistance, cinquante années après, de profondes lignes de fracture dans la société française au sujet de l'Occupation reste le thème d'analyse favori d'Adam Nossiter. « Je rencontre de nombreuses familles bordelaises qui sont encore divisées. Ici, cet homme de quarante ans condamne totalement l'attitude de ses parents ; là, ce fils

dit ne rien vouloir savoir du passé collaboratiste de son père, mais ce refus systématique montre, en lui-même, qu'il est gêné et qu'il porte ce trouble en lui. » Aux États-Unis, il y a maintenant un consensus sur la « sale guerre » du Vietnam, estime-t-il, en donnant comme exemple le repentir public d'un homme comme Robert McNamara, « intelligent et cultivé comme Papon », qui fut un des principaux responsables de l'effort de guerre américain.

Si Adam Nossiter regrette la longueur excessive des audiences, et estime que, chez lui, le président serait plus sévère avec les avocats et laisserait moins de place à « l'émotion ouverte », il dit « apprendre tous les jours quelque chose » au cours du procès. « Ce qui me frappe le plus, explique-t-il, c'est cette culture du haut fonctionnaire français, cette manière de formuler, de justifier des actes injustifiables. Papon est la démonstration vivante de cet art de manipuler les mots pour se sentir plus à l'aise. »

José-Alain Fralain



## Cinq cents personnes manifestent en mémoire de Fabrice Fernandez, tué par un policier

Les habitants du quartier de la Duchère, à Lyon, ont laissé éclater leur amertume

Cinq cents personnes ont participé, lundi 22 décembre, à une marche en mémoire de Fabrice Fernandez, ce jeune homme tué par un policier,

le 18 décembre, dans un commissariat de Lyon. Le maire du neuvième arrondissement, Gérard Collomb, a été pris à partie à l'issue de la manifesta-

tion. Jean Carvalho, ilotier du quartier de la Duchère, écrivait et mis en examen pour homicide volontaire, avait déjà été sanctionné trois fois.

LYON

La marche qui a été organisée lundi 22 décembre à Lyon en fin d'après-midi en mémoire de Fabrice Fernandez, tué par un policier dans un commissariat de la ville, s'est achevée dans la confusion sur le parvis de la mairie du neuvième arrondissement: des jeunes du quartier de la Duchère ont vivement pris à parti le maire (PS), Gérard Collomb, qui avait accueilli le cortège, formé d'environ cinq cents personnes, à la tête duquel marchaient la mère de la victime et des membres de sa famille. Une délégation du quartier a été ensuite reçue par le préfet de police, tandis que Raymond Barre, maire de Lyon, rencontrait la famille du jeune homme.

L'organisation de cette manifestation silencieuse avait été décidée par des « habitants et acteurs » de la Duchère, qui avaient tenté de manifester leur indignation envers cet « acte meurtrier perpétré par un policier dans un commissariat de la République ». Ils voulaient également montrer un autre visage de ce quartier lyonnais, tenu par les images de voitures et de poids lourds incriminés dans les trois nuits suivant le meurtre de Fabrice Fernandez.

Classé en zone d'éducation prioritaire (ZEP), la Duchère ne se reconnaît pas dans ce portrait et d'ailleurs ce n'est pas de quartier « sensible », qui ne correspond pas, selon certains de ses habitants, à la réalité quotidienne. Ce plateau hérissé de tours et de barres d'immeubles doit, certes, faire face à une paupérisation ac-

crue de sa population, qui est passée de 40 000 à moins de 15 000 habitants ces trente dernières années. Mais la vitalité de son tissu associatif contrebalance un certain repli sur soi.

PATIENT TRAVAIL

Le directeur de la maison des jeunes et de la culture, qui coordonne les actions de prévention de la délinquance, évoque volontiers les actions engagées depuis trois ans autour de la danse urbaine et du théâtre, avec des jeunes qui se sont pleinement investis dans l'écriture d'une pièce ou dans une nouvelle version de *Roméo et Juliette*, montée en association avec le Théâtre des Célestins. Ce patient travail risque d'être anéanti, estime le directeur: « Comment voulez-vous que des jeunes à qui nous disons jour après jour qu'il y a des règles à respecter continuent à nous écouter quand ils voient un policier censé respecter la loi la baïonnette? »

Partie symboliquement du pied

de l'immeuble où habite la mère de Fabrice Fernandez, cette marche silencieuse voulait être une alerte. L'amertume et l'incompréhension se sont exprimées tout au long du parcours. Dans un tract distribué aux passants et lu devant la mairie, des habitants ont expliqué « ne pas comprendre que ce policier déjà sanctionné pour des fautes graves ait été en service dans un commissariat », garant de « professionnalisme et sécurité ».

M. Collomb, qui reprit les propos de fermeture du ministre de l'Intérieur et souligna la gravité de la qualification de la mise en examen du policier, n'a guère été entendu. Quelques dizaines de jeunes ont converti par des quolibets et des sifflets son intervention. Dénouant ce « cirque politico-médiatique », Khalid a assisté, dépité, à cette scène orageuse. « Le fond du problème est totalement déformé, observe cet étudiant, dont une partie de la famille habite à la Duchère. En montrant uniquement des actes de violence, on occulte ce qui

est à l'origine de ces incidents. Cela alimente les peurs, ravive la haine. Dans ce quartier, seule une minorité de jeunes profitem de cette situation pour casser. La mort de Fabrice n'est pour eux qu'un prétexte. »

Jean Carvalho, âgé de quarante ans, le policier auteur du coup de feu mortel, avait intégré le 1<sup>er</sup> septembre l'équipe des Ilotiers du commissariat du neuvième arrondissement de Lyon, notamment en charge du quartier de la Duchère. Il devra répondre le 16 janvier 1998, devant le conseil de discipline, de la mort de Fabrice Fernandez jeudi 18 décembre.

CONSEIL DE DISCIPLINE

Marié, père d'un enfant, Jean Carvalho avait déjà été sanctionné à trois reprises, au cours de sa carrière commencée dans l'est de la France. Il avait reçu un blâme pour insubordination et avait été traduit deux fois devant le conseil de discipline (*Le Monde* du 23 décembre), pour une affaire de reproduction à la photocopieuse laser de sa carte de police, et pour « faux et usage de faux », en 1992. Il lui était alors reproché d'avoir revendu un véhicule avec une carte grise non conforme. C'était sa première comparution devant l'instance disciplinaire. Il n'avait eu en la circonstance qu'une suspension de quatre mois, dont deux avec sursis.

En 1996, 2 517 sanctions ont été prises à l'encontre des personnels actifs de la police nationale, et, dans le même temps, l'inspection générale de la police nationale (IGPN) a été saisie de 1 165 enquêtes internes, selon les chiffres communiqués par la direction générale de la police nationale (DGPN). Parmi ces sanctions, on compte 97 révocations – dont huit frappant des gardiens de la paix stagiaires – et mises à la retraite d'office.

Un peu plus de 20 % de ces sanctions ont été prises après avis du conseil de discipline. Le drame survenu à Lyon ne doit pas faire oublier, estime la DGPN, que la police nationale est, à ce jour, « l'administration française la plus surveillée ». Dans la nuit de lundi à mardi, après la marche en mémoire de Fabrice, six voitures ont été incendiées, et trois personnes interpellées dans le quartier de la Duchère. Mais il n'y a pas eu d'affrontement entre les jeunes et les forces de police.

José Lenzini

Vincent Charbonnier

## Le militant islamiste

### Mohamed Kerouche en garde à vue

LE MILITANT islamiste français d'origine algérienne, Mohamed Kerouche, a été placé en garde à vue, vendredi 19 décembre, dans les locaux de la Direction de la surveillance du territoire (DST), sur commission rogatoire du juge d'instruction parisien Jean-Louis Bruguière. Il venait d'être expulsé le même jour de Grande-Bretagne où il était détenu depuis avril 1996 pour immigration illégale. Membre présumé du Groupe islamique armé (GIA), il est soupçonné d'être impliqué dans deux affaires de soutien logistique aux maquis algériens. Mohamed Kerouche, alias « Salim », est considéré comme l'un des organisateurs du réseau de soutien logistique au GIA animé en région parisienne par les frères Chalabi, et possédant des ramifications en Italie, Belgique et Grande-Bretagne. En juin 1995, il avait échappé de peu au démantèlement de ce réseau et s'était réfugié en Angleterre. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt dans le cadre de cette affaire mais a été placé en garde à vue dans le cadre du « dossier Mamouch », du nom d'un militant islamiste interpellé en janvier 1996 à Nice avec lequel il était en contact. Le juge Bruguière devrait le mettre en examen dans ces deux affaires.

## Augmentation du nombre

### de demandeurs d'asile en 1997

LA DEMANDE D'ASILE sur les onze premiers mois de 1997 « atteint d'ores et déjà un niveau supérieur à celle de 1996 », avec 18 723 premières demandes enregistrées de janvier à novembre 1997 contre 17 405 sur l'ensemble de l'année 1996, indiquent les données mensuelles de l'Ofpra (Office des réfugiés et apatrides) publiées lundi 23 décembre. L'Office estime que cette hausse « pourrait être l'une des conséquences du début actuel sur l'immigration et le droit d'asile, et des attentes qu'il suscite ».

Les dossiers en provenance du continent européen, notamment de sa partie orientale, représentent toujours la moitié des demandes (50 % en 1996, 51 % cette année). Les dossiers roumains restent prédominants. La demande asiatique représente 31 % des dossiers et reste stable. La demande africaine est plus faible (17 %), accusant même en novembre une baisse de 24 %. Parmi celles-ci, les demandes en provenance d'Algérie d'ont représenté que 102 dossiers.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE: le commissaire-priseur Guy Loundmer a été remis en liberté, lundi soir 22 décembre, par le juge d'instruction parisien Evelyne Picard. Il reste sous le coup d'une mise en examen pour « abus de confiance aggravé, recel et complicité » (*Le Monde* du 4 novembre), a dû s'acquitter d'une caution d'un million de francs, et n'a pas le droit de quitter la France. Six autres personnes sont mises en examen.

■ Le tribunal correctionnel de Versailles a condamné lundi 22 décembre à deux mois et trois mois de prison ferme, quatre personnes coupables d'avoir introduit du haschisch à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines), à l'occasion des visites au parloir.

■ Une pharmacienne de Paris a été condamnée vendredi 19 décembre par le tribunal correctionnel de Paris à 25 000 francs d'amende et à 5 000 francs de dommages-intérêts au conseil national de l'ordre des pharmaciens pour la délivrance de médicaments sans ordonnance et sans tenue d'ordonnance. Elle délivrait des médicaments contre la stérilité féminine sans ordonnance ou au vu d'ordonnances de médecins étrangers.

■ La cour d'appel de Colmar (Haut-Rhin) a confirmé, lundi 22 décembre, la peine de huit mois de prison, dont quatre fermes, prononcée, le 22 octobre, par le tribunal de grande instance de cette ville à l'encontre de trois supporters anglais du club de Liverpool. Accusés d'avoir frappé un jeune homme sans raison apparente, ils avaient été interpellés avant la rencontre de coupe UEFA de football entre Strasbourg et Liverpool.

■ MÉDECINE: un essai de traitement antisida, visant à vérifier si l'oo pouvait alléger la prise d'antiviraux sans entraîner de pertes d'efficacité après une trithérapie préalable, a été arrêté en raison de ses mauvais résultats, a annoncé lundi 22 décembre l'Agence nationale de Recherche sur le SIDA.

■ TRANSPORTS PUBLICS: les RMistes marseillais en contrat d'insertion bénéficieront de la gratuité des transports en commun en 1998, conformément à une convention signée lundi 22 décembre par le conseil général des Bouches-du-Rhône (CG 13), la mairie de la ville et la Régie des transports marseillais (RTM).

■ EMPLOI-JEUNES: l'Etat et La Poste ont signé lundi 22 décembre un accord-cadre destiné à « accompagner le recrutement par La Poste d'ici fin 1998 de 5 000 emplois-jeunes ».

## Le maire de Toulon souhaite réarmer sa police municipale

Réactions hostiles des syndicats de policiers

TOULON

Jean-Marie Le Chevallier, maire (FN) de Toulon, a déclaré, lundi 22 décembre, « qu'il souhaitait armer les 80 policiers municipaux » de sa ville « dans les meilleurs délais, dès l'obtention de l'autorisation préfectorale de renouvellement des détenteurs d'armes ». Dans la droite ligne de Jean-Marie Le Pen qui, le 19 décembre à Nice, s'était déclaré « tout à fait hostile ou désarmement des polices municipales », le maire varois emboîte le pas à ses trois autres confrères FN de Marignane, Orange et Vitrolles. Il estime que, « contrairement au projet nourri par M. Chevènement visant à désarmer toutes les polices municipales alors que l'insécurité augmente partout en France, il paraît nécessaire de les armer pour sécuriser les citoyens et les habitants gens tout en étant dissuasifs à l'égard des voyous. Il serait normal que seuls les hors-la-loi puissent être armés. Les bandits disposent non seulement de couteaux, de bâtons de base-ball et pierres, mais aussi de bazookas, pistolets-mitrailleurs et fusils-mitrailleurs, comme on l'a découvert dans certaines perquisitions ».

Le maire de Toulon précise qu'il dispose d'ores et déjà de 50 pistolets automatiques de type Manurhin, « bien entretenus et déposés dans un coffre de banque ». Ces armes de quatrième catégorie équipaient les policiers municipaux toulonnais jusqu'en 1986, date à laquelle le maire de l'époque, François Trucy, avait procédé à leur désarmement, quatre d'entre eux ayant commis une exaction nocturne à l'encontre de quelques sans-abri qu'ils avaient transportés dans un département voisin après les avoir déchaussés et leur avoir dérobé leurs papiers d'identité. « Nous avions en outre constaté des problèmes dans la gestion des armes, certains agents rentrant chez eux avec leur arme de service. J'ai préféré éviter toute bavure », explique aujourd'hui l'ancien maire et actuel sénateur Démocratie libérale (ex-PR).

Dès son élection à la mairie, en juin 1995, M. Le Chevallier avait

annoncé que, fidèle à son programme électoral, il porterait de 17 à 85 le nombre des policiers municipaux. « Pour l'heure, dit-il, nous en avons recruté 60, dont une partie est en cours de formation. » Même si ces agents commencent à entretenir d'harmonieuses relations avec les policiers d'Etat, la majorité de ces derniers restent très rétifs à l'armement sollicité.

« Nous disposons de personnels armés qui ne sont pas titulaires et cela nous préoccupe déjà suffisamment », explique un cadre de la police nationale, faisant référence à la cinquantaine de policiers auxiliaires et d'adjoints de sécurité intervenant « aux côtés et sous le contrôle des 1 100 policiers varois ». « Refusant la guerre des polices », le maire de Toulon évoque pour sa part une convention « établie et signée avec la police nationale en vue de répartir les tâches des uns et des autres et de pérenniser des relations harmonieuses ». Il ne s'agit en réalité que d'un projet qui est actuellement sur le bureau du préfet du Var, Hubert Fournier. Selon ce dernier, « le problème de la bonne définition des missions doit se faire dans le cadre du contrat local de sécurité, qui a justement pour objet de dresser un diagnostic avant de définir des priorités et d'affecter des moyens. Le débat à propos de ce contrat destiné aux zones les plus sensibles sera lancé au début de l'année prochaine ». Autant dire que le représentant de l'Etat ne paraît pas aussi pressé que le maire de Toulon, dont la décision sera assujettie à un possible changement de législation – un avant-projet de loi du ministère de l'Intérieur, en cours de discussion, prévoit de limiter l'armement des policiers municipaux.

UNE MILICE

Pour Patrick Paolinetti, secrétaire régional de la centrale unitaire de la police, « Le Chevallier veut prendre de vitesse cette future loi afin de jouer les victimes si on désarme ultérieurement ses policiers. En tout état de cause, il n'est pas question que ceux-ci se substituent progressivement à la police nationale ». Plus sévère encore,

Jean-Luc Bouteille, responsable varois du syndicat national des policiers « ou teoue, refuse la complémentarité des polices avancée par Jean-Marie Le Chevallier, qui, à ses yeux, « engage une nouvelle provocation face à une police nationale qui, dans le Var, est à la fois vieillissante et déficiente au plan des effectifs. Quelles que soient ses préoccupations, une police municipale gérée par une municipalité Front national ne peut être qu'une milice ».

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE  
NOCTURNE MARDI 23 JUSQU'À 22H.

RIVE GAUCHE  
LES CADEAUX  
ONT UN ÂME

LES  
BON  
MAR  
CHÉ

de la mémoire française



# A la cour d'assises de Paris, la réclusion criminelle à perpétuité est demandée... Carlos s'esclaffe

Les avocats des parties civiles ont mis à mal la défense de l'accusé

L'avocat général de la cour d'assises de Paris a demandé, lundi 22 décembre, la condamnation de Carlos à la réclusion criminelle à perpétuité

pour la fusillade de la rue Toullier, qui avait fait, en 1975, trois morts, dont deux inspecteurs de la DST. Si l'accusé a applaudi des deux

maines en entendant l'accusation, les avocats des parties civiles avaient auparavant enfoncé ses lignes de défense.

LORSQUE l'avocat général de la cour d'assises de Paris, Gino Necchi, demande la réclusion criminelle à perpétuité pour Illich Ramirez Sanchez, celui-ci sourit sous son masque de Carlos. « Ce ne sera pas une décision de guerre ni de vengeance, poursuit l'avocat général. Ce sera simplement l'application de la loi de la République, de la règle qui dit que nous sommes dans un état de droit, que force doit rester à la loi. » Carlos se lève, applaudit des deux mains, brandit furtivement un poing. Quelques minutes auparavant, il avait ri à l'évocation de la fusillade de la rue Toullier (trois morts et un blessé) pour laquelle il est jugé. On qualifie celle-ci de véritable tuerie, d'un piège criminel dans un minuscule appartement. Carlos s'esclaffe. Il chuchote quelques mots à son avocat, M<sup>re</sup> Coutant-Peyre, qui partage à son tour son hilarité.

Le représentant du ministère public tente d'anticiper : « Il y a toujours une différence entre le vin et le talent », lance-t-il aux deux goguenards. Il sait qu'une partie de la défense de Carlos s'emploiera à distiller des accusations hasardeuses. « Je ne tolérerai pas qu'on dise n'importe quoi ou alors dites-le, mais avec des preuves », avertit le magistrat. Carlos et son avocat font « ouï » de la tête. Leur sourire semble moins assuré.

Pendant quatre heures, les avocats des parties civiles, M<sup>re</sup> Francis Szpiner et Jean-Paul Lévy, et l'avocat général se sont employés à confondre Carlos. Celui-ci, attentif et nerveux, n'a cessé de sursauter, de prendre des notes, d'interrompre ses avocats. Et puis il a donné cette



image : celle d'un homme qui ne se supporte plus. Par deux fois, il s'épongea minutieusement le front. La nuque, s'essuya les mains à l'aide d'une serviette parfumée, agacé. Carlos n'a ri qu'au fin de journée, quand l'exercice d'accusation allait se terminer.

C'est que pour l'avocat général Gino Necchi, pour M<sup>re</sup> Szpiner et Lévy, il ne subsiste aucun doute sur l'identité de l'homme qui a tiré sur les trois policiers de la DST et sur son ancien compagnon de route du FLTP Michel Moukharbal, le 27 juin 1975, rue Toullier à Paris. Les étudiants vénézuéliens avec qui Carlos buvait du whisky ce soir-là ont été les premiers à raconter comment leur ami a sorti son arme pour faire feu. Survivant à ses blessures, le commissaire Herranz a confirmé la version des témoins. Une empreinte digitale, retrouvée sur la bouteille de whisky, s'est révélée en quatorze points

identique à celle de Carlos. Et puis Carlos s'est épanché. Le soir même et les jours qui suivirent, il raconte à des proches ce qui s'est passé. Il écrit une lettre à une amie, expliquant qu'il a envoyé « Chiquitin », surnom de Moukharbal, « dans un monde meilleur à cause de sa trahison ». Le graphologue authentifie l'écriture. A six interlocuteurs différents, comptabilise M<sup>re</sup> Szpiner, Carlos dit que « la rue Toullier, c'est lui ».

LA LÉGENDE, « PARLONS-EN »  
Il peut lui arriver de s'en vanter lors de sa prise d'otages des ministres du pétrole de l'OPEP en décembre 1975 à Vienne. Ou de livrer force détails dans les colonnes du journal *Al Watan*, en 1979, sa seule interview, démentie par l'intéressé seulement quinze ans plus tard, une fois arrêté parce que « ces confessions allaient l'impliciter dans des affaires judiciaires ». Pourtant,

selon M<sup>re</sup> Szpiner, « la photographie publiée avec l'article et surtout quelques phrases écrites de sa main » l'authentifient.

« Il sait que nous savons et il joue cette espèce de jeu : j'assume, je n'assume pas. Une chose le gêne, c'est d'avoir tiré sur des hommes désarmés, c'est lâche et ça nuit à la légende », croit deviner l'avocat. La légende, « parlons-en », disent les accusateurs. Carlos, révolutionnaire de pacotille. « Ami du banquier suisse François Genoud, ex-culteur testamentaire de Goebbels et financier de la défense de Klaus Barbie et des nazis suisses ; Genoud qui vous rend visite à la Santé et dira son admiration pour vous, voilà votre idéal », pointe M<sup>re</sup> Lévy. Carlos qui, lors de ce premier procès, « à coups de vantardise, de menaces, de ricanelements et de comédie ou voulu transformer ce tribunal en théâtre grotesque », stigmatise l'avocat. « Vous vous défendez comme un voleur de paules, enchaîne M<sup>re</sup> Szpiner, pas comme un révolutionnaire. Pendant des années, un mythe s'est développé, le mérite de ces débats est de montrer ce que vous êtes ».

L'avocat général pointera les mêmes incohérences dans la stratégie de défense de l'accusé. « Dire : j'assume ma responsabilité, je revendique tout, mais en allant jusqu'à la limite qui permet d'échapper au droit pénal, ce n'est pas de la responsabilité », rappelle-t-il. Puis s'adressant aux jurés : « On ne peut pas se dire militant, avec sa cause, utiliser la violence comme moyen et puis, ensuite, ici, refuser un débat. L'accusé n'assume pas les responsabilités qui devraient être les siennes. » Sur le front d'Illich Ramirez Sanchez, quelques perles de sueur ont encore coulé. Carlos rit plus tard.

Dominique Le Guilledoux

# Jean-François Hénin a été mis en examen

L'ancien directeur général d'Altus Finance est accusé de « complicité de banqueroute par moyen ruineux »

L'ANCIEN directeur général d'Altus Finance, qui fut une des filiales-pbares du Crédit lyonnais, Jean-François Hénin, a été mis en examen pour « complicité de banqueroute par moyen ruineux » par le juge d'instruction toulousain, Laurent Nion, dans l'affaire du rachat, en 1992, par la société Marland, du numéro un de la distribution de gros dans la région du Sud-Ouest, le groupe Escoulan. La mesure lui a été notifiée par lettre au début de la semaine du 15 décembre.

Cette mise en examen intervient dans le cadre de l'information judiciaire ouverte pour « banqueroute par augmentation frauduleuse du capital, faux et usage et abus de biens sociaux », à la suite du dépôt de bilan de Disco, ancienne filiale du Printemps, rachetée par le groupe Marland grâce à des fonds fournis par Altus. Dans ce dossier, le président du groupe Marland, François Marland, et son directeur général, Patrick Lecerf, ont déjà été mis en examen.

A la fin des années 90, Jean-François Hénin a eu effet accepté de soutenir financièrement M. Marland pour constituer une structure nationale dans le commerce de gros. C'est ainsi qu'il rachèteot successivement les activités de Ralhye, puis celles de Disco, qui sert de base pour prendre le contrôle du numéro un de ce secteur dans la région toulousaine, Escoulan. En mars 1992, le tribunal de commerce le préfère au groupe Promodès pour reprendre Escoulan, qui a déposé son bilan, dans le cadre d'un plan de continuation dont l'appareot solidité tient beaucoup à la présence d'Altus Finance. L'ancienne filiale du Crédit lyonnais offre sa garantie sous la forme d'une caution au plafond illimité. Dès le mois de décembre 1992, François Marland doit reconnaître

l'échec de l'entreprise, qui accuse, selon les éléments recueillis par le juge Nion, un trou de 250 millions de francs. Dès lors intervient le plan de cession. Les banques, Altus mais également la BNP, voient disparaître leurs mises de fonds initiales, près de 1 milliard de francs de passif.

Altus, qui a investi plusieurs centaines de millions de francs, choisit alors de oégocier généreusement les conditions de sortie de son ancien protégé. Jean-François Hénin tente de limiter les pertes en confiant le navire en perdition à quatre hommes de confiance, dont le rôle est également examiné par le tribunal de grande instance de Paris.

## ACTIFS DOUTEUX

Le juge d'instruction parisien Jean-Pierre Zanoto est saisi, en parallèle, des mêmes faits que son collègue à Toulouse. Le 17 mars 1995, une information judiciaire a été ouverte sur la base d'une révélation du procureur général près la Cour des comptes sur les opérations de rachat menées par Altus. Quatre dépôts de plainte, dont deux du Crédit lyonnais et deux du Consortium de réalisation (CDR) chargé de liquider les actifs douteux de la banque, ont donné lieu à plusieurs extensions des investigations de la justice à Paris.

Jean-François Hénin était le seul des dirigeants des filiales du Crédit lyonnais - CLBN, SDBO et IBSA - à ne pas avoir été mis en cause par la justice. Celui que l'on a surnommé un temps « le Mozart de la finance » s'était tout d'abord fait remarquer lors de son passage au sein du groupe Thomson. En 1983, Alain Gomez, alors patron de cette entreprise, lui avait confié un investissement de 100 millions de francs à gérer. Après avoir fait fructifier cette somme sur les marchés financiers, il portait ce fonds, en 1989, à près de 10 milliards de francs. Lorsque sa société, Thomson-CSF Finance, rebaptisée Altus, sera cédée au Crédit lyonnais, en 1989, cet argent constituera, en partie, le capital initial.

Mais le 26 juin 1995, la Cour des comptes dresse un rapport particulièrement critique sur la gestion entre 1989 et 1993 d'Altus, dont les pertes sont estimées à plusieurs milliards de francs. Aujourd'hui à la tête du holding financier Electricité et eaux de Madagascar (EEM), Jean-François Hénin est toujours l'objet d'appréciations très divergentes. Ses détracteurs, dont le député (UDF) de la Mayenne François d'Aubert, ancien rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur le Crédit lyonnais, estiment qu'il est pleinement responsable.

Ses défenseurs affirment que les investissements réalisés par Altus dans des secteurs aussi variés que les golfs, les avions, les bateaux de plaisance ou la distribution n'ont pu exister qu'à la suite de demandes politiques. Jean-François Hénin, dont l'intégrité personnelle n'est pas mise en cause par la justice, se serait perdu dans un domaine qui n'était pas le sien. « M. Hénin avait été entendu comme témoin par la police il y a un mois, souligne son avocat, Patrick Malsonneuve. Le juge n'avait pas jugé bon de l'interroger. Nous sommes très surpris par cette mise en examen. »

Jacques Follorou

# Un homme est écroué dans le cadre de l'enquête sur la disparition d'Yveline Bensoussan

AJACCIO de notre correspondant  
« Si vous avez une âme, dites-nous qu'elle est encore vivante. » Au moment où Jacqueline Buvat, la mère d'Yveline Bensoussan, lançait, samedi 20 décembre, cet appel aux ravisseurs de sa fille, enlevée à son domicile depuis douze jours, un homme était interpellé à Ajaccio. Agé d'une trentaine d'années, il a été mis en examen, lundi, pour « complicité d'enlèvement et de séquestration », et écroué. Les enquêteurs du patron de la police judiciaire corse, Dimitrios Dragacci, se font prudents. « Il s'agit d'un témoin important sur une piste qu'il nous faut encore remonter avec minutie avant de la qualifier de sérieuse. »

Lundi 8 décembre, dans la soirée, Paul et Yveline Bensoussan sont installés dans leur confortable villa construite dans la zone résidentielle du Salario. Le couple est installé à Ajaccio depuis juillet et a ouvert une boutique de vêtements grâce aux bénéfices de l'entrepôt de vêtements qu'il exploitait en région parisienne. La porte n'est pas fermée à clé. Deux ou trois hommes cagoulés et armés font irruption. Sans un mot, les assaillants emmènent de force Yveline Bensoussan et abandonnent son mari sur place.

Quelques instants plus tard, celui-ci trouve une lettre des ravisseurs lui enjoignant de ne pas prévenir la police. Vers 1 heure, des correspondants anonymes, dont la voix est transformée par un appareil électronique, lui téléphonent et réclament un rançon de 600 000 francs. Un prochain rendez-vous téléphonique est fixé au mercredi suivant. Les ravisseurs se reprendront plus contact.

Le commissaire Dragacci, agissant sur commission rogatoire du juge Jean Gari, décide d'explorer les multiples pistes possibles, dans l'attente d'un éventuel signe des auteurs du rapt. Des dizaines d'en-

quêtes de terrain sont lancées tant en Corse que sur le continent, où le couple Bensoussan avait déjà été victime de plusieurs vols à main armée. Toutes les personnes fichées localement pour des affaires de racket, de braquage ou réputées proches du gangstérisme insulaire sont auditionnées. Plusieurs individus sont même interpellés et mis en examen, pour des affaires incidentes d'abords de la villa. La voiture dématriculée de l'enlèvement est recherchée dans l'attente de caractéristiques de ce véhicule.

Interrogé, l'homme, originaire d'Ajaccio et connu des services de police, donne plusieurs versions de ses emplois du temps et finit par avouer avoir fait une fausse déclaration de vol. Avant d'être mis en examen pour « complicité d'enlèvement et de séquestration », il explique avoir prêté sa voiture pendant plusieurs jours à l'un de ses amis, ancien codétenu pour affaire de vol à main armée, menaces et trafics divers. Ce complice est recherché. Son audition permettra aux enquêteurs de remonter une piste qui, pour l'heure, s'avère la seule réellement solide.

Michel Codaccioni

## CORRESPONDANCE

## Une lettre de Guy Forzy

A la suite de notre article sur la démission de Guy Forzy, délégué aux rapatriés, dont la gestion a été critiquée dans un rapport de la Cour des comptes (Le Monde du 27 septembre), nous avons reçu de M. Forzy les précisions suivantes :

Je proteste contre les articles et également contre la caricature qui figure au milieu de l'article, et qui rappelle tristement les mots « la valise ou le cercueil », mots qui sont encore présents à l'esprit de toute la communauté des rapatriés de toutes confessions. Je rappelle qu'un référendum de la Cour des comptes n'est pas un acte juridique et ne présente en rien le caractère de décision administrative exécutoire, ou faisant grief.

J'ai répondu aux reproches formulés et constate que ma réponse à la Cour des comptes n'a pas été publiée.

1) L'article s'interroge sur le nombre d'agents, qui étaient trois en 1981. Or, à partir de 1981, avec le gouvernement Mauroy, l'effectif des différents services rattachés au secrétariat d'Etat aux rapatriés était d'environ cent vingt-sept. Le cabinet du secrétaire d'Etat comprenait à l'époque neuf personnes. Aujourd'hui les effectifs sont de cinquante-neuf agents plus sept pour la délégation à Paris.

2) L'article s'interroge ensuite sur le montant total des secours, qui a été multiplié par seize entre 1994 et 1995, pour passer de 5 à 80 millions de francs. Par décret n° 94-245 du 28 mars 1994, le gouvernement Balladur créait les « commissions départementales d'aide aux rapatriés réintégré » (Codair). Seule cette nouvelle mesure explique l'évolution du montant des secours exceptionnels transmis dans ma réponse. L'article évoque des irrégularités concernant une vingtaine de cas qui ne relevaient pas des procédures d'aide au désendettement.

Ma réponse à la Cour des comptes précisait que la procédure de secours a été étendue, en concertation avec les ministères de l'économie et des fi-

nances, de l'intérieur et, bien entendu, avec le premier ministre, pour : - d'une part, désendetter les « pupilles de la Nation » dont les parents avaient été tués ou massacrés en Algérie et qui n'avaient - et pour cause - pu reprendre l'exploitation des parents.

- d'autre part, indemniser les rapatriés réinstallés en Corse victimes d'attentats terroristes les contraignant à un nouvel abandon de leur patrie.

3) L'article prétend que le Gers a été mieux traité que les autres départements parce que « j'y ai une exploitation agricole », ce qui, conformément à la législation, ne l'exploite plus depuis dix ans.

Concernant le prétendu traitement privilégié de ce département, ma réponse transmise le 25 septembre à la Cour des comptes montre que, devant des Gers, on trouve : les Pyrénées-Orientales, la Dordogne, la Vienne, la Corse-du-Sud, la Haute-Vienne, le Gard, les Bouches-du-Rhône, etc.

En conclusion le Gers a réglé la totalité des dossiers avant la date du 31 décembre 1995. Il se trouve dans une moyenne inférieure ou égale à la moyenne nationale des quarante-huit départements.

Je précise que je n'ai aucun rôle dans le fonctionnement de ces commissions départementales. Elles sont dirigées par le préfet du département, qui a voix prépondérante, et composées du président du tribunal de grande instance, du trésorier-payeur général et du représentant des rapatriés nommés par mon prédécesseur, le ministre Roger Romani.

4) L'article souligne une baisse substantielle des subventions au détriment des associations de Français musulmans.

Pourquoi l'article ne précise-t-il pas que les subventions versées aux associations de Français musulmans rapatriés sont de :

- 1995 : 4,2 millions de francs  
- 1996 : 3,9 millions de francs alors que les associations de Français musulmans rapatriés ne perçoivent

que 2 millions par année citée. Et tout état de cause, les subventions pour les Français musulmans sont plus élevées qu'elles ne l'étaient du temps de mes prédécesseurs.

5) Le Mémorial de la France d'outre-mer (Mérom) : le projet situé à Marseille, engagé depuis 1983, faisait l'objet de toutes sortes d'obstacles. J'ai fait transférer à l'Etat l'exécution des marchés coulés par la Ville de Marseille. J'ai veillé à ce que soit maintenu le budget et confié au cabinet Jérôme Dourdain Consultant une nouvelle étude sous le contrôle de la mission interministérielle aux grands travaux. C'est cette étude qui a fait seule l'objet d'un mandatement de 100 000 francs. Tous les autres mandats ont été réalisés par mes prédécesseurs.

Si le mémorial n'est pas encore réalisé, je le regrette. Mais je ne pouvais engager un ouvrage aussi important sans les garanties que pouvaient fournir les services de l'Etat. Ainsi, de juin 1995 à juin 1997, j'ai strictement appliqué la politique définie par la lettre de mission de mon ministre de tutelle, Roger Romani. Le fait que le nouveau ministre de tutelle, interrogé par la Cour des comptes, n'ait fourni aucun élément mettant en cause ma gestion, prouve que celle-ci n'a pas à être attaquée.

## APPEL D'OFFRES DE REPRISE

Société de distribution de meubles spécialisés  
Siège social : PARIS 14<sup>e</sup>  
1 magasin à PARIS - 33 magasins en Province  
6 magasins en Europe  
Effectif : Paris 15 - Province 17  
Chiffre d'affaires 31/12/96 : 67 564 386  
Redressement Judiciaire : 26/08/1997

Denis FACQUES  
Administrateur judiciaire  
22, avenue Victoria, 75001 PARIS  
Tél. : 01-42-36-74-48 - Fax : 01-42-21-05-63

L'Administrateur judiciaire invite tout candidat intéressé par la reprise de cette entreprise à lui adresser une offre de reprise, conformément aux dispositions de l'article 83 de la loi du 25 janvier 1985, au plus tard le VENDREDI 30 JANVIER 1998, à 15 HEURES, en son étude.



# François Hénin mis en examen

Le directeur général d'Altus Finance est accusé de « complicité dans la route par moyen ruineux »

Le directeur général d'Altus Finance, François Hénin, a été mis en examen par le parquet de Paris pour complicité dans la route par moyen ruineux. L'accusation porte sur des opérations de placement effectuées par Altus Finance, une société spécialisée dans la gestion d'actifs, qui a été mise en examen pour avoir facilité la circulation de fonds provenant de sources douteuses.

Altus Finance, dirigée par François Hénin, a été mise en examen pour complicité dans la route par moyen ruineux. L'accusation porte sur des opérations de placement effectuées par Altus Finance, une société spécialisée dans la gestion d'actifs, qui a été mise en examen pour avoir facilité la circulation de fonds provenant de sources douteuses.

Altus Finance, dirigée par François Hénin, a été mise en examen pour complicité dans la route par moyen ruineux. L'accusation porte sur des opérations de placement effectuées par Altus Finance, une société spécialisée dans la gestion d'actifs, qui a été mise en examen pour avoir facilité la circulation de fonds provenant de sources douteuses.

Altus Finance, dirigée par François Hénin, a été mise en examen pour complicité dans la route par moyen ruineux. L'accusation porte sur des opérations de placement effectuées par Altus Finance, une société spécialisée dans la gestion d'actifs, qui a été mise en examen pour avoir facilité la circulation de fonds provenant de sources douteuses.

Altus Finance, dirigée par François Hénin, a été mise en examen pour complicité dans la route par moyen ruineux. L'accusation porte sur des opérations de placement effectuées par Altus Finance, une société spécialisée dans la gestion d'actifs, qui a été mise en examen pour avoir facilité la circulation de fonds provenant de sources douteuses.

## DISPARITIONS

### Juzo Itami

Un cinéaste, mais aussi un essayiste, japonais et polémiste

ACTEUR devenu cinéaste à succès, Juzo Itami s'est suicidé samedi 20 décembre en sautant du toit de l'immeuble où sont situés les bureaux de sa société de production à Tokyo. Il était âgé de soixante-quatre ans.

Le suicide du cinéaste est apparemment lié à un reportage du magazine à scandales Flash qui, lundi 22, a révélé les détails d'une supposée liaison entre le réalisateur et une jeune femme de vingt-six ans. Juzo Itami a laissé plusieurs notes, dont une disant : « Ma mort prouve mon innocence ».

Né en 1933, Juzo Itami était le fils d'un célèbre réalisateur d'avant-guerre, Mansaku Itami (1900-1946). Il avait débuté comme comédien dans les années 60,

passant notamment dans Les 55 jours de Pékin de Nicholas Ray (1963), Lord Jim de Richard Brooks (1964), Traité des châteaux japonais de Nagisa Oshima (1967) ou Je suis un chat de Kon Ichikawa (1975). Il ne réalise son premier film qu'à cinquante ans : Funérailles (1984) moquant l'apréçu au gain d'un prêtre bouddhiste et l'hypocrisie des membres de la famille lors d'une cérémonie mortuaire. Son deuxième film, Tampopo, du nom de la tenancière maladroite d'un restaurant de ramen, les nouvelles japonaises (Itami en parlait comme d'un « western nouilles »), fit sa renommée à l'étranger. Il allait devenir un des seuls cinéastes nippons à avoir su allier indépendance et succès commercial à un moment où la plupart de ses collègues, quand ils tournaient encore, devaient se cantonner à des budgets minuscules et des sorties moniales.

Les huit films qu'il a réalisés depuis sont, pour la plupart, des comédies satiriques qui stigmatisent les travers de la société japonaise, notamment lors de la période de spéculation financière et fondrière de la fin des années 80.

Ainsi, notamment, de L'inspectrice des impôts (1987 et 1988), mettant en scène une femme débordante d'énergie et de bonne volonté, déterminée à se battre contre la mesquinerie. Les films de Juzo Itami étaient également essayistes et polémistes : ont eu le mérite de lever le voile sur des sujets polémiques aux yeux de beaucoup d'écrits de la cinématographie, mais surtout leurs écrits ont leurs producteurs, n'ont pas touché par crainte des représailles ou des plaintes de tel ou tel groupe de pression. Son dernier film, Une femme sous protection, sorti au Japon cet automne, raconte les tribulations d'une femme protégée par la police après avoir été le témoin d'un meurtre commis par le membre d'une secte religieuse.

Le film s'inspirait des événements liés à la secte Aum Shinrikyo, mais aussi de l'expérience personnelle d'Itami, placé sous protection policière en 1992 après avoir échappé à la mort lors d'une bande de cinq yakuzas (mafieux) l'attaquent au couteau devant chez lui. Le réalisateur s'en tira avec plusieurs semaines

d'hospitalisation et des blessures au cou et sur le visage. Les yakuzas, arrêtés depuis, s'étaient sentis offensés par l'image que donnait d'eux le film d'Itami L'Avocat (1991). Sa sortie dans les cinémas avait donné lieu à d'autres incidents, un autre gangster ayant lancé l'écran d'une salle qui le projetait. En 1995, Itami avait adapté à l'écran Une existence tranquille, le roman de Kenzaburo Oe, le prix Nobel de littérature - qui se trouvait également être son beau-frère. Le film, qui aborde un sujet plus grave, n'est pas le succès escompté, et Itami renoua l'année suivante avec une comédie sur le système de distribution japonais, La Femme du supermarché.

« Nous devrions toujours nous rendre compte dans quelle sorte de cages nous vivons. Je continuerai à faire dans l'avenir ce que j'ai toujours fait, décrire les cages dans lesquelles vivent les Japonais », avait-il déclaré alors. Juzo Itami nourrissait le projet de s'attaquer aux mass media nippons, qui semblaient avoir indirectement provoqué sa mort.

Brice Pedroletti

### Le Père Michel Quoist

Des « Prières » qui ont fait le tour du monde

MICHEL QUOIST est décédé, jeudi 18 décembre, au Havre (Seine-Maritime), à l'âge de soixante-seize ans, des suites d'un cancer. Ses obsèques ont été célébrées, mardi 23, à l'église Saint-Michel du Havre, où il était né en 1921.

Ce prêtre a inspiré des générations de jeunes qui ont médité et prié sur ses livres, traduits en de nombreuses langues (russe, arabe ou coréen) et publiés à un total de sept millions d'exemplaires. Son premier livre, Prières (1954), est resté depuis quarante ans aux éditions de l'Atelier (ex-Éditions ouvrières). Composées de mots simples et clairs, les Prières de Michel Quoist ont ouvert les yeux de jeunes croyants - bien avant le concile Vatican II - aux réalités et aux souffrances du monde.

Depuis, sans complexe par rapport aux intellectuels et théologiens qui le trouvaient trop mièvre, cet homme, qui se défendait d'être écrivain, n'avait cessé d'écrire, notamment pour un public adolescent qu'il affectionnait : Aimer ou le Journal de Dany (1956) ; Donner ou le Journal d'Anne-Marie (1962) ; Parole d'amour (1965) ; A cœur ouvert (1981) ; Dieu n'a que des désirs

(1994), etc. Michel Quoist est appreni ouvrier à Rouen dès l'âge de quatorze ans, avant d'entrer au séminaire des vocations tardives et d'être ordonné prêtre à vingt-six ans. Passionné par la sociologie urbaine, il soutient une thèse de doctorat à la Sorbonne sur « La ville et l'homme ». Il fréquente aussi l'abbé Pierre dès le fameux hiver 1954, puis milite dans l'Action catholique comme aumônier de jeunes en milieu ouvrier (JOC) et lycéen (JEC). Secrétaire général du Comité épiscopal français pour l'Amérique latine (Cefal), Michel Quoist a une autre passion pour le sous-continent. Il sentait (y compris financièrement, par ses droits d'auteur) des prêtres français impliqués dans les luttes sociales des communautés ecclésiales de base.

Au soir de sa vie, Michel Quoist se fait de plus en plus discret, mais il avait gardé de ses engagements de jeune prêtre un souci de la formation affective et spirituelle de l'adolescence et une révolte intérieure contre les conformismes et les peurs de son Eglise.

Henri Tincq

■ DAVID SCHRAMM, astrophysicien (université de Chicago), âgé de cinquante-deux ans, s'est tué, vendredi 19 décembre, aux commandes de son bimoteur dans la région de Denver (Colorado). Spécialiste de la théorie du Big Bang qui est à l'origine de la naissance de l'univers et de la physique des particules, David Schramm a, par une série d'expériences menées à Stanford (Californie) et au Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN) de Genève, contribué à montrer en 1989 que le nombre de familles des particules élémentaires qui constituent la matière ne pouvait être supérieur à trois. Ces travaux s'appuyaient sur d'autres menés dans le domaine de la cosmologie. En effet, avec James Peebles, il a établi que la densité de la matière visible dans l'univers est compatible avec la théorie du Big Bang.

ran, il a tout particulièrement étudié la formation des éléments légers (hydrogène, deutérium, hélium et lithium) pendant les premiers instants de la naissance de l'univers et celle des éléments lourds au cœur des étoiles. Réconciliant cosmologie et physique des particules, il a su défricher des contraires, dans une approche synthétique dans l'univers impose qu'il n'y ait que trois catégories de neutrinos. David Schramm était aussi le coauteur d'un article publié en décembre 1995 par la revue scientifique Science sur trois événements majeurs concernant des gerbes de rayons cosmiques d'une énergie inimaginable et dont l'origine était fort différente de celle des rayons qu'il par milliards, s'appellent la Terre chaque jour.

■ ROBERT ARDOUVIN, fondateur et secrétaire général de l'association Les Amis des enfants de Paris, est mort vendredi 19 décembre à Valenciennes (Drôme). Il était âgé de soixante-neuf ans. En 1946, avec une équipe d'éducateurs et d'amis, Robert Ardoavin avait ouvert, à Montreuil-sur-Seine, dans une ancienne surberie de jeunesse, une maison d'accueil pour les enfants en grande difficulté familiale. Deux ans plus tard, aidé par les villageois de Verchevry-le-Haut, il y installait les enfants venant de Paris, et entreprenait la construction d'un ensemble de maisons où quatre-vingts à cent enfants, placés par les services sociaux, retrouvaient un cadre et un rythme de vie familiaux. De 1969 jusqu'à l'année dernière, Robert Ardoavin a dirigé la formation d'éducateurs dans une école agréée construite dans le village. Attentif aux conséquences des bouleversements engendrés par le chômage, il avait engagé de nouvelles actions, organisant des chantiers pour adolescents, des séjours de vacances pour des mères et des enfants démunis, et installant un internat de rattrapage scolaire pour les enfants issus de quartiers défavorisés.

■ WILFRID MOSER, peintre et sculpteur suisse, est mort vendredi 19 décembre à Zurich à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Né dans cette ville en 1914, c'est cependant à Paris après la seconde guerre mondiale que Wilfrid Moser accompli l'essentiel de son œuvre. De 1935 à 1939, il voyagea en Espagne, en Italie, au Maroc, et travailla à Paris dans les académies que dirigeaient Fernand Léger et André Lhote. Après des débuts figuratifs marqués par l'influence des avant-gardes françaises et allemandes, il se rallia à l'abstraction gestuelle dans les années 50, apparaissant alors comme l'un des représentants du « tachisme ». Il expose au Salon des réalités nouvelles, au Salon de mai et dans des expositions collectives, telles celle qui, à la Kunststube de Berne, l'associe à Tàpies, Alchinsky et Messagier. Dans les années 60, s'éloigne du tachisme pour expérimenter une peinture « sauvage » faite de couleurs vives, intégrées collages et matériaux trouvés, pratiquant aussi les reliefs de bois polychromes et la sculpture.

■ JERRY DIAMONDS, ancien directeur de l'Association des joueuses de tennis professionnelles (WTA), est mort dimanche 21 décembre, à San Francisco, d'un cancer du colon. Entré à la WTA en 1974, Jerry Diamonds en était devenu le directeur en 1974. Il a ainsi accompagné le passage du tennis féminin de l'amateurisme au professionnalisme, déclinant, grâce à l'apport de nombreux sponsors, les prix distribués au tournoi de 1974 à 1981. Sous son impulsion, en 1983, un cigarettier américain était devenu le premier partenaire du circuit, entraînant encore le montant des prix (38 millions de dollars en 1985). Jerry Diamonds avait quitté la WTA en 1985, et poursuivait des activités dans la publicité et les relations publiques.

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

Christine et Vincent LAHUEC ont la joie d'annoncer la naissance de :

Tiphaine, Apolline,

le 19 décembre 1997.

53, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

### Décès

Les membres du conseil d'administration de l'association Les Amis des enfants de Paris, ont la tristesse de faire part du décès du fondateur et secrétaire général de leur association.

Robert ARDOUVIN,

survécu à Valenciennes, le 19 décembre 1997.

Il s'adressent à :

M<sup>me</sup> Odette Ardoavin, son épouse,

A ses enfants et petits-enfants,

Et à tous les enfants de la collectivité pédagogique de Verchevry, leurs sincères condoléances, et les assurances de leur fraternelle amitié.

Les obsèques ont lieu au cimetière de Verchevry (Drôme), mardi 23 décembre, à 15 heures.

(Lire ci-dessus.)

### Anniversaires de décès

— Sylvie, sa femme, Marion, sa fille, Sa famille, ses amis, ont la grande douleur d'annoncer le décès, dans sa soixante-quatrième année, de

Alain CHAUVET,

géographe,

professeur honoraire de l'université de Nantes,

le 1<sup>er</sup> décembre 1997.

La Jonellière, 44190 Boussay.

### Anniversaires de décès

— Pierre, Anne et Catherine de Chevilly, Robert Scholtes, Et sa famille, ont la douleur de faire part de la mort, survenue le 18 décembre 1997, de

Clair de CHEVILLY,

à l'âge de soixante-seize ans.

### Anniversaires de décès

— Le docteur François-Cyril Degand, M<sup>me</sup> Gilberte Eschbold, M<sup>me</sup> Claude Cofanço, Ses amis et ses élèves, ont la douleur de faire part du décès du

docteur

Colette DEGAND,

sœur ETIENNE,

survenue le 18 décembre 1997.

Des dons peuvent être adressés à l'association française Village d'enfants, 6, cité Monthlons, 75009 Paris.

221, rue La Fayette, 75010 Paris.

### Anniversaires de décès

— M<sup>me</sup> Michel ESTOCQ-Lion, Ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès brutal de

M. Michel ESTOCQ,

survenue le 16 décembre 1997.

L'inhumation a eu lieu en la basilique Notre-Dame de Liesse (Aisne), à 14 h 30, le samedi 20 décembre.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

02820 Anbigny-en-Lassaux.

### Anniversaires de décès

— Robert Hara, Raymond et Françoise Hara, Michel Hara, ses enfants, Fabienne, Aline, Raphaël et Nathan, ses petits-enfants, Ses sœurs, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne HARA,

survenue le 15 décembre 1997.

Elle rejoint son époux,

Joseph,

disparu le 4 décembre 1995.

L'inhumation a eu lieu au cimetière d'Engligny-les-Bains.

### Anniversaires de décès

— M<sup>me</sup> Jeanine Vernet, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Olivier VERNET,

survenue le 17 décembre 1997.

Chapou, 46130 Tarnac.

### Anniversaires de décès

— Le 24 décembre 1986 disparaissait

Tobias GOTTESFELD,

Son épouse, ses enfants et ses petits-enfants rappellent son souvenir.

### Anniversaires de décès

— Le 22 décembre 1990, Dieu a rappelé à lui

la comtesse Guillaume de SENNEVILLE-GRAVE, née Cécile-Raymond CARALLI.

Priez pour elle.

### Anniversaires de décès

— Eva Moser-Pulg, son épouse, Gabriel et Dirc Moser-Thalbach, Georges, Gaspard, Grégoire et Eugénia, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Wilfrid MOSER,

artiste-peintre, officier des Arts et Lettres,

survenue le 19 décembre 1997, à Zurich.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Un hommage lui sera rendu le 11 janvier 1998, au Kunstmuseum de Zurich.

19, avenue de Tourville, 75007 Paris.

2, rue Casimir-Delavigne, 75006 Paris.

(Lire ci-dessus.)

### Anniversaires de décès

— La famille, Et les amis de

M<sup>me</sup> Odette RATAUD-GAUDRAY, dite GAREDO, artiste-peintre, restée au Tibet,

ont la douleur de faire part de son décès, survenue dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Chargé (Indre-et-Loire), le vendredi 26 décembre 1997, à 14 h 15.

Fleurs naturelles, pas de couronnes.

### Anniversaires de décès

— Il y a sept ans.

Pierre FERRON, ancien combattant d'Indochine, engagé volontaire de la Résistance, croix de guerre 1939-1945,

a quitté les siens.

Une pensée toute particulière est destinée à tous ceux qui l'ont aimé et estimé.

— En ce septième anniversaire du décès de

Bob WESTHOFF,

une affectueuse pensée est destinée à tous ceux qui l'ont connu et aimé, en union avec les masses qui seront dites à son intention.

### Anniversaires de décès

Pierre de LESTAPIS est toujours présent.

« Douce nuit d'hiver, et tout le reste, c'est l'éternité » (Jacques Roux)

### Anniversaires de décès

— Hommage à l'œuvre.

Clémence RAMNOUX, « La réserve du sens », sous la responsabilité de Michèle Sinapi, avec A. Charles-Saget, M. Deguy, L. Brisson, J.-P. Versant, A. Soulez, M. Caveing, J. Frère et P. Récureur.

17 janvier, 9 heures-19 heures, amphithéâtre, cours des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

### Anniversaires de décès

— Laurent Guilhéry a soutenu le 19 décembre 1997, à l'université Lumière Lyon-II, sa thèse de doctorat de sciences économiques sur le sujet « Fédéralisme fiscal et redistribution : fondements et enseignements du fédéralisme allemand ».

Le jury a décerné à Laurent Guilhéry la mention « très honorable » avec ses félicitations à l'unanimité.

### Anniversaires de décès

M. Nadir HACENE a soutenu le 18 décembre 1997, à l'université Paris-XII - Val-de-Marne (faculté de droit et sciences politiques de Paris - Saint-Maur), une thèse de doctorat intitulée :

« Les échanges euro-magrébins et les perspectives de la conférence de Barcelone » (aspects juridiques), devant un jury composé de M. le professeur Théodore Flory, de l'université Paris-XII, directeur de recherches, chaire Jean-Monnet ; de M<sup>me</sup> le professeur Jacqueline Morand-Devillier, de l'université Paris-I - Panthéon-Sorbonne, et de M. le professeur Jean-François Prevost, de l'université Paris-V - René-Descartes, et a été déclaré digne du grade de docteur en droit public, mention droit communautaire et international de l'université Paris-XII - Val-de-Marne, avec la mention « très honorable ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

## Abonnez-vous au Monde

Où, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 536 F □ 6 MOIS - 1036 F □ 1 AN - 1890 F

au lieu de 585 F □ au lieu de 1170 F □ au lieu de 2340 F

\* Prix de vente au numéro : (hors en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit :

□ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

□ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

□ M. □ Mme Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

### TARIFS HORS FRANCE

	Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2080 F	2980 F
6 mois	1120 F	1600 F
3 mois	572 F	700 F

### USA - CANADA

1 AN	2080 F	2980 F
6 mois	1120 F	1600 F
3 mois	572 F	700 F

Offre valable jusqu'au 31/12/97.

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonnez au 01-42-17-32-00 de 9h30 à 18h30 du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :

LE MONDE, service Abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 93086 Châtigny Cedex.

Profitez des anciens tarifs d'abonnement avant leur augmentation !

Châtigny Cedex



# Les jubilations de Patrick Rambaud

**« La bataille » lui a valu le Goncourt et sera porté à l'écran. Un succès à contre-emploi pour ce baba-cool, boulimique souvent anonyme de l'écriture, qui cultive l'irrespect et la dérision**

**C**ET homme jubile. Tranquillement, sagement, discrètement. Mais il jubile. En douce. Planqué derrière une barbe polvre et ses lunettes sans âge. Serein. Mâtin. Cet homme jubile parce qu'il ne fait que ce qu'il aime - écrire - et que, deux jours succédant venant de reconnaître qu'il le faisait fort bien (Académie française et Goncourt), il va pouvoir continuer de le faire, avec délectation, et en se donnant du temps. « La paix, voilà ce qu'offre le Goncourt. »

Il jubile parce que le cirque médiatique accompagnant son dernier prix l'a propulsé sur une autre planète, uniquement peuplée de photographes, caméraman et journalistes, lui donnant l'impression d'être le héros de *Lo Dolce Vita* (« *Paparazzo ! Paparazzo !* », crie-t-il à la manière de Mastroianni), ou bien Deborah Kerr. Il le dit sans sourire, une main sur une hanche maigrelette, l'autre derrière sa tête en une pose hollywoodienne improbable. Le magazine *Cosmopolitan* n'a-t-il pas demandé à photographier l'intérieur de son réfrigérateur ? Bien sûr, il ne faudrait pas que la situation s'éternise : cinq mois, dit-il, pas plus, après quoi cela deviendrait : « *Profession : personnalité* ». Sa complaisance a des limites.

Il jubile, Rambaud. Il jubile parce qu'il annonce cette année un Goncourt « *fructueux* », autrement dit un gros, un très gros tirage et que le pari que représentait à ses yeux la narration de la bataille d'Essling, hécatombe de l'Empire, est bel et bien gagné. Et avec quel panache ! « *C'était pourtant le parfait contre-emploi. Du genre Bourvil dans Le Cercle rouge, ou Coluche dans Tchouo Pantin. Cor enfin, je n'éprouvais aucun sentiment pour ce gorçon !* » Il parle bien sûr de Napoléon.

Il jubile parce que *La bataille* va devenir un film, produit par des Européens et dirigé par un metteur en scène admiré : et puis parce qu'au fond du couloir cuisent les raviolis qu'il adore, à l'artichaut, aux olives noires, et qu'un mélange bien dosé d'huile, d'ail, de tomates et d'herbes devrait donner une sauce convenable. Reste à choisir le vin. Ah, le vin...

Car l'homme sait vivre. Et malgré l'ennui profond que lui inspire l'époque - « *ridicule, érigée, noir et blanc, moi qui rêve du Scope couleur* » - il s'y entend plutôt bien pour s'y ménager une succession de plaisirs quotidiens : les courses matinales sur le marché de la rue Montorgueil, la première cigarette de la journée et la lecture du *Parisien*, la confection d'une polenta



pour accompagner le foie de veau à la vénitienne, dont il surveille la cuisson avec soin ; la plongée amoureuse dans l'un des 25 000 livres - « *mes copains* » - qui peuplent son appartement caverneux ; et l'écriture. Mais là, plaisir et métier se combinent. Cet homme est un écrivain.

Donc il écrit, il écrit, réécrit. Des lettres, des articles, des romans. Des biographies et des pastiches, des récits historiques, politiques, ironiques. Des bouquins de commande et des ouvrages plus personnels. Des livres, de trois à cinq par an, une cinquantaine au total - il a cinquante et un ans -, la moitié seulement sous son propre

nom. Il aligne des mots avec frénésie et habileté. Il tape, il tape si vite sur sa vieille Olivetti mécanique qu'il en stupéfie toujours ses amis. Il tape d'un jet, corrige, retape - seize moutures pour la première page de *La bataille*. Il numérote, découpe, assemble des paragraphes. Il échauffe et puis construit, démonte, remonte. « *Ménusier* », dit-il modestement, pour évoquer notamment son rôle de conseiller technique auprès de personnages connus qui signent le livre qu'ils lui auront raconté, mais qu'il aura écrit. Nègre ? Ah non ! Il a l'honneur du mot. A choisir, il préférerait le terme anglo-saxon de *ghost writer*, littéralement « *écrivain fantôme* ».

**« Je ne suis pas un intello. Ce que j'aime, c'est du concret, une histoire. Merci monsieur Flaubert, merci monsieur Dumas »**

« *C'est passionnant, et totalement dans mes cordes. Je suis un artisan et je mets mon boulot au service de gens qui ont des choses à dire, mais dont l'écriture n'est pas le métier.* » Un agent secret, une comédienne, un ministre, un grand chirurgien... « *Je me plonge dans leur univers et leur histoire, j'apprends une foule de choses, et puis je m'enferme en studio pour procéder au mixage : retrouver leur ton, reconstituer leur voix.* »

Hélas, il en est qui sont morts dans mes bras. Manque de souffle, de chair, d'odeurs. « *Incrovable comme les journalistes ne savent pas regarder autour d'eux. Il faudrait les interviewer eux-mêmes pour leur arracher les images et détails qui manquent à leurs reportages.* » Combien de fois ne l'a-t-il pas fait, harcelant de questions les reporters distraits, « *ajoutant ici et là deux palmiers* », mais traquant impitoyablement le cliché. Sous aux poutres, banalités et autres lieux communs ! Rambaud et Burnier, aimables duettistes, en ont fait une croix, publiant même l'an passé, en un petit traité de *Journalisme sans peine*, un florilège édifiant des perles de leurs confrères. « *Quelle ripolade lorsque nous avons entendu à la télévision cette splendide : "Et maintenant, la balle est dans le camp des slalomeurs !"* » Les duettistes en ont ouvert d'urgence un cahier de la bonne dans lequel ils notèrent scrupuleusement ces locutions que jamais « *Flaubert, Maupassant, Hugo, Valéry, Gide, Albert Londres, Kessel...* » n'auraient utilisées. Quatre « *épées de Damoclès* » dans

un *Liberation*. Trois « *bras de fer* » dans un *Monde*. Sans compter la multitude de « *houlette* », « *sellette* », « *forceps* », « *états d'âme* », « *cordons ombilicaux* » épinglés sur les ondes. « *La cliché lamine l'information, abolit toute hiérarchie. Le même "bras de fer" sert pour le conflit Clinton-Saddam, une polémique concubine-propre ou une tension parent-enfant ! C'est dangereux et navrant.* »

Il est implacable, Rambaud, quand il épinge les travers de confrères désinvoltes, passeurs ou pédants. « *Nous détestons en fait les mêmes choses* », confie Michel-Antoine Burnier, qui, en vingt-sept années de complicité amicale et après sept ouvrages écrits à quatre mains, ne se souvient que d'une seule dispute, sur l'emplacement d'un point-virgule. « *En vrac : le jeune théâtre, le baratin sociologique, les concepts qui ne veulent rien dire, Roland Barthes et Marguerite Duras.* » Et pour les maîtres, une seule arme : la parodie. Assassine. Désopilante.

Deux recueils publiés en 1977 et 1982 ont mis en émoi le Paris littéraire... et Simone de Beauvoir. Sans compter un *Roland Barthes* sans peine qui, sur le mode du manuel scolaire, entreprend d'enseigner le « *barthésien* » courant, cette langue capable de dire de manière compliquée les choses les plus banales.

Et puis ce *Virginie Q.*, signé Marguerite Duras (alias Rambaud), qui, avec un culot irrésistible, étirait « *la prétention, l'imposture Duras* ». La dame fut vexée et chagrinée, mais Rambaud ignore le repentir ; et André Balland, bluffé, se réjouit encore de lui avoir prêté main-forte. « *Il o trouvait en moi non pas un éditeur complaisant, mais un éditeur à ses pieds. Avec Topor, c'est l'homme qui m'a le plus incliné à prendre les sens interdits.* » Couronné par le Prix de l'Infolent et fêté en grandes pompes lors d'une réception Charles Jourdan, Rambaud se montra, dit-on, si digne du titre qu'il honoraire que personne ne le retint quand il voulut s'éclipser...

Oui, cet homme est un coquin. « *Le pape de la dérision* », assure André Balland, qui admire son talent « *polymorphe* » et l'imagine volontiers à un autre siècle, poète et bouffon dans une cour prestigieuse. « *Un rieur, un fantasiste en dit* », confirme Bernard Haller, pour lequel Rambaud écrit des sketches et un spectacle sur l'illusionnisme Fragoli. « *Savez-vous qu'à seize ans il fut prestidigitateur dans un cabaret ?* » Magicien, manipulateur de cartes et de cravates coupées. Mais aussi, plus récemment, sculpteur de miniatures en pâte à modeler : Giscard en Louis XVI, Sartre avec une langouste, Kouchner un sac de riz... Et puis, accessoirement, dessinateur de petits moutons dont il truffe ses dédicaces ou petits mots innombrables aux amis.

« *La cuisine est en fait le seul sujet sur lequel il ne plaisante pas* », dit Burnier. Avec l'antifascisme. « *Militant ? Certes non. Rambaud ne raffole pas des manifestations. Mais sa présence à Toulon, à la mi-novembre, pour une fête du livre organisée en réaction et opposition à celle de la mairie Front national lui a donné « pour la première fois le sentiment d'être utile et de participer à une opération de santé publique. Car il faut évidemment se rendre à Toulon ! 70 % de ses habitants n'ont pas voté Le Pen. 70 % se sentent injustement pestiférés.* »

Les livres encombrant l'appartement de Rambaud, le mangent, l'assombrissent. Il y a des rayonnages et des échafaudages, des piles précaires, des tours de Pise, des piles derrière les piles, des piles entre les piles. Le désordre n'est sans doute qu'apparent : ici des dictionnaires, des encyclopédies, là des livres d'histoire, des romans aussi, ah ! un « *Que sais-je ?* », des BD, des ouvrages anciens, reliés ; tiens, le catalogue du Musée de Talpé, des gravures de Venise où il aime égarer, des mémoires, des dossiers. Une jungle vivante, vivace, avec des signets, souvenirs peut-être d'un père joyeux et humaniste, disparu très tôt, qui chercha toujours à

éveiller la curiosité et l'appétit du fils. « *Je voyais peu les autres enfants, je les trouvais bruyants. Je préférais plonger dans les pages couleur des grands Larousse ou dans les romans.* »

Il n'a pas changé d'un iota. Les enfants l'aiment. Les romans sont sa vie. « *Je ne suis pas un intello. Ce que j'aime, c'est du concret, une histoire. Merci monsieur Flaubert, merci monsieur Dumas. Des mots noirs sur une page blanche avec lesquels on crée du son, des images, du mouvement. Allez, on embarque !* »

JAMAIS d'angoisse de la page blanche, une espèce d'excitation au contraire. Une règle, une seule : donner au lecteur l'impression d'être l'autre page. Ne pas ennuyer, tout comme au cinéma. « *J'adore Renoir, Bergman, me rose.* » Du rythme que diable ! Et une écriture classique, épurée, « *cistercienne* ». Alléger, dit-il. Simplifier au maximum, « *comme un bouillon de pot-au-feu* ». Et privilégier la clarté. Comme Voltaire, comme Jules Renard. A ses personnages il donne les noms de sa famille lyonnaise extraits du grand livre des Rambaud. Balzac n'estimait-il pas que, pour fonctionner dans un roman, un nom devait avoir été porté ?

Pour rêver, il voyage dans l'histoire. Il se documente à fond sur une époque, confronte récits, Mémoires, peintures. Et s'immerge, le regard perdu dans les gravures étalées sur sa table. Un jour, il plongera dans la Chine pour écrire une vie imaginaire de Tchouang-Tseu, son « *copain taoïste* » dont le livre l'accompagne. Pour l'heure, il suit Napoléon. « *Rien de plus excitant qu'une histoire dans l'histoire : là, à ma disposition, j'ai cent mille figu-*

**« Rien de plus excitant qu'une histoire dans l'Histoire : là, à ma disposition, j'ai 100 000 figurants, sabre en main ou baïonnette pointée »**

rants, sabre en main ou baïonnette pointée. Et je les vois courir, charger, combattre. Je distribue leur visage : Masséna, à qui je donne les traits du jeune Vittorio Gassman ; des voltigeurs, artilleurs, grenadiers qui ont la gueule de Corsette, Dallo, Dasté. J'entends leurs voix, gougouilles, ruses, si précieuses pour écrire les dialogues. Au départ bien sûr, je me sens maître de la situation, je fais ce que je veux de mes acteurs. Et puis voilà que leur destin m'échappe ! Voilà que ce crétin de Foyolle, par exemple, se suicide alors même que je voulais le garder pour la campagne de Russie que j'écrirai bientôt. Merde ! me dis-je. Et ça me gâche la soirée. Quelle aventure, un roman ! »

Il y a quelques années, Patrick Rambaud s'est acheté une résidence secondaire. Un cabanon, sans électricité, situé sur une île de la Seine et déniché dans Paris-Boum pour 14 000 francs. Depuis lors, d'avril à novembre, l'écrivain et sa femme, inséparables plus de vingt-quatre heures, y passent trois jours par semaine. Ils se couchent avec le soleil et se lèvent avec les oiseaux, s'approvisionnent d'eau à la pompe et se débrouillent pour la cuisine avec un réfrigérateur et un réchaud à gaz. Thieu, qui est vietnamien, passe beaucoup de temps dans le potager, et Patrick écrit à la main, soucieux de ne pas altérer le silence. L'an passé, ils ont rapporté à Paris, dans d'immenses caisses transportées dans le train - car ils ne conduisent pas - de la sauge, de la romaine et du mesclun, deux mille tomates cerises et des fourrées de brocolis « *sublimissimes* » qu'ils ont cuisinées « *à la viet* » et offerts aux copains.

Annick Cojean  
Photographie : Gérard Rondero







## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 24 DÉCEMBRE 1997

**FINANCE** Le décret de privatisation du GAN est paru au *Journal officiel* mardi 23 décembre. Il donne le coup d'envoi officiel de la sortie de l'assureur du giron public. L'assureur,

qui a perdu près de 40 milliards de francs entre 1992 et 1996, ne pouvait survivre sans une recapitalisation de son actionnaire. ● UN ACCORD a été trouvé avec la Commission euro-

péenne, qui prévoit une privatisation dont le principe a été décidé début 1997. ● LE SAUVETAGE passe par le versement de 20 milliards de francs d'aides au groupe avant sa scission en

trois entités vendues séparément : le GAN, sa filiale bancaire CIC, et les filiales immobilières. ● LES CANDIDATS au CIC doivent déposer leur offre définitive au plus tard le 23 février 1998. Le

GAN conservera environ 20 % du capital. ● LE GAN a affiché un bénéfice net au premier semestre de 114 millions de francs. L'Etat peut espérer en retirer une dizaine de milliards de francs.

# Avec le GAN, l'Etat privatise sa dernière compagnie d'assurances

Le groupe bénéficie d'une aide de 20 milliards avant une mise sur le marché, prévue par un décret paru au « Journal officiel », mardi 23 décembre. Sa filiale bancaire, le CIC, et ses filiales immobilières seront vendues séparément

LA PARUTION au *Journal officiel*, mardi 23 décembre, du décret de privatisation du GAN donne le coup d'envoi officiel de la sortie de l'assureur du giron public. La privatisation de l'ensemble du GAN et de sa filiale bancaire CIC fait partie de l'accord conclu avec Bruxelles sur l'aide d'Etat massive accordée au groupe. Le gouvernement de Lionel Jospin avait donc un argument tout trouvé pour redonner au privé la dernière des « trois vieilles » compagnies d'assurances françaises autrefois nationalisées, l'UAR, les AGF et le GAN.

Des trois « vieilles » banques - BNP, Société Générale et Crédit lyonnais - qui constituent le pôle public du secteur, seule la dernière reste encore à privatiser. En moins d'une décennie, le poids de la puissance publique dans le capital des principaux des investisseurs institutionnels aura pratiquement disparu.

Si, à la lumière des grands naufrages financiers constatés ces dernières années, il est admis que l'Etat n'est pas le meilleur gestion-

naire du monde, la libéralisation du secteur financier a pourtant débouché sur de curieuses conséquences, en particulier dans l'assurance. L'UAR privatisée en 1994 n'a jamais pu surmonter les coûts engendrés par une politique débridée de croissance externe ni les pertes immobilières. Vendue sur le marché à 152 francs en avril 1994, elle n'a jamais pu retrouver ce cours. Affaiblie, l'UAR s'est finalement fait absorber fin 1996 par la mutuelle AXA. La marque a disparu.

Cible de deux offres publiques d'achat (OPA) concurrentes de la part des compagnies européennes, Generali et Allianz, les AGF vont passer sous contrôle allemand deux ans seulement après leur privatisation. Privatisée à 128 francs et achetée à 320 francs par Allianz, ses actionnaires peuvent cependant être satisfaits.

### RECAPITALISATION

C'est dans ce contexte de forte concentration du secteur de l'assurance européenne que le GAN va être vendu. Sa situation financière n'est pas assez brillante pour que la compagnie soit mise sur le marché via une opération publique de vente, comme cela a été le cas pour les AGF. La cession sera réalisée de gré à gré, c'est-à-dire que le vendeur, en l'occurrence l'Etat, se met d'accord directement avec l'acheteur, selon les termes d'un cahier des charges défini par le ministère des finances.

Le principe du retour du GAN au privé date du début 1997. L'assureur, qui a perdu près de 40 milliards de francs entre 1992 et 1996, ne pouvait survivre sans une recapitalisation de son actionnaire. Le plan de sauvetage, mis au point par Jean Arthuis, alors ministre des finances, comportait deux vo-

lets. L'un, financier, aux termes duquel l'Etat consentait une enveloppe de 20 milliards de francs dont 11 milliards de francs pour renforcer les fonds propres de l'assureur et 9 milliards de francs sur l'immobilier. Ce chiffre a été porté à 10,9 milliards de francs lors du vote du collectif budgétaire 1997.

L'autre, structurel, scindait l'entreprise en trois pôles distincts : l'assurance (GAN-VIE et GAN IARD), la banque (CIC), et l'immobilier (UIC). Ce schéma permet d'isoler les trois activités du groupe et de les vendre séparément. Fin juillet, le gouvernement Jospin a confirmé le projet de son prédécesseur. Dans un communiqué paru le 18 juillet, il a estimé que « l'intérêt national pourrait être respecté dès lors que ces entreprises s'intégreraient dans des ensembles plus vastes susceptibles de

leur donner les moyens de se développer ».

Le CIC, filiale à 100 % du GAN, va être le premier à atteindre cet objectif. Le cahier des charges prévoit la cession par le GAN de 67 %, ce qui permet à l'assureur de

maintenir sa présence à hauteur d'au moins 20 % dans le groupe bancaire, compte tenu d'un actionnariat salarié. Le CIC est inscrit pour 14 milliards de francs dans les comptes du GAN. Les candidats doivent déposer leur

offre définitive au plus tard le 23 février 1998.

Le GAN, lui, dont les comptes se sont redressés après une perte de 5,7 milliards de francs en 1996, a affiché un bénéfice net au premier semestre de 114 millions de francs. L'Etat peut espérer en retirer une dizaine de milliards de francs. Malgré les injections de capital ultérieures qui seront nécessaires pour lui permettre de consolider ses fonds propres et de se développer, le GAN détient 5 % du marché français. Le gouvernement français a pris l'engagement auprès de Bruxelles que la privatisation du GAN interviendrait au plus tard à la fin du premier semestre 1998. A cette date, le dernier assureur public français se fondera dans un groupe plus vaste. Il n'est pas sûr qu'il soit français.

Babette Stern

### Candidats multiples

● Pour le CIC, les candidats sont la Société Générale, la BNP, le CCI, le belge Générale de Banque, le franco-belge Dexia et le néerlandais ABN-Amro.  
● Pour le GAN, ont marqué leur intérêt à ce jour Swiss Life, société suisse d'assurance-vie, la mutuelle Groupama, associée ou non avec l'autre mutuelle française Azur-GMF, le groupe de mutuelles européennes Eureko, le groupe financier beigo-néerlandais Fortis et le groupe financier oerlandais ING.

## Un volume record d'informations pour les repreneurs de l'UIS et l'UIC

LA FRANCE vient de s'arroger le record de la plus grande « chambre de données » du monde. Dans le jargon des financiers, la *data room* est le lieu où le vendeur d'une société regroupe tous les documents qu'il est prêt à porter à la connaissance des acheteurs potentiels. C'est après avoir pris connaissance de ces données que les acheteurs remettent une offre ferme au vendeur.

Cette *data room* a été constituée pour la vente de deux filiales dans l'immobilier du GAN, l'UIS et l'UIC. Si l'UIS, spécialisée dans le crédit-bail, n'a jamais connu de difficultés, l'UIC, active dans le financement des professionnels de l'immobilier et des cafés-hôtels-restaurants, a un passé très lourd. C'est cette filiale qui est l'origine de l'essentiel des pertes du GAN dans l'immobilier.

Pour rassurer les quatre candidats retenus initialement par le GAN, il a donc fallu ouvrir quatre *data rooms* très complètes. Leur composition a été minutieusement révisée : sous la houlette de la Banque Lazard, conseil du vendeur, une centaine d'auditeurs d'Arthur Andersen ont travaillé de mai à septembre à la constitution de 7 000 dossiers.

Pour cela, il a fallu faire quelque 10 millions de photocopies, 2,5 millions par *data room* : 170 employés de Rank Xerox ont travaillé nuit et jour, en 3 x 8, de la mi-août à fin septembre. Ces documents ont été entreposés dans quatre lieux différents, gardés secrets, de 1 200 mètres carrés chacun, l'équivalent des locaux d'une société de taille moyenne.

Du 6 octobre au 18 décembre, le délai pendant lequel les *data rooms* étaient accessibles aux repreneurs potentiels six jours sur sept, de huit heures à minuit, un service de gardiennage a été orga-

nisé. Les gardiens devaient noter toutes les entrées et les sorties et surveiller que personne ne sorte en emportant un document ou ne téléphone de la *data room* avec un document entre les mains. Des auditeurs d'Arthur Andersen et des avocats du cabinet Clifford Chance surveillaient également l'accès de certains dossiers dits sensibles, présentés dans une sous-*data room*, ouverte aux seuls avocats. Au total, chaque acheteur pouvait faire travailler jusqu'à 140 personnes - banquiers d'affaires, avocats, commerciaux de programmes immobiliers, auditeurs - dans sa *data room*. Ce que l'un d'entre eux n'a pas hésité à faire. « Il y avait en moyenne 50 à 80 personnes dans chaque *data room*, il a fallu trouver des traiteurs pour les nourrir midi et soir », explique l'un des organisateurs.

Sur les quatre candidats de départ, deux ont abandonné en cours de route : Deutsche Morgan Grenfell et une filiale du courtier japonais Nomura. Deux sont toujours dans la course : Credit Suisse First Boston, la filiale banque d'affaires du Credit Suisse, et Goldman Sachs, via le fonds Whitehall, associé à General Electric Capital, qui s'intéresse surtout à l'UIS.

Coût total de l'opération pour le GAN et l'UIC : entre 20 et 30 millions de francs. Mais le vendeur espère « se refaire » : les acheteurs devaient déposer leur offre jeudi 18 décembre et une grande partie de la négociation sur le prix définitif dépendra des garanties qu'ils peuvent demander sur les actifs qu'ils achètent. Or plus ils ont de documents, moins ils ont d'incertitudes, moins ils demandent de garanties qui tendent à faire baisser le prix. On connaîtra le résultat des courses en janvier.

Sophie Fay



**Voici le secret de la réussite du N°1 mondial.**

Depuis plus de 30 ans, la croissance de Sodexo Alliance repose sur le talent et l'expertise de ses collaborateurs, la confiance de ses clients et le respect de ses actionnaires.

Resultats a



## GEC Alsthom vend des locomotives à l'Iran

Malgré ce contrat de 1,2 milliard de francs, les quarante et un jours de chômage technique prévus à l'usine de Belfort ne sont pas remis en cause

LA SOCIÉTÉ d'Etat iranienne des chemins de fer a annoncé, lundi 22 décembre, l'achat d'une centaine de locomotives à la société franco-irannienne GEC Alsthom, pour un montant de 1,2 milliard de francs. Il s'agit du contrat le plus important remporté par une société occidentale en Iran après celui conclu, en septembre, par un consortium mené par la compagnie française Total pour l'exploitation du gisement gazier de Pars Sud, dans le golfe Persique. Il fait partie d'une douzaine de projets ouverts en 1995 par l'Iran aux entreprises étrangères, dans le cadre de la modernisation d'un appareil de production vétuste, et en dépit de l'embargo économique partiel imposé par les États-Unis.

M. Rahman Dadman, directeur général des chemins de fer iraniens, a indiqué à l'AFP que ce contrat allait permettre à l'Iran d'augmenter de 120 % ses capacités de locomotion. « Avant la révolution, notre réseau (...) était entièrement américain avec des locomotives General Motors et Ge-

neral Electric. Ce contrat va ouvrir le marché iranien à la technologie française », a-t-il ajouté. Le réseau iranien date en grande partie de la seconde guerre mondiale.

Vingt locomotives vont être livrées à partir de l'an 2000, cinq autres doivent être livrées en pièces détachées pour être assemblées dans les usines du fabricant Incal Wagon-Pars. Ce dernier prendra en charge la fabrication des soixante-quinze locomotives restantes, grâce à un transfert de technologies.

Ces nouvelles commandes ne permettront pas, selon la direction, de revenir sur les mesures de chômage technique annoncées en novembre. A l'usine de Belfort, la majeure partie du millier de salariés subira quarante et un jours de chômage technique au cours des deux prochains mois. GEC Alsthom est victime d'une baisse de plan de charge, due notamment à la réduction des commandes de la SNCF, que ne compensent pas les succès à l'étranger.

Christophe Jakubyszyn

## Coca-Cola veut mondialiser Orangina et asseoir sa domination du marché français

Le groupe américain va payer son acquisition 5 milliards de francs

The Coca-Cola Company, la société mère du groupe d'Atlanta, va déboursier un quart de ses profits annuels pour se porter acquéreur

d'Orangina auprès du groupe Pernod-Ricard, en plein recentrage sur les alcools. Un prix élevé, justifié, selon Coca-Cola, par le potentiel de

mondialisation que recèle la boisson gazeuse à l'orange. Coca-Cola s'adjuge plus de 50 % du marché français des soft drinks.

C'EST « une valeur proche de 5 milliards de francs », et non 3,5 milliards, comme évalué dans un premier temps, que Coca-Cola va déboursier pour acquérir Orangina auprès du groupe Pernod-Ricard (Le Monde du 23 décembre). Un pactole, représentant trois fois le chiffre d'affaires annuel d'Orangina, et qui va permettre au roi du pastis de se redéployer dans son métier de base : les alcools. Même s'il reste pour le moment présent dans les boissons non alcoolisées, avec Pam-Pam, Brut de pomme et Ricqlès.

Du côté de Coca-Cola, certains analystes, et des concurrents, restent sans voix devant le prix payé. « Orangina a un important potentiel de croissance (...). Le caractère réellement mondial du réseau Coca-Cola permettra d'étendre encore davantage la diffusion de la marque », se contente d'expliquer le groupe d'Atlanta dans le communiqué commun publié avec Pernod-Ricard, lundi 22 décembre. Un expert travaillant pour un concurrent tente d'expliquer le montant de 5 milliards : « La valeur d'Orangina France, compte tenu de sa part de

marché de 8-9 % et de ses usines, c'est tout au plus 2,5 milliards de francs. Il faut ajouter de 1 à 1,5 milliard de bonus fiscal pour l'acquisition des sites de production qui sont installés en zone franche à Signes dans le Var, où Orangina, comme Coca d'ailleurs, a implanté son usine de concentré. Le reste, c'est le potentiel propre de la marque Orangina. Les embouteilleurs de Coca-Cola peuvent en faire une marque mondiale, d'abord dans le monde latin, en Europe et en Amérique du Sud, et même aux États-Unis, où Orangina peut occuper une niche profitable, car vendu en "pre-mix". Là-bas, un point de part de marché, ça vaut 1 milliard de dollars. »

Il se boit dans le monde autant de volume de « Coke » en deux jours que d'Orangina en un an. The Coca-Cola Company, avec ses marques de cola (Coke, Cherry Coke, Coca light, etc.) mais aussi celles d'autres boissons gazeuses qu'il possède (Fanta, Sprite, Minute Maid), estime détenir 48 % du marché des soft drinks, et quatre des cinq premières marques dans le monde. Un marché très concurrentiel, où l'hégémonie du

cola est mise à mal par l'émergence ou le retour d'autres types de boissons, ou par les habitudes de consommation locales. Même aux États-Unis, le cola est en perte de vitesse : sa part de marché est tombée de 72 % à 64 % depuis 1990.

SITUATION PARTICULIÈRE. Coca-Cola a toujours mené une politique d'acquisitions, parcimonieuse mais puissante, qui lui a permis de « nourrir » son réseau d'embouteilleurs-distributeurs. Le groupe d'Atlanta possède Fanta, marque d'origine allemande, depuis la fin de la dernière guerre : c'est aujourd'hui la quatrième marque mondiale de soft drinks. Il a fait de Minute Maid, un petit fabricant californien de jus d'orange racheté en 1960, le numéro un mondial du jus de fruits. De bon augure pour Orangina.

C'est à ce jour l'une des plus grosses acquisitions du groupe, et la première opération d'envergure menée par le nouveau PDG de Coca-Cola, Douglas Ivester, depuis la disparition de son prédécesseur Robert Goizmet. Elle se justifie d'abord par une situation particulière à la France.

### Le jambon-beurre supplante le hamburger

« En 1995, la durée moyenne d'un repas était de 1 heure 22 minutes ; en 1997, elle est de 38 minutes. » C'est ce qui ressort d'une étude réalisée à l'occasion du Salon international de la restauration, qui va se tenir à Paris début 1998. Le sandwich, est-il expliqué, est « devenu le produit-star de la nouvelle consommation ». Il représente 71 % des repas pris hors foyer, loin devant les salades, les tartes salées et les plats à emporter et les hamburgers. Ces derniers, après une croissance fulgurante dans les années 1970 et 1980, marquent le pas : il se vend en France huit sandwiches pour un hamburger. Les boulangeries ont trouvé dans ce retour en grâce du jambon-beurre un filon à exploiter : elles servent 160 millions de sandwiches par an, soit 13 % des ventes en France, devant les cafés et les chaînes spécialisées.

Mais Coca-Cola doit aussi affronter d'autres formes de boissons non alcoolisées, plus classiques, qui ont gardé en France l'affection du consommateur. Orangina, numéro deux avec 8,5 % du marché, est de celles-là. « Si l'on considère le marché au sens large, incluant les jus de fruits, le lait, le thé et les eaux minérales, nous n'avons plus que 10 à 12 % de part de marché », souligne un porte-parole de Coca-Cola France. Une explication qui n'avait pas convaincu les autorités de la concurrence, saisies par... Orangina. A l'image de McDonald's, obligé d'inviter le McDelivery (au goût salé) pour relancer le consommateur français, Coca-Cola, pragmatique, a donc appliqué la formule consacrée à Orangina : « If you can't beat them, join them » (« Si vous ne pouvez les battre, associez-vous »). Déboulant pour cela un quart de ses profits annuels.

Pascal Galinier

## Poursuite de la grève à la Banque de France

LA GRÈVE de trois jours à la Banque de France contre un projet de fermeture de caisses a été suivie lundi 22 décembre, pour sa première journée, par 22 % des 8 700 salariés des succursales de la banque centrale. La direction a indiqué que 119 caisses sur 211 sont restées fermées. De leur côté, les syndicats CFDT, CFTC, FO, CGT, SIC (indépendant et chrétien) et SNA (autonome) ont fait état de la fermeture de « plus des deux tiers » des caisses et comptoirs, ainsi que de l'accès à la caisse générale à Paris. La direction de la Banque de France estime qu'« une grève de trois jours n'aura pas de conséquences » sur l'approvisionnement en billets, les banques disposant de réserves suffisantes. De source bancaire, on se voulait aussi rassurant, mardi matin, sans toutefois exclure que l'altération d'un petit nombre de guichets automatiques en coupures neuves puisse connaître quelques perturbations.

### DÉPÊCHES

■ AIRBUS : Le consortium européen a annoncé qu'il ne ferait pas d'offre à la compagnie aérienne israélienne El Al pour lui vendre des avions gros-porteurs. « La concurrence est biaisée », affirme-t-on au siège du constructeur.

■ ÉLECTRICITÉ AMÉRICAINE : American Electric Power Company et Central and South West Corporation ont annoncé, lundi 22 décembre, leur fusion, créant une compagnie d'électricité appelée American Electric Power Company. Cette firme, dont le siège sera à Columbus (Ohio), aura une capitalisation boursière de 28,1 milliards de dollars (168 milliards de francs). Elle aura 4,6 millions d'abonnés dans onze États américains et 4 millions en dehors des États-Unis, notamment en Grande-Bretagne. Cette fusion permettra de réaliser 2 milliards d'économies sur les dix prochaines années tout en supprimant 1 300 emplois sur 25 000.

■ TOYOTA : Le constructeur automobile japonais devrait investir 240 millions de livres (2,4 milliards de francs) dans son usine de Deeside (pays de Galles), pour produire les moteurs des modèles qui seront fabriqués à Valenciennes, selon le Financial Times du 22 décembre. L'annonce de cet investissement se ferait pendant la visite du premier ministre britannique, Tony Blair, au Japon début janvier.

■ GENERALI : Le conseil d'administration du groupe d'assurance italien a approuvé, lundi 22 décembre, une augmentation de capital de 4 000 milliards de lires (environ 14 milliards de francs). Celle-ci est notamment destinée à financer la prise de contrôle de l'assureur allemand AMB par Generali et l'acquisition d'une partie du groupe français Athénia.

■ MOULINEX : Emis, le holding de l'homme d'affaires Jean-Charles Naouri, franchi à la baisse le seuil de 5 % du capital et de 5 % des droits de vote dans le groupe français du petit électroménager Moulinex, a annoncé le Conseil des marchés financiers (CMF), lundi 22 décembre. Emis détenait plus de 6 % du capital du groupe d'électroménager. M. Naouri est par ailleurs engagé avec la société Rallye dans une OPA concurrente de celle de Promodès sur Casino.

Restauration et Services - Gestion de bases-vie - Chèques et cartes de services - Loisirs

## Résultats annuels.

Le Conseil d'Administration s'est réuni sous la présidence de Pierre BELLON pour arrêter les comptes de l'exercice 1996/1997.

### I - PERFORMANCES COMMERCIALES

Au cours de l'exercice 1996/1997, le nombre de nos unités est passé de 13 512 à 14 381 et les effectifs de 141 118 à 151 595.

Implanté dans 56 pays, le Groupe a obtenu de nombreux succès commerciaux :

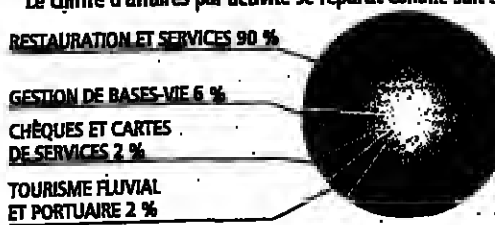
- Restauration et Services : Motorola à Toulouse, Chase Manhattan Bank et la base militaire d'Aldershot en Grande Bretagne, l'Université de Pittsburgh (PA) et un contrat de service global pour 20 hôpitaux psychiatriques aux USA, Siemens en Allemagne, au Brésil et en Suède, Danone à Moscou et Institute of Education à Hong Kong.
- Gestion de bases-vie : Shell UK en Mer du Nord et la mine Escondido, le plus grand projet minier du monde au Chili.
- Chèques et cartes de services : Gemplus en France et le Ministère de la Communication et des Transports au Mexique.

### II - PERFORMANCES FINANCIÈRES

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 29 497 050 000 FRF en progression de 18 %. Cette progression se décompose de la façon suivante :

- Croissance interne ..... 7 %
- Croissance externe ..... 1 %
- Impact des taux de change ..... 10 %

Le chiffre d'affaires par activité se répartit comme suit :



Le chiffre d'affaires par zone géographique se décompose de la façon suivante :



Le résultat d'exploitation en progression de 24 % s'élève à 1 391 079 000 FRF. Le résultat consolidé net part du Groupe s'élève à 538 242 000 FRF en croissance de 34 % par rapport à celui de l'exercice précédent hors éléments non récurrents.

Afin de faire bénéficier les actionnaires de Sodexo Alliance de la croissance de son résultat, le Conseil d'Administration a proposé de fixer le dividende net par action à 35 FRF assorti d'un avoir fiscal de 17,50 FRF, soit un dividende global de 52,50 FRF en augmentation de 35 %. Le montant global de la distribution aux actionnaires est de 263 204 655 FRF, soit 49 % du résultat consolidé net part du Groupe.

### III - AUGMENTATION DE CAPITAL

Le Conseil d'Administration a constaté la souscription intégrale de l'augmentation de capital de 2 milliards de Francs de novembre 1997. Cet appel public à l'épargne de Sodexo Alliance a rencontré un grand succès auprès de ses actionnaires, malgré les conditions difficiles du marché financier.

### IV - RAPPROCHEMENT DE SODEXHO AVEC LES ACTIVITÉS RESTAURATION ET SERVICES DE MARRIOTT INTERNATIONAL Inc

Le 31 octobre 1997, Sodexo Gardner Merchant a repris en Grande Bretagne les activités restauration et services de Marriott International Inc.

En Amérique du Nord, comme annoncé le 1<sup>er</sup> octobre 1997, le rapprochement de Sodexo North America et de Marriott Management Services est prévu pour le premier trimestre 1998. Sodexo Alliance détendra 49 % du nouvel ensemble, la famille Marriott environ 10 %, le reste étant le public. La nouvelle société, appelée Sodexo Marriott Services Inc, deviendra leader en Amérique du Nord avec plus de 4 800 exploitations et 24 milliards de Francs de chiffre d'affaires. Elle sera cotée à la Bourse de New York. Ce rapprochement permet au groupe Sodexo de renforcer son leadership mondial. Sodexo a obtenu auprès de Société Générale et JP Morgan, un engagement de financement pour Sodexo Marriott Services Inc. Ce financement est en cours de syndication.

### V - PERSPECTIVES D'AVENIR

Le Conseil d'Administration a évoqué les perspectives d'avenir qui demeurent favorables.

Pierre BELLON a indiqué que pour l'exercice en cours :

- en l'état actuel de ses informations, le résultat consolidé net part du groupe, hors rapprochement de Sodexo North America avec Marriott Management Services en Amérique du Nord, devrait être en augmentation de plus de 10 % par rapport à l'exercice précédent,

le rapprochement avec Marriott Management Services comporte un certain nombre d'éléments dont nous ne sommes pas matures et qui peuvent modifier l'impact sur le résultat de l'exercice en cours :

- la date de la réalisation définitive qui se situera au plus tôt au 1<sup>er</sup> mars 1998,
- les taux d'intérêt aux États-Unis à cette date,
- la nature des coûts d'intégration et la façon dont ils seront comptabilisés.

Sous ces réserves et compte tenu de l'augmentation de capital, le résultat net par action pour l'exercice 1997/1998 devrait augmenter d'environ 6 %.

Pierre BELLON a également confirmé que le résultat net par action, après amortissement des surcoûts, devrait progresser de 20 % en moyenne pour les trois prochains exercices.

Face aux principaux concurrents mondiaux, l'indépendance de Sodexo Alliance, son implantation internationale, la qualité de ses équipes et sa bonne situation financière sont autant d'atouts pour le futur.

**Sodexo**  
— ALLIANCE —  
Satisfaire un monde de différences

**Sodexo Alliance N° 1 Mondial de la restauration et des services**

BP 100 - 78883 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX - TÉL : 01 30 85 75 00 - Internet : <http://www.sodexo.com>  
Informations financières sur minitel : 3615 et 3616 CLIFF (1,29 F la mn).



مركزا من راحل

■ LA BOURSE de Séoul a chuté de 7,50 % mardi 23 décembre, des turbulences sur le marché monétaire ayant accentué les craintes d'aggravation de la crise financière.

■ LE WON sud-coréen a chuté à 1990 wons pour un dollar américain mardi 23 décembre. Depuis le début de l'année, la devise s'est dépréciée de 58 % par rapport au dollar.

■ L'OR a ouvert en hausse à Hong-kong, mardi 23 décembre. L'once de métal précieux s'échangeait à 291,60-292,10 dollars contre 289,70-290,10 dollars lundi à la clôture.

■ LE PRIX du baril de brut a perdu 22 cents à 18,32 dollars, lundi 22 décembre, sur le marché new-yorkais. A la veille du week-end, il avait cédé 20 cents.

■ LA BOURSE de Paris a terminé en forte hausse, lundi 22 décembre. L'indice CAC 40 a gagné 1,66 % à 2 859,73 points. Le volume a totalisé 7,4 milliards de francs.

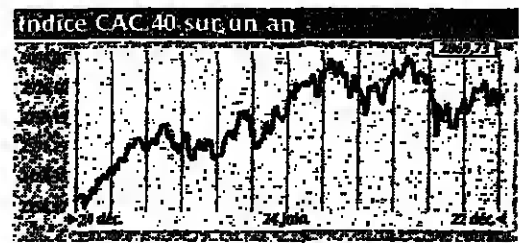
## LES PLACES BOURSILIÈRES

### Prises de bénéfice à Paris

DES PRISES de bénéfice se manifestent, mardi 23 décembre, à la Bourse de Paris pour la dernière séance du terme de décembre qui pour l'instant se soldait par une légère perte. En recul de 0,44 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait deux heures plus tard un repli de 0,48 % à 2 855,91 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel de 4,7 milliards de francs. En dépit de la nouvelle et spectaculaire chute de la Bourse de Séoul (-7,5 %), la Bourse de Paris maintenait à peu près le cap en ce jour de liquidation.

Les statistiques économiques françaises continuaient d'être bonnes : le commerce extérieur a dégagé en octobre un excédent de 18,4 milliards de francs et la hausse des prix de détail en novembre a atteint 0,2 %.

Le marché subissait encore les effets béotiques des restructurations, Pernod-Ricard vend pour 5 milliards de francs Orangina à



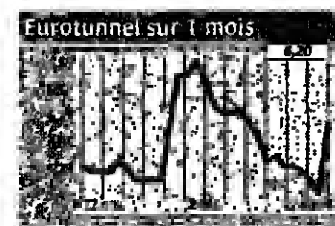
l'américain Coca-Cola. Le titre monte de 4,9 % à 355,50 francs. Rémy-Cointreau, qui le 19 décembre était tombé à son plus bas niveau de l'année, rebondissait et pro-

gresse de 14,5 % à 100,10 francs. En revanche, le Crédit lyonnais reculait de 5,7 %, Eurotunnel, qui avait fortement progressé la veille, repassait 4 % et Imetel était en repli de 3,3 %.

### Eurotunnel, valeur du jour

BELLE SÉANCE, lundi 22 décembre, à la Bourse de Paris pour Eurotunnel. Le titre s'est apprécié de 13,76 % à 6,20 francs avec des transactions portant sur six millions de titres. L'action a pleinement profité de l'annonce de l'extension jusqu'en 2006 de la concession pour l'exploitation du tunnel sous la Manche. En contrepartie, les gouvernements français et britannique prélèveront 59 % des profits avant impôts, y compris les impôts sur les sociétés, soit environ

40 % des profits nets d'impôts de la société des années 2002 à 2006. Depuis le début de l'année, Eurotunnel affiche un repli de 9,48 %.



### La Bourse de Séoul au plus bas

LE MARCHÉ des changes et la Bourse étalaient fermés au Japon, l'archipel célébrant le 64<sup>e</sup> anniversaire de l'empereur Akihito. En revanche, la Bourse de Séoul n'a pas chuté : l'indice phare du marché sud-coréen a chuté de 7,50 %, une perte sans précédent en pourcentage.

La veille, eo dépit des inquiétudes sur la crise asiatique et de ses conséquences sur la performance des compagnies américaines, Wall Street a réussi à finir en hausse, à l'issue d'une journée irrégulière dominée par des achats de couverture. L'indice Dow Jones a gagné 63,02 points (0,81 %) à 7 819,31 points. La Bourse new-yorkaise avait débuté la séance en cette hausse. Mais, après avoir gagné jusqu'à 80 points, Wall Street a brièvement baissé avant de

se reprendre. Les analystes tablent sur une poursuite de cette volatilité dans l'attente des résultats des entreprises américaines, qui seront publiés à partir de la mi-janvier.

En Europe, la Bourse de Londres a perdu 2 points à 5 018,2 points, soit une baisse de 0,03 % par rapport à vendredi soir. Francfort a cédé 1,02 % à l'issue de la séance officielle à 4 043,02 points.

### INDICES MONDIAUX

Cours au 23/12	Cours au 22/12	Var. en %
Paris CAC 40	2855,91	-0,44
New-York DJ Index	7819,31	+0,81
Tokyo Nikkei	15314,90	-7,50
Londres FT100	5018,2	-0,03
Francfort DAX	4043,02	-1,02
Bruxelles C20	3359,07	-0,71
Amsterdam AEX	2999,60	-0,71
Stuttgart DAX	2999,60	-0,71
Milan MIB 30	1290	-0,20
Amsterdam C20	2999,60	-0,71
Madrid IBEX 35	6127	-0,44
Stockholm OMX	2334,05	+0,08
Londres FTSE	3220,50	+0,08
Hong Kong Hang Seng	10172,47	-7,50
Singapore Straits	1541,65	-2,01

### NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

Cours au 23/12	Cours au 22/12	Var. en %
Alcoa	69,93	+0,93
Allied Signal	85,25	+0,57
American Express	87,50	+0,57
AT & T	63,94	+0,31
Boeing Co	48,75	+0,56
Caterpillar Inc.	48,31	+0,12
Chevron Corp.	72,18	+0,18
Coca-Cola Co	66,06	+0,15
Disney Corp.	97,56	+0,51
Du Pont Nemours & Co	57,18	+0,25
Eastman Kodak Co	57,93	+0,31
Exxon Corp.	60,31	+0,25
Gen. Motors Corp.	59,93	+0,50
Gen. Electric Co	72,93	+0,06
Goodyear T & Rubber	62,37	+0,43
Hewlett-Packard	63,31	+0,31
IBM	102,58	+0,02
Intl Paper	42,50	+0,23
J.P. Morgan Co	115,87	+0,16
Johnson & Johnson	66,93	+0,31
McDonalds Corp.	46,37	+0,53
Merck & Co Inc.	105,87	+0,06
Minnesota Mining & Mfg	84,25	+0,62
Philip Morris	49	+0,48
Procter & Gamble Co	79,87	+0,25
Sears Roebuck & Co	41,87	+0,06
Travelers	52	+0,31
Union Carb.	43,31	+0,23
Wal-Mart Stores	70,25	+0,68
Wal-Mart Stores	38,12	+0,50

### LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

Cours au 23/12	Cours au 22/12	Var. en %
Allied Lyons	5,14	+0,10
Barclays Bank	16,17	+0,06
B.A.T. Industries	5,44	+0,40
British Aerospace	16,92	+0,71
British Airways	5,55	+0,55
British Petroleum	7,99	+0,52
British Telecom	4,67	+0,52
B.T.R.	1,83	+1,79
Cadbury Schweppes	6,22	+0,15
Eurotunnel	0,63	+0,58
Forre	—	—
Glaxo Wellcome	14,22	+0,39
Grain Processing PLC	9,10	+0,10
Grain Processing PLC	9,10	+0,10
Guinness	5,72	+0,70
Great Or	7,23	+0,38
H.S.B.C.	14,63	+0,43
Imperial Chemical	9,13	+0,16
Legal & General	5,10	+0,80
Leeds TSB	7,46	+0,26
Marks and Spencer	5,88	+0,50
National Westminster	10,21	+0,53
Peninsular Oriental	6,83	+0,61
Reuters	6,40	+0,46
Saatchi and Saatchi	1,10	+1,10
Shell Transport	4,24	+1,16
Tate and Lyle	4,94	+0,93
Zeneca	20,61	+0,44

### FRANCFORT

Les valeurs du DAX 30

Cours au 23/12	Cours au 22/12	Var. en %
Allianz Holding AG	499	+0,59
BASF AG	59,30	+0,70
Bayer AG	60	+0,70
Bay Hypo & Wechselt	88,20	+0,50
Bayer Werksbank	117,50	+1,19
BMW	121	+1,25
Commerzbank	72,50	+0,80
Daimler-Benz AG	113,30	+1,70
Deutsche	85	+0,40
Deutsche Bank AG	124,10	+1,25
Deutsche Telekom	31,25	+0,31
Dresdner Bank AG FR	81,10	+0,10
Hendel AG	109,20	+0,20
Hocher AG	58,80	+0,60
Karstadt AG	610	+0,15
Linde AG	1050	+0,72
Man AG	499	+0,74
Mannesmann AG	879	+0,75
Metro	63,25	+0,30
Postbank AG	632	+0,35
Preussag AG	525	+0,57
RWE	91,70	+0,40
Sap VZ	547	+0,40
Schering AG	173,80	+0,70
Siemens AG	100,55	+0,55
Thyssen	378,50	+0,50
Veba AG	115,10	+1,10
Viel AG	955	+0,99
Volkswagen VZ	741	+0,75

### New York, Dow Jones sur 3 mois



### Londres, FT100 sur 3 mois



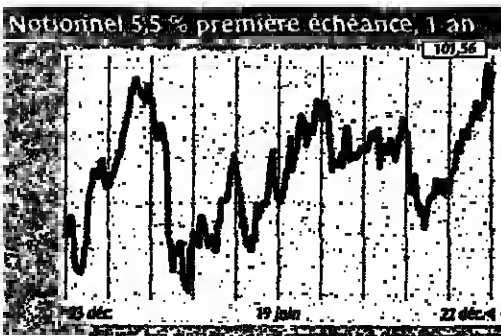
### Francfort, DAX 30 sur 3 mois



## LES TAUX

### Repli initial du Matif

LE MARCHÉ obligataire français était orienté à la baisse, mardi 23 décembre. Dès les premiers échanges, le contrat notional perdait 4 centimes, à 101,52. La veille, le Matif avait terminé sur une note stable, perdant ses gains de la journée, pénalisé par une reprise des Bourses des deux côtés de l'Atlantique, mais, selon les analystes, son orientation demeure positive. Le contrat notional a clôturé à 101,56, inchangé par rapport à vendredi. Le ren-



### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
Taux 22/12	Taux	Taux	Indice
France	3,38	3,38	1,50
Allemagne	3,32	3,32	1,50
Grande-Bretagne	7,06	6,25	NC
Italie	6,19	5,65	NC
Japon	0,45	1,24	NC
Etats-Unis	5,47	5,73	NC

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
Taux au 22/12	Taux au 22/12	Indice
Fonds d'Etat à 3 ans	4,22	96,50
Fonds d'Etat à 5 ans	4,21	96,50
Fonds d'Etat à 7 ans	4,21	96,50
Fonds d'Etat à 10 ans	4,21	96,50
Fonds d'Etat à 15 ans	4,21	96,50
Fonds d'Etat à 20 ans	4,21	96,50
Obligations françaises	5,76	96,50
Fonds d'Etat à TME	-1,95	96,50
Fonds d'Etat à TRE	-2,18	96,50
Obligat. franc. à TME	-2,20	99,14
Obligat. franc. à TRE	+0,07	100,14

dement de l'OAT de référence à dix ans s'est inscrit à 5,24 %, soit au même niveau que le Bund de même échéance, après avoir touché un nouveau plus bas historique en cours de séance à 5,21 %. Sur le marché obligataire américain, le rendement moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, a reculé à 5,88 % contre 5,92 % vendredi soir. Ce marché continue à jouer le rôle de place refuge face à la crise asiatique.

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

Cours au 23/12	Cours au 22/12	Var. en %
jour le jour	3,3750	+0,00
1 mois	3,37	+0,00
3 mois	3,36	+0,00
6 mois	3,35	+0,00
1 an	3,32	+0,00
PIBOR FRANCE	3,3625	+0,00
Pibor France 1 mois	3,3625	+0,00
Pibor France 3 mois	3,3625	+0,00
Pibor France 6 mois	3,3625	+0,00
Pibor France 9 mois	3,3625	+0,00
Pibor France 12 mois	3,3625	+0,00
Pibor ECU	4,4583	+0,00
Pibor Ecu 3 mois	4,4583	+0,00
Pibor Ecu 6 mois	4,4583	+0,00
Pibor Ecu 12 mois	4,4583	+0,00

### MATIF

Echéances 22/12	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Notional 5,5 %	37119	101,56	101,56	101,50	101,66
Mars 98	2	101,06	101,06	101,06	101,06
Sept. 98	2	100,82	100,82	100,82	100,82

### PIBOR 3 MOIS

Cours au 23/12	Cours au 22/12	Var. en %
juin 98	146,40	+0,35
juin 98	898	+0,14
sept. 98	5540	+0,02
dec. 98	5186	+0,02

### ECU LONG TERME

Cours au 23/12	Cours au 22/12	Var. en %
Mars 98	85	+0,04
Mars 98	100,84	+0,04
Mars 98	100,84	+0,04
Mars 98	100,84	+0,04

### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 22/12	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Dec. 97	13547	2875,50	2889	2863	2893
Janvier 98	5069	2885,50	2891	2869	2840,50
Février 98	—	—	—	—	—
Mars 98	336	2899,50	2903,50	2881	2887

## LES MONNAIES

### Stabilité du dollar

Le dollar était stable, mardi 23 décembre, face aux devises européennes, lors des premières transactions entre banques. Il s'inscrivait à 1,7805 mark et 9,9550 francs.

Face à la devise japonaise, il cotait 130,40 yens. Le won sud-coréen, de son côté, a perdu, mardi, 13 % de sa valeur face au dollar, pénalisé par les déclarations du nouveau président, Kim Dae-jung, qui s'est déclara-

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Cours au 23/12	Cours au 22/12	Var. en %
OEVSSES	394,2400	+0,08
Allemagne (100 dm)	5,6225	+0,08
Ecu	5,6225	+0,08
Bats-Unis (1 USD)	16,2225	+0,08
Belgique (100 F)	297,0500	+0,08
Pay-Bas (100 fl)	2,4140	+0,08
Italie (100 li)	87,8500	+0,08
Danemark (100 kr)	6,7525	+0,08
Irlande (100 p)	9,9365	+0,08
Cde-Bretagne (1 £)	2,1260	+0,08
Grèce (100 drach)	76,4900	+0,08
Suède (100 kr)	414,9600	+0,08
Suisse (100 F)	87,7800	+0,08
Norvège (100 k)	47,5750	+0,08
Autriche (100 sch)	3,9545	+0,08
Espagne (100 pes.)	3,2750	+0,08
Portugal (100 esc)	4,1600	+0,08
Canada (1 dollar ca)	4,5688	+0,08
Japon (100 yens)	110,8800	+0,08
Finlande (mark)	5,9400	+0,08

### L'OR

Cours au 23/12	Cours au 22/12	Var. en %
Or fin (le baril)	54900	+0,00
Or fin (en lingot)	59250	+0,00
Once d'Or Londres	288,20	+0,00
Pièce française (20F)	319	+0,00
Pièce suisse (20F)	320	+0,00
Pièce Union lat(20F)	319	+0,00
Pièce 20 dollars us	2310	+0,00
Pièce 10 dollars us	1450	+0,00
Pièce 50 pesos mex.	2080	+0,00

### LE PÉTROLE

Cours au 23/12	Cours au 22/12	Var. en %
En dollars	17,22	-0,22
WTI (New York)	18,66	-0,22
Light Sweet Crude	18,25	-0,22

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

### INDICES

Cours au 23/12	Cours au 22/12	Var. en %
Dow-Jones comptant	131,46	+0,44
Dow-Jones à terme	141,94	+0,44
CRB	233,38	+0,38

### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES	comptant	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,9670	5,9670	5,9670	5,9670	5,9670
DM (100)	4,5742	4,5742	4,5742	4,5742	4,5742
Deutsche Mark	3,3499	3,3499	3,3499	3,3499	3,3499
Franc Suisse	4,1504	4,1504	4,1504	4,1504	4,1504
Livre Ital. (1000)	3,4136	3,4136	3,4136	3,4136	3,4136
Live sterling	9,9422	9,9422	9,9422	9,9422	9,9422
Peseta (100)	3,9577	3,9577	3,9577	3,9577	3,9577
Franc Belge (100)	16,243	16,243	16,243	16,243	16,243

### TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,52	3,52	3,70
Eurodollar	5,90	5,90	5,84
Eurolibre	7,27	7,27	7,67
Eurodeutsche Mark	3,60	3,60	3,69

### MÉTALUX (New-York)

MÉTALUX	comptant	demande 1 mois	offre 1 mois
Argent à terme	601	597,50	597,50
Palladium à terme	357	355,00	355,00



مركز امان لامل

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MERCREDI 24 DÉCEMBRE 1997 / 19

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 23 DÉCEMBRE

Liquidation : 23 décembre

Taux de report : 3,88

Cours relevés à 12 h 30

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MARDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ACTIONS FRANÇAISES

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MARDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MARDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

SECOND MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MARDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MARDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MARDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MARDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

CRÉDIT AGRICOLE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MARDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

CRÉDIT COMMERCIAL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MARDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.

CRÉDIT MUTUEL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MARDI 23 DÉCEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Derniers, Montant. Includes sub-sections for Valeurs Françaises and Valeurs Étrangères.



**COMMUNICATION** Les télé-spectateurs ont plébiscité la première année de concurrence entre les bouquets numériques. A la fin de 1997, plus d'un million de foyers seront

abonnés à une offre de programmes numériques. ● CET ENGOUEMENT dont pâtissent les chaînes généralistes devrait se poursuivre en 1998. Les analystes financiers attendent 750 000

souscripteurs supplémentaires, dont près de 400 000 pour CanalSatellite et plus de 300 000 pour Télévision par satellite (TPS). ● LA CONCURRENCE entre les bouquets numériques coûte

cher. CanalSatellite et TPS ont prévu d'investir plusieurs milliards de francs avant d'espérer les premiers bénéfices attendus au plus tôt en 1999, pour le premier, et en 2001, pour le second.

● **POUSSES** par certains de leurs actionnaires, les deux ensembles de programmes numériques pourraient atténuer leur rivalité. Un prétexte à un rapprochement plus large ?

# Le nombre des abonnés au satellite devrait encore doubler en 1998

Dopé par la concurrence, le marché de la télévision numérique a explosé en 1997, mais les investissements sont plus élevés que prévu, et une restructuration paraît de plus en plus inéluctable dans un domaine où l'évolution rapide des technologies réserve encore des surprises

**UN RETOURNEMENT.** Bousculant tous les pronostics, le marché français de la télévision numérique et payante a connu, et mieux encore, supporté une concurrence que la plupart des analystes et des opérateurs estimaient impossible. En un an, Télévision par satellite (TPS), lancé en décembre 1996, aura séduit près de 340 000 abonnés. Le bouquet présidé par Patrick Le Lay a doublé, en douze mois, ses prévisions d'origine. En parallèle, les versions numériques de Canal Plus et de CanalSatellite auront atteint le seuil des 700 000 souscripteurs. Pour Pierre-Yves Gauthier, analyste financier de Crédit lyonnais Securities, « la concurrence paraît désormais viable ». Selon lui, ce constat « étonnant », eu égard, aux sombres perspectives établies en 1996, s'appuie sur le fait que le marché de la télévision payante numérique « s'est élargi, car à prix constant l'offre est de meilleure qualité avec une plus grande quantité de programmes et de services ».

Pour 1998, les analystes, instruits des bonnes performances de la première année de concurrence, envisagent avec optimisme les futurs recrutements d'abonnés des deux bouquets. Précis, l'un d'eux prévoit « 750 000 abonnés supplémentaires par an pour les deux prochaines années ». Dans le détail, il accorde « 400 000 souscripteurs de plus à CanalSatellite contre plus de 300 000 à TPS et

50 000 à AB Sat ». Toutefois, selon lui : « AB Sat a vocation à disparaître pour être repris par TPS, car AB Productions, maison mère d'AB Sat, vit des commandes de TF1, de France Télévision et de M6 et ne peut donc se couper de ses clients ».

Enthousiastes sur l'intérêt des consommateurs pour les offres de programmes numériques, les analystes sont, en revanche, plus mesurés quant aux perspectives financières des deux groupes rivaux TPS et Canal Plus. Pour l'un, la forte concurrence sur le marché français, et surtout les suites de la fusion avec NetHeld devraient atténuer fortement la rentabilité de

la chaîne cryptée. Selon lui, « Canal Plus pourrait être dans le rouge pour la première fois de son histoire ». Surtout si la chaîne cryptée doit « consolider 45 % de Télépi, ce qui pourrait lui coûter les deux tiers de son résultat consolidé » en 1997.

**UNE DÉCISION INÉLUCTABLE**

Du côté de Canal Plus, certains estiment « le coût de Télépi en 1998 à près d'un milliard de francs ». Toutefois, ce très gros effort financier pourrait être payant, estime un analyste, si la chaîne cryptée italienne conquiert « deux millions d'abonnés en trois ans ». En deçà de ce seuil,

« NetHeld ouïro été payé trop cher ». Pour Laurent Carozzi, analyste chez Paribas Capital Markets, « le paramètre important, pointé chez Canal Plus, est le manque de visibilité de ses comptes. Surtout en matière de promotions ». Selon lui, la chaîne cryptée sera « conduite, à l'avenir, à baisser les tarifs de Canal Plus, ce qui soit frontalement ou de façon plus masquée ou moyen de nombreuses promotions et d'offres commerciales ». Pour l'expert de Paribas, cette décision est inéluctable « car la chaîne cryptée, concurrence par TPS, n'offre plus toutes les exclusivités cinéma à ses clients ». De plus, la montée en

puissance de TPS « ouïro comme suite logique d'orienter à la baisse le nombre des abonnés de Canal Plus », ajoute Laurent Carozzi.

S'agissant de TPS, les avis divergent. Pour l'un, au jugement radical, le bouquet dirigé par Patrick Le Lay « ne gagnera jamais d'argent mais cessera, à l'avenir, d'en perdre beaucoup ». Pour étayer son propos, cet analyste signale que « la télévision à péage est un métier à coûts variables où l'acquisition d'un nombre de plus en plus important d'abonnés entraîne des dépenses de plus en plus conséquentes ». Selon lui, « les seuls à s'enrichir sur le marché de la télévision payante sont les fournisseurs de programmes ». Pour Pierre-Yves Gauthier, au contraire, « TPS est la réponse, remarquable à cette date, de TF1 ou challenge de la croissance ». A l'examen, « TPS est l'outil de conquête, par TF1 et ses porte-paroles, de flux qui leur échappaient et qui, du fait de leur forte croissance, fascinent les opérateurs de télévision commerciale à travers l'Europe ».

**DISPENDIEUSE CONCURRENCE**

En clair, les diffuseurs bertiens veulent récupérer sur le marché de la télévision payante les bataillons de plus en plus nombreux de téléspectateurs qui les délaissent pour s'abonner à des offres cryptées. Mesurée à cette aune, la présence des télévisions généralistes sur le marché de la Pay TV est une

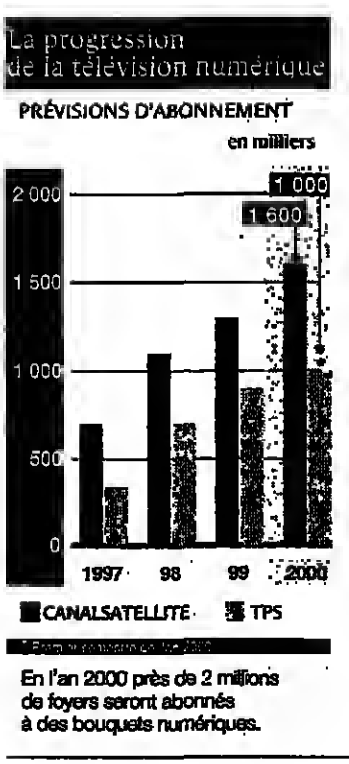
## Les limites de la compression

**NUMÉRISER** signifie transformer images et sons en longues suites de 0 et 1, le fameux langage binaire de l'informatique. Appliquée à la télévision, cette opération permet une seconde : la compression. Au moyen d'algorithmes - formules mathématiques complexes -, le nombre des informations composant images et sons a pu être réduit d'un facteur 8 sans que le message soit altéré. Une véritable aubaine pour les opérateurs de bouquets de programmes. Grâce à la compression numérique, un répéteur de satellite, loué près de 30 millions de francs par an, peut diffuser simultanément jusqu'à huit chaînes de télévision contre une seule auparavant. Les coûts de diffusion satellitaire des chaînes de télévision sont ainsi divisés par huit.

C'est le point de départ de la télévision numérique. A partir de là, les opérateurs pouvaient composer des bouquets de chaînes à moindres frais. Toutefois, tous les programmes n'acceptent pas le même taux de compression. Ainsi, pour être diffusé dans de bonnes conditions un film demande un débit minimum de 4 Mbits/s. Une rencontre sportive exige, elle, un débit supérieur fixé à 6 Mbits/s. « L'idéal, quelle que soit la source, serait un débit de 6 Mbits/s », précise Christophe Cornillet, journaliste à *Satellite TV magazine* et responsable du Lab Sat, un laboratoire indépendant qui surveille la qualité de diffusion des bouquets numériques. Selon lui, « en deçà de ces minima l'image va paraître moins naturelle, la définition sera moindre, les mouvements plus saccadés, les couleurs moins bien restituées - images sursaturées - et des artefacts, sortes de petits carrés ou de mosaïques, apparaîtront dans l'image ». Quant à l'audio, le patron du Lab Sat recommande « 128 Kbits/s pour un son mono de qualité ».

G. D.

G. D.



## Les offres de programmes et les tarifs d'AB Sat, CanalSatellite et TPS

**AB Sat**

- Service de base (49 francs) : AB 1 (séries); France Courses (hippisme); Musique classique (musique); Encyclopédia (culture); Nostalgie la télé (musique); Fit TV (santé et forme); La Chaîne histoire (histoire); AB Cartoons (dessins animés); AB Sat (guide des programmes).
- Option Cinéma (70 francs) : Action (aventure et western); Polar (films policiers et suspense); Ciné Palace (classiques du cinéma); Rire (humour); Romance (love stories).
- Option Passion (70 francs) : AB Sports; Escapes (voyages); Chasse et pêche; AB Animaux; Automobile; XXL (porno).
- Tout AB Sat (99 francs).
- AB Découverte (79 francs) uniquement pour les abonnés de CanalSatellite, Canal Plus numérique et les réseaux câblés : AB 1, AB Animaux, Automobile, La Chaîne histoire, Encyclopédia, Escapes et XXL.

**CANALSATELLITE**

- CanalSatellite thématique (98 francs) : Planète, Paris Première, Spectacle, Eurosport France, La Chaîne météo, France Courses, Canal Jimmy, Voyage, CNN, MCM, Bloomberg Information TV, Canal, LCI, MTV, Euronews, RTPI, CTV, Nostalgie la télé, Fashion TV, NBC, Multimusic 1, Demain 13 rue, Fox Kids, Comédie 1, Forum Planète, AB Sports.
- Options : Ciné Cinémas, Ciné Cinémas, Ciné Cinémas et Ciné Ciné (55 francs); Muzik, MCM Africa, Multimusic Deluxe (30 francs); Seasons, chasse, pêche et nature, (30 francs); Disney Channel (35 francs); C : Direct, téléchargement de logiciels (50 francs); Kiosque, service de paiement à la séance.
- CanalSatellite étoile (158 francs), parabole gratuite jusqu'au 31 décembre : Tout CanalSatellite thématique plus Ciné Cinémas, Ciné Ciné et Disney Channel.

● Chaînes accessibles en clair à tous les abonnés de CanalSatellite : La Cinquième/Arte, ARD, ZDF, Pro 7, Kabel 1, Sat 1, Travel Channel, TNT-Cartoon, Deutsche Welle, DSF, RTM, ESC 1, Andorra TV, Atomic TV. Bouquet de radios numériques : France-Inter, France-Info, France-Musique, FIR Hector, Elisa, Radio-Bleue, Europe 1, Europe 2, RFM, Skyrock, Radio-Nova, Radio-Classique, Radio-France Internationale, Nostalgie, RMC, RTL.

**TPS**

- TPS Thématiques (90 francs) : Eurosport (sports); LCI (informations); Télétoon (dessins animés); Odyssée (documentaires); RTL 9 (films et séries); Histoire; Série club (séries); Fun TV (musique); Téva (chaîne familiale); Festival (fiction); VH-1 (musique); France Supersport (classique et opéra); TV5 (chaîne francophone internationale); BBC World (informations); BBC Prime (fiction et séries).
- TPS Cinéma (100 francs) : Cinéstar 1; Cinéstar 2; Cinétoile (classiques du cinéma).
- Tout TPS : TPS thématique + TPS Cinéma (150 francs, offre promotionnelle à 140 francs jusqu'au 31 décembre, plus la parabole gratuite ou un chèque cadeau de 500 francs).
- Chaînes offertes aux abonnés de TPS : TF 1; France 2; France 3; La Cinquième/Arte; M6; Canal Assemblée (Assemblée nationale et Sénat); Multivision (service de paiement à la séance); France Courses (hippisme); Météo express; PCEI du hibou (arts et spectacles); TPS Boutique (télé-achat); Canal Auto (petites annonces automobiles); Bandiagara (jeux vidéo); Guide des programmes; accès à Internet au début de 1998.
- Chaînes numériques en clair accessibles par tous les abonnés de TPS : RAJ 1, 2 et 3; Rai Sat 1, 2 et

3 (chaînes thématiques italiennes); Rai Nettuno; Fashion TV (mode); Italia 1; Rete 4; Canal 5; Telepace (Vatican); TMC et TMC2; CCTV (Chine); Bloomberg TV (infos économiques et financières); Kowit TV (Koweït); WRC (Russie); HRT TV 1, 2 et 3 (Croatie); Slovenija TV 1 et 2 (Slovénie); ERT International (Grèce); VH-1 Export (musique).- Option arabesque (99 francs, prix promotionnel à 64 francs) : ART Variétés, ART Sports, ART Enfants, ART Cinéma, ART Musique, ART Europe; LBC Sat (Liban); TV7 (Tunisie); KTM (Maroc); ESC 2 (Egypte).
- TPS Sans Frontière (gratuit); SIC (Portugal); CNN International; BBC World; BBC Prime; TV7; KTM.
- 16 radios (gratuit) : Radio-Classique, BFM, Europe 2, RFM, Chérie FM, Rires et Chansons, RTL, Europe 1, RTL 2, NRJ, Fun-Radio, Radios chrétiennes de France (RCF), Média J, Mosquitos et Fréquence libre.

Cyrille du Peloux, directeur général de TPS

## « Les exclusivités les plus contestables sont celles de Canal Plus »

« Vous venez d'annoncer 320 000 abonnés. Quel sera votre score à la fin de 1997 ?

- Grâce à une progression des ventes, TPS aura plus de 330 000 abonnés à la fin décembre. A cause de la grève des camionneurs, nous avons enregistré une petite baisse des recrutements en novembre. Mais nous avions réalisé un mois d'octobre record avec plus de 50 000 souscriptions. Et décembre, c'est de nouveau reparti à la hausse. Chaque jour étant meilleur que le précédent. En 1998, avec Thomson, nous aurons un deuxième fournisseur de décodeurs. Une première commande d'un peu moins de 100 000 de terminaux numériques sera livrable d'ici la mi-1998.

- Après le succès de 1997, la prochaine grosse échéance de TPS sera celle des premiers réajustements. Quelles sont vos prévisions ?

- Les premiers réajustements interviendront dès la fin janvier. Mais de façon limitée. Nous étudions les attentes de nos abonnés au moyen d'un panel bimestriel.

Nous en avons déjà eu trois éditions. Nous avons un taux de satisfaction très fort, qui tourne autour de 90 %. Pour le maintenir à ce niveau, nous allons sans cesse renforcer notre offre : en 1998, nous allons intégrer trois nouvelles chaînes thématiques et développer un grand nombre de services. M6 Music sera lancée fin février, France 3 Régions en avril, et nous travaillons à un concept de chaîne d'informations sportives mêlant émissions, programmes et consultation de données.

- L'offre de TPS est pauvre en films français.

- Sur le marché français, la situation est bloquée par Canal Plus. Mais je ne pense pas que le blocage des droits en pay-per-view (PPV) des films français soit tenable, car il est contraire aux règles de la concurrence et dommageable pour les producteurs français et le financement du cinéma français. Les blocages sauteront, car il est évident que notre base d'abonnés et nos revenus vont forcément intéresser les producteurs. Cela prendra du temps,

car un producteur français ne peut pas se permettre de se fâcher avec Canal Plus.

- Quel nombre d'abonnés envisagez-vous pour 1998 ?

- Nous prévoyons au moins un doublement de notre parc d'abonnés, soit plus de 600 000 à la fin de 1998. En 1997, en gain net, TPS a recruté plus d'abonnés que CanalSatellite, qui devrait terminer autour de 700 000 abonnés après avoir démarré l'année avec 446 000 souscripteurs. L'écart relatif entre CanalSatellite et TPS diminue, mais nous ne les rattrapons pas encore en 1998, même si nous avons un rythme de recrutement plus rapide que notre concurrent.

- Le succès allant, vous avez déposé plus que prévu en 1997 ? Allez-vous freiner vos investissements l'an prochain ?

- Une des conséquences de notre succès, c'est que le besoin en terminaux a été plus fort que prévu. En 1997, notre budget était calculé pour atteindre 175 000 abonnés. Avec près du double aujourd'hui, nous avons financé

deux fois plus de décodeurs. Comme un terminal numérique vaut environ 2 000 francs, notre besoin de financement a augmenté de près de 350 millions de francs. Le budget 1998 a été adopté à l'unanimité par les actionnaires. Nous n'avons pas changé nos projections : le point mort est attendu pour 2001. En revanche, le cash-flow sera positif un peu avant la fin de 1999. Cet investissement supplémentaire n'a pas reculé les échéances.

- Où en sont vos négociations avec AB Sat ?

- Je ne suis pas sûr que Claude Berda, patron d'AB Sat, prévoie de rester éditeur d'une vingtaine de chaînes et en même temps opérateur d'une plate-forme numérique. A mon avis, son projet est évolutif. En ce qui concerne les services interactifs associés à notre offre de programmes, TPS a choisi d'être une plate-forme ouverte. En revanche, je constate que Canal Plus œuvre pour une normalisation d'un logiciel interactif à l'échelon européen, après avoir toujours refusé une telle standardisation. Ce

la signifie que Canal Plus a constaté que MediaHighway, son logiciel de navigation, devra être changé. La taille de leur parc d'abonnés leur pose problème. Pour gagner du temps, Canal Plus souhaiterait que tous les opérateurs changent de système et repartent de zéro.

- Patrick Le Lay, PDG de TPS, souhaite-t-il toujours conserver l'exclusivité des chaînes publiques ?

- En matière d'exclusivités, les plus contestables sont celles de Canal Plus. Si une limitation devait intervenir, c'est Canal Plus qui sera d'abord touché, car il est leader du marché. Lorsque les autorités de la concurrence veulent limiter les exclusivités, elles s'attaquent d'abord à celui qui est en position dominante. Sur le marché de la télévision payante, il est anormal que Canal Plus puisse bloquer et geler, par contrat, les droits du cinéma français. Cela prive notre cinéma de recettes complémentaires.

## L'érosion des chaînes hertziennes

Naguère les observateurs tablaient sur un partage à 50-50 de la consommation audiovisuelle entre les chaînes hertziennes généralistes traditionnelles et les nouvelles chaînes numériques du câble et du satellite. Selon Olivier Appé, directeur du département télévision de l'Institut Médiamétrie, cité par *Libération* lundi 22 décembre, « les téléspectateurs disposent de plus de trente chaînes consacrant désormais 37 % aux chaînes thématiques, contre 63 % pour les généralistes ». C'est dire que le succès du numérique accélère l'érosion des chaînes hertziennes généralistes. Cette érosion était déjà sensible auprès des abonnés du câble : ils ne sont que 27,8 % à regarder TF1, alors que la proportion globale n'est plus que de 35 %, après avoir été de 40 % il y a cinq ans. Seule M6, dont le profil est celui « d'une thématique de fiction américaine et de musique », semble échapper à ce mouvement de repli qui a déjà frappé les grands networks nord-américains : ABC, CBS, NBC et Fox ne concentrent que 60 % de l'audience outre-Atlantique.

Propos recueillis par Guy Dutheil







## Minuit 2000

Au Jules Verne de la tour Eiffel, Paris est tous les soirs une fête

DEPUIS que Beaubourg a perdu son Génitron, horloge fumante qui devait nous donner l'heure au millionième de seconde quand viendrait le moment de partir habiter dans le nouveau siècle - réactivée boulevard Richard-Lenoir, côté Bastille, après réclames de ses créateurs -, c'est à cette vieille bête de tour Eiffel que l'on a confié la mission officielle de nous servir l'illustre compte à rebours. Si le chronométrage lumineux a modestement été réglé sur la tranche des vingt-quatre heures - nous étions ce soir-là à 746 avant le jour J -, il signale pourtant clairement que c'est de ce balcon que l'événement s'entendra le mieux. C'est si vrai que les demandes s'accroissent au poste de commandement du Jules Verne, le restaurant installé au deuxième étage, les prétendants à la nuit du grand basculant étant rendus de plus en plus fébriles à l'idée de venir sentir la fraîche anode 2000 trembler sous leurs pieds. Prévenons-les : les dossiers de réservation ne commenceront à être examinés sérieusement qu'à partir du printemps 1999.

### AU-DESSUS DE LA MÊLÉE

L'altitude plaît. Ce mince et provocant sentiment de se retrouver au-dessus de la mêlée fait monter de très ardent corrélation de clients, qui surchauffent bientôt la nacelle si la liste d'attente n'était là pour les calmer. L'endroit a du succès. Il avait été lancé en 1983, sur ces cartons et propositions de Slavik, qui lui donne cette allure boîte noire, « cockpit d'avion », dira-t-il, pour laisser à la ville l'intégrité de son spectacle de nuit et tout l'exotisme de ses balises.

Il n'a pas changé et on avance toujours à tâtons, la démarche redoublant de prudence par cent vingt-trois mètres d'ascension sous la conduite d'un lifter au sourire en-

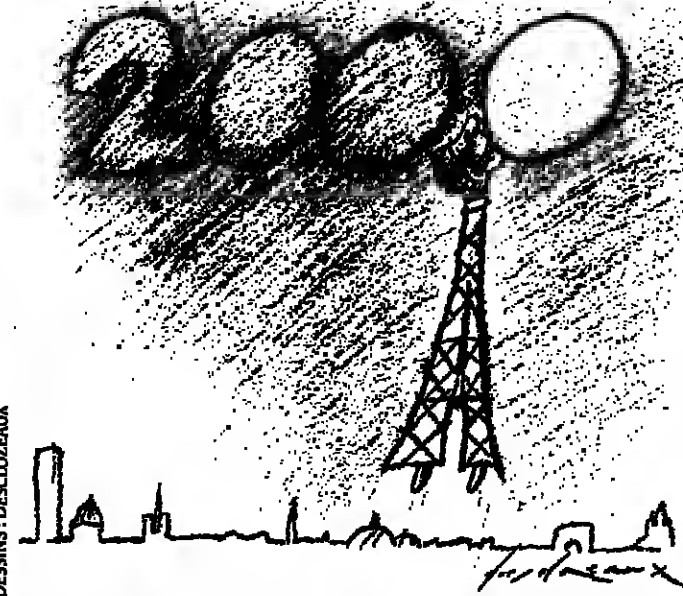
gagéant et aux pieds sûrement gelés. Inusable tour Eiffel. Et entre-tenu, il faut voir comme. On le constate, ici, au plus fin de son ouvrage, au cœur de ses rivets ; du serrage absolu fait main. Aucune échelle, aucun craquement. Du solide, de l'aérien, de l'éternel. Jusqu'à son arrivée, sous les sifflets que l'on sait, les monuments parisiens investissent plutôt dans la pierre ; un placement solide, ooble.

### AVENTURE SELECT

La Tour, elle, s'élève en se déchantant, avoue et propose la plus extravagante leçon d'anatomie à la verticale jamais imaginée. Allait-on lui adjoindre des murs, des voiles, ou attendre qu'elle se foute par terre ? Il y avait de quoi s'inquiéter. Elle finirait pourtant par faire son trou dans le paysage et être classée comme porte-bonheur de choc au patrimoine mondial des édifices à ne pas prendre à la légère.

L'idée d'installer un belvédère gastronomique oiché sur sa deuxième plate-forme ne se comprenait que si l'on s'assurait les services d'un chef insensible au mal des hauteurs. Il est déjà suffisamment troublant d'essayer de ne pas décevoir son monde quand on se mêle de l'émouvoir les talons ferrés en terre ferme. Que le vertige ou vienne pas donner des vapeurs aux sautes ; l'équipage lui-même devant être solidement harnaché pour ne pas céder à l'attrait du vide ou à l'appel des ongles. Tout finira par être réglé au mieux.

Gros hochet touristique, ce Jules Verne sert aussi de repaire aux hommes d'affaires avec élévation de pensée ou médailles à distribuer aux premiers de la classe de leurs entreprises. Le lieu fait intime et donne à chaque fois l'occasion de raconter une histoire peu ordi-



DESSIN : DESCLAUZEAUX

naire. Ni le Lido, ni le Crazy, ni le Moulin Rouge, non, une sortie en ville plus aventureuse, plus originale, plus select. Plus onéreuse aussi, le turbot et son compère homard se faisant facturer au prix fort leur ascension dans les courts-bouillons du haut.

A la tête du manège enchanté - les chaises sont ici sur roulettes pour pouvoir manger un maximum d'horizon -, un homme aussi droit et sérieux que son oom le laisse entendre : Pierre Reix. Solide lascar et barbon de la table française, ancêtre de chez Le Divelloc - en bas, à gauche quand on lorgne sous l'angle invalides -, ce Périgourdin d'origine ne semble en rien bluffé par sa position trop finement stratégique, ni par l'établissement dont il a la charge depuis 1992 et qui fait tourner à guichets fermés sept jours sur sept, douze mois sur douze. Un bossueur.

On sert ici une cuisine moderne et directe, rassurante et sans détour. Une cuisine avec de la poigne. Entendons que, si elle cède

aux colorages du temps, elle reste dans les limites du reconnaissable - langoustines et saint-jacques panées à l'écorce d'orange, entrecôte de veau aux pommes farcies. Avec des plats qui sautent d'un cran, comme cette bien remarquable crème de petits gris aux truffes râpées. Filet de bar sur artichaut, sauce au saint-émilion, blanc de bar rôti en peau, tiges de pommes de terre, jus d'oursins : cette toque des sommets o'a rien oublié des instructions de son ancien et célèbre patron de la rue de l'Université.

Manière de terminer l'année au milieu des serpents et sous les hourras, il aura mis au point un menu du 31 décembre tout à fait vertigineux. Un banquet en trois actes et huit plats. Une bouffe farinieuse, comme dans le temps, quand on avait encore faim et que l'oo était encore riche. Fort heureusement, la liste des invités est close et verrouillée depuis deux mois. Hors boissons, il devait en coûter 1700 francs par personne.

Jean-Pierre Quilén

\* Jules Verne, tour Eiffel, piler sud. Tél. : 01-45-55-61-44. Menu, servi pour le déjeuner, du lundi au vendredi : 290 F. Carte : 600-800 F.



### Le foie gras

Noël, jour de l'an : les agapes imposées des fous d'année ramènent avec elles la petite colonie des produits chers et supposés festifs. Au premier rang d'entre eux : le foie gras. Pour le dévorer du pain de mie grillé et du Sauternes auxquels notre imagination fluet semble avoir enchaîné à jamais, Gérard Vial, le chef des Trois Marches à Versailles, a inventé une recette aussi surprenante qu'exquise. Il associe ce produit à des pamplemousses roses de Floride dont c'est la pleine saison. Après avoir épluché ces agrumes, il les détaille en rondelles extra-fines, les saupoudre de sucre des deux côtés puis les fait sécher pendant trois heures au four à tout petit feu (60). Les rondelles sont ainsi confites. Il les laisse refroidir et pèle à vif d'autres quartiers de pamplemousses qu'il poêle vivement dans du beurre salé. Les fruits encore tièdes sont disposés sur une assiette. Il place dessus une tranche de foie gras de l'épaisseur d'un doigt puis une rondelle de mille-feuille.

Servi avec une vinaigrette légèrement mielée et relevée de poivre concassé, voilà une entrée qui réveille les papilles les plus blasées. Encore faut-il pour la

réussir du foie gras

digne de ce nom.

Dans les années 80,

certain alchimistes

en la matière ont voulu vendre du plomb

au prix de l'or. Des foies gras estampillés

« Sud-Ouest » arrivaient par camions

entiers de Hongrie. Si ces pratiques

scandaleuses ont aujourd'hui cessé, la

région qui fournit 85 % de la production

nationale a désormais à se défendre

contre les « ennemis de l'intérieur ».

Certaines entreprises du

Nord-Pas-de-Calais se contentent ainsi

d'une simple adresse postale dans le

Sud-Ouest pour vendre du foie gras sous

ce nom d'origine.

Pour que ces abus cessent, une association

pour la défense et la promotion des

palmpèdes à foie gras du Sud-Ouest a été

créée en 1992. Gérard Capes, son

président, se félicite aujourd'hui d'avoir

obtenu une IGP (indication géographique

protégée) « qui, des qu'elle sera publiée l'an

prochain au journal officiel européen,

obligera tout foie gras se réclamant du

Sud-Ouest à provenir réellement de canards

élevés et gâtés dans la région ».

Quatre gros producteurs ont devancé cette

date et vendent déjà une partie de leur

production sous IGP : les

entreprises Delpéyral, Labeyrie,

Montfort et Sarrade.

Attention : avec ce système, si

l'ordonne du produit est garanti, la qualité

n'est pas toujours assurée pour autant.

Certains producteurs, comme la Comtesse

du Barry ou les adhérents du comité

Renaissance, trouvent d'ailleurs les

critères de cette IGP bien légers. « Ils

autorisent le gavage en cage individuelle et

avec du maïs concassé », s'insurgent ces

garants du foie gras à l'ancienne.

Mais ce qu'ils regrettent le plus c'est que

certain, peu scrupuleux, ne se gênent pas

pour embobler leurs foies encore chauds.

Le produit y gagne en poids puisqu'il ne

fond presque pas, mais au final son grain

sera plus sableux, sa consistance moins

onctueuse : une inadmissible déception en

perspective.

Guillaume Crouzet

\* Lobe de foie gras de canard entier mi-cuit

sous vide : 170 F les 200 grammes chez la

Comtesse du Barry (dépositaires : 05-67-67-

98-11). 300 F environ la pièce de 500 grammes

au comité Renaissance (adresses au tél. : 05-

58-76-32-38).

### BOUTEILLE

## AOC rully 1<sup>er</sup> cru 1994

OLIVIER LEFLAIVE FRÈRES

Le vignoble qui s'étend sur les communes de Rully et de Chagny au début de la côte chalonnaise produit deux fois plus de vins blancs (cépage chardonnay) que de rouges. Des trois climats de Rabourdet, Vauvry et Grésigny, orientés plein sud et situés sur un coteau à l'ouest du village pavillonnaire, les raisins qu'Olivier Leflaive vinifie aux deux tiers en fûts de chêne et le reste en cuve inox. Les vins en fûts restent dix mois sur lie avant d'être soutirés puis assemblés avec les vins en cuve. A ce travail d'élevage et de négociant est apporté un soin comparable à celui du prestigieux domaine où Anne-Claude Leflaive prépare les meilleurs puligny-montrachet de la commune. Le millésime 1994 de ce rully 1<sup>er</sup> cru combine la finesse et la vivacité propre aux bourgognes blancs racés et accompagnera, grâce à une finale légèrement citronnée, plutôt un plat à la crème, bouchées à la reine, poule au riz - qu'un poisson. Son prix est encore raisonnable.

\* Rully 1<sup>er</sup> cru 1994 : 65 F la bouteille. Olivier Leflaive Frères. Place du Monument. 21190 Puligny-Montrachet. Tél. : 03-80-21-37-65. Télécopie : 03-80-21-33-94.

### TOQUES EN POINTE

## Bistrot

LE ROYAL ALIGRE

Un vrai quartier populaire, un marché réputé, des commerces de toutes les couleurs et cette maison modeste, chère et accueillante, qui s'ingénie à procurer certains soirs quelque musique, jazz et folk. La cuisine ultra simple semble convenir à la paisible clientèle du quartier.

Terrine maison de fèves de volaille et salade de lentilles, ou bien tante aux poireaux et soupe de potiron à la crème. Plats du jour fort intéressants, caillots aux raisins à la purée de céleri, poulet fermier aux champignons et à la crème ; ou encore ongles à l'échalote. De bons desserts, comme la tarte maison, le gâteau au chocolat, le clafoutis aux poireaux, et les poires pochées au vin rouge ; le tout sera accompagné d'un saumur peu coûteux. Menu 145 F. Au déjeuner, menu à 78 F.

\* Paris 11, place d'Aligre (75012). Tél. : 01-44-73-90-04. Fermé dimanche soir et lundi.

## Brasseries

LE PARIS ORLÉANS

Établissement de qualité, dans cadre ancien et rutilant à la fois, disposant d'une belle salle adjacente et vaste avec des fauteuils confortables. Cuisine classique familiale, pour l'ordinaire, avec plats du jour : c'est la saucisse à l'ail, ou bien le lapin moutarde. Carte on ne peut plus classique, et dont une clientèle jeune raffole dans ce quartier de la Bibliothèque de France, en pleine rénovation. Pot-au-feu, blanquette, et haricot de mouton sont de la partie, et de belles viandes, bien sûr. Un couple heureux et sympathique de professionnels pour l'accueil, et de bons petits vins du bordelais, comme le château sansans (68 F). Que souhaiter de plus, du côté de la porte de Vitry ? Menu (70 F). A la carte, compter 120 F. \* Paris 2, rue de Patay (75013). Tél. : 01-45-83-89-42. Fermé samedi et dimanche.

## Gastronomie

TABLES POUR LES FÊTES

Au Vivarois, fidèle à ses habitudes, Claude Peyrot accueille les gourmets pour un dîner prolongé le 24 et le 31 décembre, ainsi qu'au déjeuner du lendemain, aux prix habituels de la carte. Compter environ 600 F. 192, avenue Victor-Hugo 75016 Paris. Tél. : 01-45-04-04-31.

Au Meurice, dîner de Noël aux chandelles avec truffes, homard au servage et chapon pour 770 F. Compter plus du double pour le dîner de la Saint-Sylvestre. En revanche, déjeuner et dîner du 25 décembre (550 F) et du jour de l'An (620 F). 228, rue de Rivoli. 75001 Paris. Tél. : 01-44-58-10-50.

A l'Hotel Beau-Rivage (Lausanne), réveillon du 31 décembre sur le thème « Shangai des années 30 » (250 F). Tenue de soirée. Beau-Rivage Palace. Place du Port 17-19. Lausanne 6 Onch. Tél. : 021-613-33-33.

A l'PCEnothèque, réveillon de la Saint-Sylvestre dans une ambiance de bistrot : foie gras, homard, chapon et caviar pour 550 F, avec bouteille de champagne. 20, rue Saint-Lazare 75009 Paris. Tél. : 01-48-78-08-76.

Le restaurant Morot-Gaudry est ouvert le 24 décembre au soir, le 25 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier, avec carte et prix habituels. Dîner de réveillon du 31 décembre : 890 F boissons comprises. 8, rue de la Cavalerie 75015 Paris. Tél. : 01-45-67-06-85.

Réveillon italien au Cortile : 550 F sans les boissons. 37, rue Cambon 75001 Paris. Tél. : 01-44-58-45-67.

Menu de Noël (480 F) et de Nouvel An (680 F) chez Ladurée. 75, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris. Tél. : 01-40-75-08-75.

Déjeuner du 25 décembre au Berte's dans la tradition britannique avec le pudding de Noël. 1, rue Léo-Delibes 75016-Paris. Tél. : 01-44-34-54-34.

Pour ceux qui ne peuvent se déplacer, le traiteur Dalloyau livre à l'avance d'intéressants menus autour de la coquille saint-jacques (270 F), du chapon fermier (290 F) et un large choix de plats et de bûches pâtisseries. 101, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris. Tél. : 01-42-99-90-00.

Jean-Claude Ribaut

### PARIS 7<sup>e</sup>

**LES MINISTÈRES**  
Noël Réveillon 350 F Tout compris  
Animation musicale et dansante  
36, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37  
LE RESTAURANT DE LA SEULE ÉPOQUE

### PARIS 8<sup>e</sup>

**YVAN**  
1 bis, rue Jean-Mermoz (Voltaire le soir)  
Rond-Point des Champs-Élysées  
Tél. 01.42.39.18.40 - 01.42.49.16.69  
Fax : 01.42.39.30.95 (Fax. Sam. soir et dim.)  
Petit Yvan : 1 bis, rue Jean-Mermoz  
75008 Paris - Tél. 01.42.89.49.65  
Yvan sur Seine : 26, quai de Louvre  
75001 Paris - Tél. 01.42.36.49.52

### PARIS 12<sup>e</sup>

• **LE LYS D'OR**  
2, rue de Chaligny (12<sup>e</sup>) - 01.44.68.96.98  
L'un des plus beaux et des plus  
authentiques salons Châlonnais de Paris.  
• **SAVEUR DE PRINTEMPS**  
23, avenue Du Arnold Netter (13<sup>e</sup>)  
01.44.68.99.99  
MENUS A C 98 F - CARTE ENV. 160 F

### PARIS 9<sup>e</sup>

**LA TAVERNE**  
PROFESSEURS  
Réveillon 98  
Champagne, orchestre et coillons.  
860 F  
24 Bd des Italiens.  
Paris 9<sup>e</sup> - 01 47 70 16 64

### PARIS 12<sup>e</sup>

**LE CHALET DU LAC**  
DE SAINT-MANDE  
A l'orée du bois de Vincennes derrière la  
Mairie de St-Mandé,  
à 5 km de la  
Place de la Nation.  
Grands Réveillons Dansants  
Corillons. Grand Bal et ambiance de Fête.  
NOËL menu 450 F (tout compris)  
Participation au Bal, non compris 150 F  
de 23h à 01h du mat.  
ST-SYLVESTRE menu 850 F (tout compris)  
Participation au Bal, non compris 200 F  
de 23h à 01h du mat.  
Réserv. : 01.43.28.09.89

### PARIS 14<sup>e</sup>

**LE MOULIN VERT**  
Dans un îlot de verdure, ce  
restaurant propose un menu-carte  
exceptionnel à 178 F, apéritif, vin et  
café compris. Douze entrées (farfonde  
de foie gras, saumon mariné...), un  
grand choix de viandes et poissons  
légèrement saumons aux morilles,  
magret aux raisins... et le choix  
entre fromage et dessert font de  
cette adresse un des meilleurs  
rapports qualité-prix de la capitale.  
En semaine, menu  
"après-midi" à 89 F. Ouv. TLJ  
34 bis rue des Planters - 01.45.38.31.31

### PARIS 14<sup>e</sup>

**LA CREOLE**  
Ouvert tous les jours - 01.42.20.62.12  
Spécialités des îles, dans une  
lumière de verdure et de sourires  
avec Cuisine antillaise le soir. L'un  
des plus anciens restaurants antillais  
de la capitale. Carte 220 F environs.  
122, boulevard du Montparnasse

### PARIS 14<sup>e</sup>

**MONTAGE GUILLAUME**  
Cheminée, Bûches, Homards du vivier  
Spécialité de Poissons et Bouillabaisse  
Ouv. LE 25 DÉCEMBRE AU DÉJEUNER  
Fermé Dim. - Chantres confort \*\*  
88, rue de la Touraine. Tél. 01.42.22.96.15

### PARIS 16<sup>e</sup>

**BRASSERIE**  
DE LA  
POSTE  
Service jusqu'à 01h  
Menu du Nouvel An 250 F  
L'incorruptible brasserie du 16<sup>e</sup>  
Dîner prolongé pour la ST SYLVESTRE  
Carte habituelle - Plats de fête  
34, rue de Longchamp  
01.47.55.01.31 - Ouv. tous les jours

### 92 NEUILLY

**PARIS NEUILLY**  
Maison CHÂLONN 3 générations  
"3 spécialités toujours le weekend, la  
saucisse fraîche ou croustie à l'ail, le  
chou farci... garni à l'ail, et le  
confit de canard aux pamplemousses et ail,  
naturellement". J.C. Ribaut - Carte 160 F  
1 Place Parmentier - 01.46.24.54.01  
Fermé le soir et le dim. Salon de 20 pers.

### PARIS 19<sup>e</sup>

**LE PALAIS DE L'INDE**  
Rue au Parc des Buttes Chaumont  
"Un des meilleurs restaurants  
indians de Paris à prix raisonnables".  
65, rue Marlin - 75017  
01.42.38.91.26 - 01.42.38.31.14

### GASTRONOMIE

renseigne n'ont  
01.42.17.39.40

**DINER**  
**EN**  
**FÊTE**







## CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 24 DÉCEMBRE 1997

**TENDANCE** Fait marquant des années 90 : les États-Unis affirment leur statut de grande puissance musicale jusqu'à la création contemporaine, ne se posant plus seulement

en référence par la qualité des orchestres de Boston, Cleveland, Chicago et Philadelphie ou par l'originalité de leurs grands aventuriers. ● LA FRANCE se montre attentive à ce qui

se produit outre-Atlantique dans des conditions qui frisent, depuis quelques mois, le phénomène de mode. ● LE COMPOSITEUR français Tristan Murail explique, dans un entretien

au Monde, les raisons qui l'ont poussé à accepter l'invitation d'enseigner à l'université Columbia. ● INVENTÉE aux États-Unis, la composition assistée par ordinateur reste curieuse-

ment absente du cycle Amérique de la Cité de la musique quand de nouvelles données sociologiques découlent d'un développement forcé de la communication.

# La France découvre la musique contemporaine américaine

De nombreux concerts en régions et à Paris, notamment à la Cité de la musique, démontrent, depuis quelques mois, un engouement de plus en plus patent pour la diversité des courants musicaux venus des États-Unis

Si le choix de Steve Reich et de Morton Feldman comme têtes d'affiche du Festival d'Automne à Paris s'inscrit dans une logique observée de longue date (offrir dans la durée un suivi de compositeurs américains), celui d'Aaron Jay Kernis à l'occasion du lancement des Paris de la musique en juin est emblématique d'une tendance - la Nouvelle Musique - qui manifeste de nombreuses affinités avec un courant en vogue aux États-Unis.

Le regain d'intérêt pour l'Amérique n'est pas qu'un fait parisien. Ainsi le Théâtre Garonne de Toulouse accueillera-t-il en résidence (à compter de février 1998) Alvin Lucier, un des fondateurs de l'esthétique minimaliste. Ces entreprises ponctuelles mais significatives rejoignent l'interrogation formulée par Brigitte Marger, directeur général de la Cité de la musique : « Découvrir l'Amérique ? Est-ce encore possible à l'heure de CNN et où-delà des discours convenus sur l'impérialisme des uns et l'identité culturelle des autres ? » Affirmative, la réponse doit être appréciée au cours d'un long cycle, délibérément présenté de novembre 1997 à juin 1998 comme un patchwork.

En dépit de certaines absences et de l'adoption d'un parti « historiciste » sécurisant mais conventionnel (les pionniers, artisans de l'indépendance...) pour ce qui concerne le répertoire savant défendu par l'En-



New York, 1958.

semble InterContemporain et son chef californien David Robertson, le cycle Amérique a le mérite de rendre sensible la multiplicité des médias investis aux États-Unis par la musique avec une prédilection pour le cinéma et la danse. Il souligne aussi opportunément la plu-

ralité des sources dans un large tour d'horizon du jazz et des musiques populaires.

En revanche, il ne s'engage pas suffisamment pour caractériser le concept d'américanité. David Robertson s'y est essayé en proposant au public une rencontre sous-titrée

« Pluralité américaine, singularité française ». Souhaitons qu'elle ait été plus éloquent que le dernier concert (samedi 20 décembre) estampillé « made in the USA » : bien que composée en Amérique, la plus grande partie de la musique inscrite à ce programme ne se diffé-

rencie pas réellement de ce que l'on entend en France ou en Allemagne. L'interminable *Coma* de David Soley s'en tient à la besogneuse application d'un principe structurel opposant deux consistances dans un environnement électronique à caractère parasitaire. D'essence bruitiste, *Land* de Josh Levine rassemble large pour un résultat impersonnel et débridé. Comme les pièces des jeunes Soley (né en 1962) et Levine (né en 1959) données en création mondiale, *Quest* du chevronné George Crumb verse parfois dans le tatouement par maniérisme onirique. Le triptyque *Glorious Buttons* (1996, création française) de John Adams s'attache au traitement d'un matériau d'emprunt. Mélodie religieuse du siècle dernier, danse de western ou chanson pop des sixties alimentent successivement un langage voué au travestissement ludique, réussi sur le plan de l'écriture, moins sur celui de l'esthétique. Par son aspect hybride, l'œuvre pointe néanmoins une dimension authentiquement américaine.

Rien d'étonnant donc que John Adams (né en 1947) soit le plus souvent retenu pour représenter les États-Unis. A Paris où trois de ses œuvres seront encore jouées d'ici la fin du cycle (*Chamber Symphony* pour une prestation de la chorégraphe Lucinda Childs, *Choirman Dances* et *Hormonielehre* à

l'occasion de deux concerts symphoniques) comme à Toulouse où le Quatuor Danel interprétera en mai *John's Book of Alleged Dances*.

La musique de John Adams se caractérise par une importante faculté d'assimilation. En cela, elle est parfaitement américaine et continue une tradition paradoxale entretenue aux États-Unis pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle par des marginaux dont le seul point commun consistait en une volonté d'ouverture de la musique. Ouverture vers l'Europe sérielle (Babbitt, Wuorinen, Carter), vers l'Orient ancestral (Cowell, Harrison, Cage), vers la production mécanique (Nancarrow) ou électronique (Babbitt, Subotnick, Chowling), vers le bruit (Antheil) ou vers le silence (Cage).

### « TOUT EST PERMIS »

Plus que le souffle des grands espaces chers à Aaron Copland, le brio coloré propre à Leonard Bernstein et la pérennité de l'expression mélodique assurée par Samuel Barber, la leçon extrême de « tout est permis » de John Cage semble déterminer l'orientation actuelle d'une musique américaine qui ne tente plus des percées novatrices mais loge son audace dans un principe d'appropriation tous azimuts. Ainsi en va-t-il de Michael Daugherty, spécialiste des héros yankees. Une symphonie inspirée de Superman, un concerto pour basset à la gloire d'Elvis Presley, et maintenant un opéra, *Jackie O*, sorte de peplum post-moderne qui puise dans l'entourage de la veuve du président Kennedy (Grace Kelly, Andy Warhol, Ari Onassis, Maria Callas...) matière à détournement musical (tango, pop songs, folklore grec).

Si le retraitement des sources musicales les plus diverses devient caractéristique de l'Amérique d'aujourd'hui (qui affectionne aussi les remakes au cinéma), ce n'est pas parmi les compositeurs mais parmi les interprètes qu'il faut chercher son plus authentique représentant. Après maintes expériences de *world music* et de jazz-rock, le Quatuor Kronos s'attaque au répertoire médiéval. Hildegard von Bingen et Guillaume de Machaut arrangés pour quatuor à cordes, voilà bien des créations typiquement américaines !

P. G.

\* Prochain concert : Barber, Debussy et John Adams, par le New World Symphony, Michael Tilson Thomas (direction). Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. Le 11 février, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84, 140 F et 200 F.

## Discographie sélective

● Les grands anciens  
- Edward Macdowell : *Concerto pour piano et orchestre n° 2*. Van Cliburn (piano) : 1 CD RCA.  
Formé en France et en Allemagne, Macdowell, aujourd'hui tombé dans l'oubli, a donné son nom à la chaire de composition de l'université Columbia et laissé un concerto romantique en diable.  
- Charles Ives : *They are there ! - Three Places in New England - A Symphony - New England Holidays*. David Zinman (direction) : 1 CD Argo.  
Un programme révélateur des résonances prises par l'iconoclaste de Danbury, parmi lesquels la fameuse collision de fanfares provoquée au centre de Putnam's Camp.  
- Aaron Copland : *Appalachian Spring - Nonette pour cordes - Pièces pour quatuor*. Dennis Russell Davies (direction) : 1 CD Music Masters.  
Un portrait original du

compositeur devenu symbole de l'Amérique grâce à *Appalachian Spring*, partition destinée à la chorégraphe Martha Graham.  
- Samuel Barber : *Hermès Songs - Sleep now - The Daisies - Nivolella - Knoxville, Summer of 1915 - Deux scènes d'Anthony and Cleopatra*. Leontyne Price (soprano), Samuel Barber (piano), Thomas Schippers (direction) : 1 CD RCA Victor.  
Leontyne Price transcende des pages vocales qui couronnent l'œuvre d'un compositeur trop souvent connu par son pathétique *Adagio pour cordes*.  
● Plébiscités aujourd'hui  
- John Adams : *Nixon in China*. Edo de Waart (direction) : 3 CD Elektra Nonesuch.  
L'opéra-culte de la nouvelle musique, créé à Houston en 1987 et qui connaît une descendance indigente aujourd'hui avec *Jackie O*, de Michael Daugherty.  
- Kronos Quartet : *Early Music*. 1 CD Elektra Nonesuch.  
Perotin, Machaut, Dowland, Purcell en compagnie de Cage, Partch et Lamb, dans un parcours à interpréter librement.

## Les pionniers de l'informatique musicale

LE PREMIER GRAND VOLET du cycle Amérique de la Cité de la musique fut consacré aux pionniers. Charles Ives (1874-1954), Henry Cowell (1897-1965) et John Cage (1912-1992) figuraient donc à l'affiche des deux concerts proposés en novembre par David Robertson à la tête de l'Ensemble InterContemporain. Emblématiques d'une audace soudaine en vigueur au pays de l'Oncle Sam, ces iconoclastes sont respectivement entrés dans l'histoire pour avoir superposé des événements hétérogènes, osé la tâche sonore par excellence (le cluster défini dès 1919) ou, tout simplement, libéré les sons.

Il se trouve cependant un domaine dans lequel les Américains se sont montrés beaucoup plus visionnaires qu'ils (anticipant le postmodernisme), Cowell (annonciateur du bruitisme avec d'autres *Bad Boys* tels que Georges Antheil) et Cage (pourtant à l'origine de bien des courants avec sa pratique du piano préparé ou avec sa philosophie du hasard) : l'informatique musicale.

### MAI CÉLÈBRÉE EN FRANCE

Le recours à l'ordinateur (qui tente aujourd'hui - ne serait-ce que par curiosité - une majorité de compositeurs) et l'usage du synthétiseur (plus répandu dans le répertoire populaire) comptent parmi les avancées les plus spectaculaires effectuées en Amérique au XX<sup>e</sup> siècle. L'on doit ainsi à Max Mathews, ingénieur au service des Bell Telephone Laboratories situés près de New York, la première synthèse des sons par ordinateur (1957). Son programme *Music V* permit ensuite à des compositeurs tels que John Chowning (attaché à l'université Stanford) ou le Français Jean-Claude Risset

(intégré à l'équipe de Mathews dans les années 60) de prospecter artistiquement des univers sonores inédits.

Quand Mathews se concentra sur la production des sons de manière numérique, Lejaren Hiller (responsable entre 1958 et 1968 du Studio de musique expérimentale de l'université de Illinois) envisagea en parallèle la conception proprement dite de l'œuvre par des moyens informatiques et posa ainsi les fondements de ce que l'on appelle aujourd'hui la composition assistée par ordinateur (CAO). Quant à la paternité du synthétiseur, on l'attribue tant à Donald Buchla (connu d'un cercle d'initiés réunis autour du compositeur Morton Subotnick) qu'à Robert Moog (dont l'invention se propagea vite dans le domaine des musiques commerciales).

On s'étonne donc que cette dimension typiquement « made in USA » ne soit pas célébrée à la Cité de la musique, par exemple avec des pièces de John Chowning, de Lejaren Hiller (la célèbre *Illiac Suite*), de Morton Subotnick ou de Milton Babbitt. L'Ensemble InterContemporain aurait pu trouver là matière à collaboration avec l'Ircam, son partenaire de toujours. Car, comme le rappelle Andrew Gerzso (assistant musical de Pierre Boulez depuis 1977 et actuel responsable du Forum Ircam), l'institut parisien s'est « d'abord développé sur la base du travail accompli par Chowning à Stanford ». Ajoutons que Max Mathews fut le premier directeur scientifique de l'Ircam et que le logiciel de référence créé à l'Ircam par l'Américain Miller Puckette s'appelle... Max.

P. G.

Tristan Murail, compositeur résident à l'université Columbia

## « Chaque université américaine soutient la musique contemporaine et le basket »

NÉ EN 1947, Tristan Murail a été élève d'Olivier Messiaen au Conservatoire de Paris avant de développer au sein du collectif L'itinéraire (fondé en 1973 avec Gérard Grisey et Michaël Levinas), une musique connue sous le nom de « spectrale ». Il a également compté parmi les pionniers de l'informatique musicale en suivant entre autres dès 1980 le cursus proposé par l'Ircam de Pierre Boulez, institut qui l'a ensuite régulièrement invité pour des activités de pédagogie et de création. Tristan Murail enseigne depuis quelques mois à l'université Columbia (New York), dans laquelle Edgar Varèse a donné par le passé des conférences importantes et qui s'est illustrée très tôt dans le domaine de la musique électronique, notamment par l'utilisation du synthétiseur RCA.

« Que vous évoque l'appellation « made in USA » sur un plan musical ?

- Aux États-Unis, est considéré comme art ce qui se vend sous le

nom d'art. Ce concept commercial a sécrété une sorte d'anticorps représenté par les universités. Ce n'est pas spécifique à la musique. La plus grande partie de la vie intellectuelle et de la recherche scientifique s'effectue au sein de l'université.

- La musique contemporaine peut-elle alors devenir aux États-Unis un art de masse ?

- Je n'en ai pas jusqu'à l'affirmer. Mais le circuit des grandes salles de concerts et des orchestres symphoniques est entièrement commercial. Les programmes se révèlent peu exigeants, et la production de Beethoven y est presque considérée comme de la musique expérimentale ! Ainsi apprend-on dans les universités à écrire pour l'orchestre dans un style supposé « accessible » autant aux musiciens qu'au public.

- Qu'est-ce qui vous a décidé à vous installer aux États-Unis ?

- Le cadre de travail. En France et en Europe, la situation devient

préoccupante en raison du désengagement des États et des radios vis-à-vis de la culture et de la musique contemporaine. Un exemple : la réduction massive des droits d'auteur. Aujourd'hui, seules l'Allemagne et la Scandinavie continuent d'assurer aux compositeurs des revenus non négligeables par le biais des diffusions radio-phoniques de leurs œuvres. Le problème est qu'on est en train d'emprunter des éléments de système social ou économique aux États-Unis sans se doter du même environnement. Le système universitaire français n'a pas vocation, à pallier le désengagement de l'État.

- En quoi les conditions de travail diffèrent-elles de l'autre côté de l'Atlantique ?

- Aux États-Unis, l'université - financée ou non par l'État - soutient la création. Celle qui m'a recruté, Columbia, est une entreprise privée fondée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle me paie - à un niveau de rétribu-

tion très satisfaisant - autant pour composer que pour enseigner. En toute liberté. On ne me cherche pas des noises si je dois partir quinze jours pour des concerts en Europe. Au contraire, il y a même un budget pour cela.

- Vous assurez en quelque sorte la vitrine de l'université.

- Exactement ; c'est bien le mot. L'université soutient l'art on l'équipe de basket-ball parce que cela contribue à son prestige. La contrepartie négative tient au fait que, chaque université américaine, même la plus petite, a un département de musique contemporaine et une équipe de basket-ball ! Avec la conséquence que beaucoup de gens sont formés à la composition par des professeurs médiocres. Il y a donc des milliers de compositeurs qui forment des compositeurs à composer en circuit fermé.

Propos recueillis par Pierre Gervasoni

**CE SOIR SUR CANAL JIMMY PASSEZ NOËL EN FAMILLE AVEC SEINFELD**

**FATHER TED spécial Noël**

**BOTTOM**

**SPIN CITY**

Les séries désopilantes pour PIMENTER la douce nuit de Noël !

**JIMMY**

La chaîne qui nous ressemble sur le câble et CanalSatellite

**cité de la musique**

Quelques dates marquantes

**Quelques dates marquantes**

12 et 13 décembre - 15h

14 décembre - 15h

15 décembre et 2 janvier - 19h

16 et 17 janvier - 15h

18 et 19 janvier - 15h

19 et 20 janvier - 15h

21 et 22 janvier - 15h

23 et 24 janvier - 15h

25 et 26 janvier - 15h

27 et 28 janvier - 15h

29 et 30 janvier - 15h

31 janvier - 15h

1er février - 15h

2 et 3 février - 15h

4 et 5 février - 15h

6 et 7 février - 15h

8 et 9 février - 15h

10 et 11 février - 15h

12 et 13 février - 15h

14 et 15 février - 15h

16 et 17 février - 15h

18 et 19 février - 15h

20 et 21 février - 15h

22 et 23 février - 15h

24 et 25 février - 15h

26 et 27 février - 15h

28 et 29 février - 15h

1er mars - 15h

2 et 3 mars - 15h

4 et 5 mars - 15h

6 et 7 mars - 15h

8 et 9 mars - 15h

10 et 11 mars - 15h

12 et 13 mars - 15h

14 et 15 mars - 15h

16 et 17 mars - 15h

18 et 19 mars - 15h

20 et 21 mars - 15h

22 et 23 mars - 15h

24 et 25 mars - 15h

26 et 27 mars - 15h

28 et 29 mars - 15h

30 et 31 mars - 15h

1er avril - 15h

2 et 3 avril - 15h

4 et 5 avril - 15h

6 et 7 avril - 15h

8 et 9 avril - 15h

10 et 11 avril - 15h

12 et 13 avril - 15h

14 et 15 avril - 15h

16 et 17 avril - 15h

18 et 19 avril - 15h

20 et 21 avril - 15h

22 et 23 avril - 15h

24 et 25 avril - 15h

26 et 27 avril - 15h

28 et 29 avril - 15h

30 et 31 avril - 15h

1er mai - 15h

2 et 3 mai - 15h

4 et 5 mai - 15h

6 et 7 mai - 15h

8 et 9 mai - 15h

10 et 11 mai - 15h

12 et 13 mai - 15h

14 et 15 mai - 15h

16 et 17 mai - 15h

18 et 19 mai - 15h

20 et 21 mai - 15h

22 et 23 mai - 15h

24 et 25 mai - 15h

26 et 27 mai - 15h

28 et 29 mai - 15h

30 et 31 mai - 15h

1er juin - 15h

2 et 3 juin - 15h

4 et 5 juin - 15h

6 et 7 juin - 15h

8 et 9 juin - 15h

10 et 11 juin - 15h

12 et 13 juin - 15h

14 et 15 juin - 15h

16 et 17 juin - 15h

18 et 19 juin - 15h

20 et 21 juin - 15h

22 et 23 juin - 15h

24 et 25 juin - 15h

26 et 27 juin - 15h

28 et 29 juin - 15h

30 et 31 juin - 15h

1er juillet - 15h

2 et 3 juillet - 15h

4 et 5 juillet - 15h

6 et 7 juillet - 15h

8 et 9 juillet - 15h

10 et 11 juillet - 15h

12 et 13 juillet - 15h

14 et 15 juillet - 15h

16 et 17 juillet - 15h

18 et 19 juillet - 15h

20 et 21 juillet - 15h

22 et 23 juillet - 15h

24 et 25 juillet - 15h

26 et 27 juillet - 15h

28 et 29 juillet - 15h

30 et 31 juillet - 15h

1er août - 15h

2 et 3 août - 15h

4 et 5 août - 15h

6 et 7 août - 15h

8 et 9 août - 15h

10 et 11 août - 15h

12 et 13 août - 15h

14 et 15 août - 15h

16 et 17 août - 15h

18 et 19 août - 15h

20 et 21 août - 15h

22 et 23 août - 15h

24 et 25 août - 15h

26 et 27 août - 15h

28 et 29 août - 15h

30 et 31 août - 15h

1er septembre - 15h

2 et 3 septembre - 15h

4 et 5 septembre - 15h

6 et 7 septembre - 15h

8 et 9 septembre - 15h

10 et 11 septembre - 15h

12 et 13 septembre - 15h

14 et 15 septembre - 15h

16 et 17 septembre - 15h

18 et 19 septembre - 15h

20 et 21 septembre - 15h

22 et 23 septembre - 15h

24 et 25 septembre - 15h

26 et 27 septembre - 15h

28 et 29 septembre - 15h

30 et 31 septembre - 15h

1er octobre - 15h

2 et 3 octobre - 15h

4 et 5 octobre - 15h

6 et 7 octobre - 15h

8 et 9 octobre - 15h

10 et 11 octobre - 15h

12 et 13 octobre - 15h

14 et 15 octobre - 15h

16 et 17 octobre - 15h

18 et 19 octobre - 15h

20 et 21 octobre - 15h

22 et 23 octobre - 15h

24 et 25 octobre - 15h

26 et 27 octobre - 15h

28 et 29 octobre - 15h

30 et 31 octobre - 15h

1er novembre - 15h

2 et 3 novembre - 15h

4 et 5 novembre - 15h

6 et 7 novembre - 15h

8 et 9 novembre - 15h

10 et 11 novembre - 15h

12 et 13 novembre - 15h

14 et 15 novembre - 15h

16 et 17 novembre - 15h

18 et 19 novembre - 15h

20 et 21 novembre - 15h

22 et 23 novembre - 15h

24 et 25 novembre - 15h

26 et 27 novembre - 15h

28 et 29 novembre - 15h

30 et 31 novembre - 15h

1er décembre - 15h

2 et 3 décembre - 15h

4 et 5 décembre - 15h

6 et 7 décembre - 15h

8 et 9 décembre - 15h

10 et 11 décembre - 15h

12 et 13 décembre - 15h

14 et 15 décembre - 15h

16 et 17 décembre - 15h

18 et 19 décembre - 15h

20 et 21 décembre - 15h

22 et 23 décembre - 15h

24 et 25 décembre - 15h

26 et 27 décembre - 15h

28 et 29 décembre - 15h

30 et 31 décembre - 15h







هكذا من لاصول

Groupement industriel (CA de 70 M€), de dimension internationale, recherche son  
**Adjoint au Directeur de l'Audit Interne**  
Paris H/F  
Réf. : JML81297  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes de grande distribution (CA de 15 M€) recherche son  
**Directeur Comptable**  
Paris Ouest H/F 400 KF  
Réf. : OR18688  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes Volkswagen France recherche son  
**Contrôleur de Gestion**  
Aix (82) H/F  
Réf. : SR19409  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

SUPPLY, un des leaders mondiaux de l'agro-alimentaire, recherche son  
**Spécialiste Financement International**  
Paris H/F 350 KF  
Réf. : PH18818  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes français de distribution recherche, dans le cadre d'une forte expansion, son  
**Chef Comptable**  
Paris H/F 250 KF  
Réf. : GC19489  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes industriels internationaux, leader mondial sur ses marchés, recrute son  
**Auditeurs Internes France et International**  
Paris H/F 300 KF  
Réf. : PHB18490  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes internationaux, leader du marché de l'énergie, recrute son  
**Contrôleur de Gestion**  
Paris H/F 350 KF  
Réf. : OL18633  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

La filiale française d'un grand groupe industriel international recherche son  
**Responsable Contrôle de Gestion**  
Sud Ouest H/F 450 KF  
Réf. : AD16919  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Société internationale de conseil recherche, pour accompagner sa filiale française, son  
**Adjoint au Responsable Consolidation**  
Paris H/F 230 KF  
Réf. : ELT19446  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Filiale d'un groupe industriel et de services américains recherche son  
**Directeur Financier**  
Paris H/F  
Réf. : SR19404  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

IFP, groupe pétrolier, recrute son  
**Contrôleur de Division**  
Dijon (21) H/F 350 KF  
Réf. : PH19103  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes français recherche son  
**Organisateurs SAP**  
Lyon (69) H/F 350 KF  
Réf. : HDP191217  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Filiale française d'un groupe industriel international (CA de 250 M€) recrute son  
**Chef Comptable**  
Nantes (72) H/F 250/300 KF  
Réf. : BM19394  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Un des leaders du marché des vins et spiritueux recherche son  
**Contrôleur de Gestion**  
Reims H/F 300 KF  
Réf. : PHB18793  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes américains d'automobiles recherche pour sa filiale française spécialisée dans la maintenance son  
**Chef Comptable**  
Paris H/F  
Réf. : MBA18894  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes internationaux (CA de 1,5 M€) recherche son  
**Consolidateur**  
Paris H/F 300/370 KF  
Réf. : FMN19167  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Laboratoire de dermatologie (CA de 1,2 M€), filiale d'un groupe américain à forte renommée, recherche son  
**Contrôleur de Gestion Commercial**  
Paris H/F 250 KF  
Réf. : PMT17832  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Société industrielle recherche son  
**Adjoint au Chef Comptable**  
Normandie H/F 250/300 KF  
Réf. : LNB19525  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes Volkswagen France et VOLKSWAGEN FINANCE recherche son  
**Analyste Financier**  
Aix (82) H/F  
Réf. : SR19410  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Société industrielle, leader dans le domaine de l'équipement automobile, recherche pour son site de production en  
**Contrôleur Financier**  
Normandie H/F  
Réf. : BPO18658  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes américains de distribution de matériel médical recherche pour sa filiale française son  
**Responsable Administratif et Financier**  
Paris H/F 300/350 KF  
Réf. : GC18599  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Société industrielle française (CA de 600 M€), leader sur son marché, recherche son  
**Contrôleur de Gestion**  
Bordeaux-Mérignac H/F 250 KF  
Réf. : PHB18775  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

PMI de production industrielle et commerciale recherche son  
**Contrôleur Financier Europe**  
Paris Sud H/F 450 KF  
Réf. : OR19084  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Société industrielle (CA de 5 M€), leader sur son marché, recherche son  
**Analyste Financier**  
Paris H/F 250/300 KF  
Réf. : ABS19252  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

KNOLL, groupe américain international de fabrication et distribution de mobilier de bureau recherche pour sa filiale française son  
**Controller**  
Paris H/F 350 KF  
Réf. : ELT19174  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

INNOVITRADA Laboratoire pharmaceutique leader dans son domaine recherche son  
**Responsable Comptable**  
Arcueil (94) H/F 300 KF  
Réf. : PH19391  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes internationaux de Télécommunications recherche son  
**Organisateur Senior**  
Paris H/F 350 KF  
Réf. : HDP19321  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes industriels (CA de 500 M€) recherche son  
**Chef Comptable**  
Lyon (69) H/F 300 KF  
Réf. : XB191219  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Entreprise privée (CA de 15 M€) recherche, dans le cadre d'un développement, son  
**Directeur Administratif et Financier**  
Paris H/F 400 KF  
Réf. : ARZ18370  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

Groupes internationaux de distribution de matériel médical recherche pour sa filiale française son  
**Responsable Administratif et Financier**  
Paris H/F 300/350 KF  
Réf. : GC18599  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

PMI anglo-saxonne en plein développement (CA de 500 M€) recrute le poste de  
**Contrôleur Financier**  
Meyun (77) H/F 350 KF  
Réf. : FX19114  
MJP  
Michael Page Finance  
La spécialité du recrutement Financier

**Michael Page Finance**  
Vous souhaite de Joyeuses  
Fêtes de Fin d'Année

Michael Page Finance sélectionne les missions que nous vous proposons. Pour plus d'informations, contactez-nous sur le 3617 code MF ou sur le <http://www.mpf.fr>

Secr...

Expériences

Champ d'expression

monétique.

Consultants



553 من لاهل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 24 DÉCEMBRE 1997 / 27

## Secteurs de pointe

### Le nouveau rapport par l'ONU

de l'ONU a une nouvelle fois de répondre aux exigences de la communauté internationale. Dans une déclaration, le Secrétaire général appelle Bagdad à cesser immédiatement ses attaques contre les équipes d'inspecteurs et à accepter les résolutions de la Commission internationale d'enquête.

### Le pape d'Ankara

Le pape d'Ankara, le ministre turc des Affaires étrangères, a déclaré lundi 22 décembre que le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a demandé au gouvernement turc de faire passer sous le sceau de la confidentialité les informations relatives à la situation de la Turquie.

### La Turquie craint

### un putsch déjoué

Le régime militaire de la Turquie craint un putsch déjoué. Le chef de la diplomatie turque, le ministre des Affaires étrangères, a déclaré lundi 22 décembre que le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a demandé au gouvernement turc de faire passer sous le sceau de la confidentialité les informations relatives à la situation de la Turquie.

### Le IG Farben

### de sinistre mémoire

Le IG Farben, la société chimique allemande, a été accusée de collaboration avec le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Le IG Farben a été accusé de collaboration avec le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale.

### Initiatives

### au Laos

Le IG Farben, la société chimique allemande, a été accusée de collaboration avec le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Le IG Farben a été accusé de collaboration avec le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale.

### Initiatives

### au Laos

Le IG Farben, la société chimique allemande, a été accusée de collaboration avec le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Le IG Farben a été accusé de collaboration avec le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale.

### Initiatives

### au Laos

Le IG Farben, la société chimique allemande, a été accusée de collaboration avec le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Le IG Farben a été accusé de collaboration avec le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le Groupe Carbone Lorrain, plus de 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, 6 000 personnes, est l'un des leaders mondiaux dans le domaine des composants (spécialités en graphite, composants électriques, étanchéité, aimants) pour les industries de haute technologie : aéronautique, automobile, transports à grande vitesse, nucléaire, industrie chimique... Nous recherchons, pour notre division Equipement Génie Chimique :

### Ingénieur d'Affaires Expérimenté

Chargé des commandes complexes et de leur suivi au sein de nos filiales et chez nos clients, vous élaborerez les offres d'échangeurs en graphite et de systèmes. Véritable spécialiste en calcul de génie chimique pour tous les produits d'appareillage, vous apporterez le soutien nécessaire aux filiales et à la vente, principalement dans les pays germanophones.

### Ingénieur d'Affaires

Futur Ingénieur de Vente Responsable de Zone

Dans un premier temps, vous serez chargé de l'ensemble des fonctions citées dans le poste précédent. Puis, votre mission s'élargira à la prospection, la négociation et la vente de matériel et d'ensembles de génie chimique dans une zone de responsabilité déterminée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant le poste choisi, à CARBONE LORRAINE, 1 rue Jules Ferry, BP n° 1, 54530 Pagny-sur-Moselle.

**GROUPE CARBONE LORRAINE**

### GRAND

### CABINET

### INTERNATIONAL

### D'EXECUTIVE

### SEARCH

NOUS RECHERCHONS

NOTRE

Merci d'adresser en toute confidentialité votre candidature en précisant sur l'enveloppe la réf. LL700080 à EUROMESSAGES - 78 Bd de la République - 92514 BOULOGNE Cedex. Réponse garantie.

\*Pratique Hautes Technologies.

### Nouveaux

## champs d'expression

pour

## experts en monétique.

Cabinet conseil en organisation, spécialiste de l'assistance à maîtrise d'ouvrage et des moyens de paiement, le développement de nos missions dans des secteurs tels que la banque, l'industrie ou les services, tant en France qu'à l'étranger, nous permet de renforcer notre équipe.

**SME**  
conseil

### Consultants seniors

Ingénieur double d'une formation en gestion ou en organisation, vous avez acquis une expérience de 3 à 10 ans dans des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatives à la carte bancaire ou privative, au chèque, à la carte sans contact, aux échanges financiers internationaux ou encore au passage à l'euro.

Votre expertise en monétique vous permettra de prendre en charge des missions variées qui concernent toutes les phases de la gestion d'un projet : études, pilotage, conduite du changement et recette.

Dans ce contexte, vos compétences techniques et fonctionnelles seront tout aussi primordiales que vos qualités personnelles : aisance relationnelle, ouverture d'esprit, force de conviction, synthèse et autonomie.

Merci de nous faire parvenir lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. CSMP. Diversité assurée.

18 rue de la Banque - 75002 Paris



INFOTEL

### POUR ÉVOLUER VITE, IL FAUT :

UN SECTEUR EN PLEINE CROISSANCE

UNE EXPERTISE RECONNUE

UN ENTREPRISE CONQUÉRANTE

Vous avez choisi une filière de formation supérieure scientifique ou économique. Elle a développé vos qualités de rigueur et de méthode. Elle a renforcé votre curiosité pour des techniques, des situations et des milieux diversifiés.

Votre diplôme en poche, vous voulez engager la première étape d'une "vraie" carrière dans l'informatique.

Nos projets vous attendent. Après une formation (rémunérée) de deux mois aux techniques grands systèmes (MVS, COBOL, DB2, IMS ou CICS), vous rejoindrez nos équipes opérationnelles en charge de la conception et de la mise en œuvre de systèmes d'information pour de grandes entreprises françaises et internationales. Vous y développerez des compétences avancées dans nos différents domaines d'activités (conseil et ingénierie, direction de grands projets, client / serveur, développement de logiciels, formation). Nos objectifs : à terme, faire de vous des experts en informatique et poursuivre grâce à vous le développement de notre groupe.

Merci de nous adresser rapidement votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence JM/6358.

INFOTEL CONSEIL - 164, avenue Charles de Gaulle - BP 186 - 92205 Neuilly-sur-Seine

## INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

### Avis de concours de la fonction publique territoriale

LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU GARD ORGANISE EN PARTENARIAT AVEC LES CENTRES DE GESTION DE L'AUDE et de L'HERAULT un concours

### D'ASSISTANT TERRITORIAL SOCIO-EDUCATIF (H/F)

pour 58 postes - dont 47 en spécialité assistant de service social et 11 en spécialité éducateur spécialisé

CONDITIONS D'INSCRIPTION : Concours sur titres avec épreuve (entretien avec le jury) ouvert aux candidats titulaires des diplômes suivants :  
✓ pour la spécialité Assistant de service social du diplôme d'Etat d'assistant de service social  
✓ pour la spécialité Educateur spécialisé du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION à compter du 26 janvier 1998 au 27 février 1998 - minuit (le cachet de la poste faisant foi) auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Gard - 281, chemin du Mas Coquillard - 30900 NIMES.  
Les dossiers d'inscription peuvent également être envoyés sur simple demande manuscrite adressée au Centre de Gestion accompagné d'une enveloppe libellée aux nom et adresse de l'intéressé.

Les épreuves orales (entretien avec le jury) auront lieu à Nîmes à compter du 1er avril 1998.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Savoie organise pour les départements de la Haute-Savoie, du Rhône et de l'Isère : un CONCOURS INTERNE SUR EPREUVE DE

### COORDINATRICE DE CRECHES

pour pourvoir 04 postes

ouvert aux puéricultrices territoriales hors classe justifiant en 1er janvier de l'année du concours d'au moins trois ans de services affectifs dans leur grade.

L'épreuve se déroulera le mercredi 08 avril 1998 à Annecy.

Les dossiers d'inscription pourront être retirés ou demandés par écrit (joindre une enveloppe de format A4 affranchie à 6,70 F et libellée aux nom et adresse du candidat) du 19 janvier 1998 au 23 février 1998, exclusivement auprès du : Centre de gestion de la Haute-Savoie - 1, rue Jean-Jaurès - B.P. 118 - 74003 ANNECY Cedex

Les dossiers d'inscription dûment complétés devront être renvoyés ou déposés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Savoie pour le : 27 février 1998, date limite de dépôt des dossiers, le cachet de la poste faisant foi.

### 313 000 Cadres de l'administration lisent le Monde tous les jours\*

Pour tous renseignements concernant la rubrique INITIATIVES LOCALES contactez Sacha LAUZANNE  
Tél. : 01.42.17.39.34  
Fax : 01.42.17.39.38

\* source IPSOS Cadres actifs 1996 LAM

### AVIS DE CONCOURS RESERVE

Pour le recrutement de PSYCHOLOGUE TERRITORIAL (H/F)

Nombre de poste à pourvoir : 1

Date de retrait des dossiers : du 21/01/1998 au 20/02/1998

jusqu'à 17 heures.

Date limite de dépôt des dossiers : le 23/02/1998 jusqu'à 17 heures.

Date du concours : 26 mars 1998.

Les demandes d'inscription par courrier devront être accompagnées d'une enveloppe format 32 X 23 timbrée à 6,70 F et adressées à :

Monsieur le Président  
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA CHARENTE-MARITIME  
70 bis, avenue Jean Guilton  
17028 LA ROCHELLE Cedex 01



هكذا من راحل

## Informatique - Réseaux Télécommunications

### Quelle différence y a-t-il entre un ingénieur et un ingénieur chez Unilog ?

REPONSE :

Le diplôme ? La personnalité ? L'ambition ? ... Et si il n'y avait pas une différence mais de nombreuses façons de faire la différence. Comment ? Chez Unilog, un ingénieur a les moyens de parfaire sans cesse ses connaissances. De plus, notre politique de gestion des compétences et des carrières lui permet d'effectuer un parcours passionnant et personnalisé. Enfin la qualité des projets confiés est à la source de l'enthousiasme et de l'ambition conviale qui caractérisent Unilog.



Avec 2 300 collaborateurs, dans toute la France, Unilog est l'un des premiers acteurs indépendants du Conseil et de l'Ingénierie en Informatique.

Unilog mise sur les idées neuves, l'enthousiasme, parce qu'au-delà des diplômes il y a la personnalité de chacun. En s'ouvrant sur d'autres horizons, Unilog offre à tous, généralistes et informaticiens, des perspectives de carrières dans l'univers des systèmes d'information.

Pour cela, Unilog privilégie la formation : une solide formation à l'informatique, ses outils et ses méthodes pour les uns, une formation complémentaire pour les autres et un accompagnement pour tous. Tous interviennent chez nos clients (essentiellement des grands comptes de tous les secteurs de l'économie) pour assurer le développement d'applications en informatique de gestion.

Jeunes Diplômés, ingénieurs ou universitaires scientifiques, rejoindre le groupe Unilog, c'est intégrer une structure pour qui la diversité est une source de créativité.



Si vous voulez faire, vous aussi, la différence envoyez votre candidature sous réf. LM/12 à : UNILOG - Anne PISELLE - 97, Bd Péreire - 75017 Paris.

## Le monde des cadres

La puissance, la réactivité,  
la souplesse...  
Donnez-leur un nom !

**Responsable de formation H/F**

Dresdner Kleinwort Benson est la nouvelle marque fédératrice des activités du Groupe Dresdner Bank dans le domaine des marchés de capitaux et de la banque d'investissement. Dans ce contexte, la Banque Internationale de Placement s'appelle désormais Dresdner Kleinwort Benson (marchés), filiale à 100 % du Groupe Dresdner Bank et pôle de compétence mondial du groupe en matière d'arbitrage. Reconnus pour notre technicité, notre capacité d'innovation et notre souplesse de fonctionnement, nous nous sommes imposés depuis 1979 sur les plus grandes places financières internationales.

Dans un groupe de 430 personnes, rattaché au Directeur des Ressources Humaines, vous élaborerez et mettrez en place une gestion dynamique de la formation (compétences...), dont vous assurerez également la totalité de l'administration à l'aide d'un logiciel performant. Vous aurez ainsi la charge des déclarations annuelles (2083, taxe

d'apprentissage, Forpacif) et celle du traitement quotidien des dossiers. Vous êtes à même de jouer un rôle de conseil en formation auprès des collaborateurs de la banque. À 30/35 ans, de formation supérieure en Ressources Humaines, vous avez déjà une expérience significative de la fonction, notamment en ce qui concerne le plan de formation. Vous possédez impérativement une connaissance des métiers de la finance (idéalement dans les activités de marchés) et vous maîtrisez la micro-informatique. La connaissance de l'anglais courant est nécessaire. Si vous souhaitez développer une expérience riche et motivante, si vous voulez prendre des initiatives, vous allez rejoindre des équipes conviviales, motivées et créatives.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. REFMON, à Dresdner Kleinwort Benson (marchés), Direction des Ressources Humaines, 108 boulevard Haussmann, 75008 Paris.



**Dresdner Kleinwort Benson**

**BDDP Corporate**

**concepteur rédacteur**

**directeurs artistiques**

**junior • senior**

Ouvert à la pub comme à l'édition, curieux, enthousiaste, bref créatif à part entière, vous aimez faire de belles choses dans un bon esprit pour différentes activités (B to B, communication financière, communication interne, communication RH...), activités qui exercent leur métier avec les mêmes besoins en termes de réflexion, de stratégie et de créativité.

Faites-nous découvrir rapidement ce que vous pensez de votre métier, quelles sont vos motivations pour rejoindre une agence comme BDDP Corporate et quelques exemples issus de votre book.

Merci d'envoyer votre dossier en précisant sur l'enveloppe la référence CREA/LM à Jean-Charles Amaudruz, BDDP Corporate, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

Collaborateur  
Fiscaliste

FTP



هكذا من راحل

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 24 DÉCEMBRE 1997 / 29

## Le monde des cadres



Spécialisé dans le financement de l'accession à la propriété, le Crédit Immobilier de France, avec 2 800 collaborateurs, développe son activité autour des métiers du crédit (112 MdF d'encours) et des métiers immobiliers (promotion, investissement, maisons individuelles). Il regroupe 103 Sociétés Anonymes de Crédit Immobilier et 23 filiales financières, son résultat net est de 912 MF. La Chambre Syndicale des Sociétés Anonymes de Crédit Immobilier a une mission d'animation et de développement du réseau pour la mise en œuvre de la stratégie. Elle est également l'organe de contrôle de l'activité et de la sécurité du réseau, doté d'un pouvoir réglementaire. Pour renforcer son corps d'inspection, elle recrute

### Inspecteurs h/f

Rattaché au Directeur de l'Inspection Générale et dans le cadre de missions préventives à périodicité régulière, vous serez chargé de l'inspection des Sociétés du réseau. Par un examen sur place de l'organisation, du fonctionnement et des comptes, vous contrôlerez l'évolution et les risques de chacune des Sociétés ainsi que l'application des directives et recommandations des instances dirigeantes du réseau et des autorités de contrôle. Vous pourrez être amené, le cas échéant, à participer à la consolidation des comptes et à réaliser des études techniques. A 25/35 ans environ, BAC + 4 ou 5 en finance comptabilité (MSG, DECF, DESS, Ecole de Commerce option comptabilité finance), vous posséderez une expérience financière et comptable de 3 ans minimum acquise en cabinet d'audit, banque ou organisme financier. Pour l'un des postes, vous aurez acquis la maîtrise de la comptabilité bancaire, de l'audit et de l'organisation financière et pour l'autre, de la comptabilité et de la gestion financière dans le secteur immobilier. Rigoureux, autonome et déterminé, vos capacités d'analyse et de synthèse appliquées à la gestion financière alliées à un bon sens relationnel et à de bonnes capacités rédactionnelles, vous permettront d'être rapidement opérationnel au sein d'une petite équipe. Vous maîtriserez la micro-informatique et connaîtrez le secteur immobilier. Ces postes basés à Paris, nécessitent des déplacements de quelques semaines dans toute la France (environ 50% du temps). réf. IG/98

### Consolidateur Chargé d'Etudes h/f

Rattaché au Directeur Délégué à l'Inspection sur Pièces, vous contribuerez au développement des outils de contrôle et d'analyse, centraliserez et vérifierez les informations collectées. Vous apporterez à l'équipe votre expertise de la consolidation et serez chargé de la production des comptes consolidés du réseau, des tableaux de bord et de la réalisation d'études financières. A 25/30 ans environ, de formation supérieure en comptabilité gestion, vous posséderez une expérience en consolidation de 2 ans minimum en cabinet d'audit, banque ou organisme financier. Rigoureux, vous conjuguez sens de l'initiative avec capacités d'analyse et de synthèse appliquées à la gestion comptable et financière d'établissement de crédit. Vous connaissez la comptabilité bancaire et maîtrisez la micro-informatique et les logiciels de consolidation. La connaissance de «Conso Managers» sera appréciée. Ce poste est basé à Paris. réf. IG/98

CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE

Pour l'ensemble de ces postes, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation et rémunération actuelle) sous la réf. choisie à : Chambre Syndicale des Sociétés Anonymes de Crédit Immobilier Direction de l'Inspection Générale 2, rue de Lord Byron - 75394 Paris cedex 08.

Référence mondiale dans le domaine de la haute technologie, notre Groupe Industriel recherche un(e)

## Jeune juriste en droit social

Directement rattaché(e) au responsable du service droit social, vous prenez en charge le suivi de la législation sociale et veillez à son application au sein de nos établissements aux activités variées; vous êtes plus particulièrement amené(e) à rédiger, étudier et noter de synthèse à l'usage de nos utilisateurs que vous n'hésitez pas à conseiller. Votre ouverture d'esprit, votre sens aigu de

la communication et du dialogue complètent votre savoir-faire. Une parfaite connaissance de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous la réf. 56862 à Pres Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui nous transmettra votre dossier en toute confidentialité.

### COUTRELIS & ASSOCIES

Cabinet d'Avocats au Barreau de Paris spécialistes en Droit Communautaire

Le cabinet a une culture de "Boutique" au sens américain du terme et une réputation d'excellence dans les travaux qu'il entreprend dans tout domaine du Droit Communautaire et surtout en Droit de la Concurrence, en Droit Douanier et dans l'Agronomie. Le cabinet a également une très bonne expérience des recours devant la Cour de Justice à Luxembourg ayant à son actif 48 affaires à ce jour.

Nous recherchons pour Paris et Bruxelles des Avocats rigoureux mais aussi créatifs, véritablement motivés, habitués par le souci de bien faire, de construire et de privilégier le long terme au sein du Cabinet et dans ses relations avec les clients, qui apprécient eux-mêmes le service hautement personnalisé que nous leur offrons.

Si vous pensez avoir ces qualités et si vous avez par ailleurs la formation nécessaire et au moins trois ou quatre années d'expérience adéquate en Cabinet (ou toute autre expérience qui pourrait s'ajouter à celle du Cabinet dans des domaines nouveaux et porteurs), vous correspondez peut-être aux Avocats que nous recherchons et de réelles perspectives d'association vous seront alors offertes.

Préférence accordée aux Avocats de langue maternelle anglaise et aux Avocats Américains double nationaux admis à plaider dans l'un des Etats membres.

Confidentialité garantie. Ecrire à :

COUTRELIS & ASSOCIES - M. André COUTRELIS - 55 avenue Morceau - 75116 PARIS

Cabinet d'avocats d'affaires international recherche dans le cadre de son développement un

## Collaborateur Fiscaliste

Paris

(H/F)

Rattaché à l'un des Associés du Cabinet, vous serez amené à intervenir sur des dossiers relatifs aux opérations de structuration fiscale (fusions, acquisitions, cessions, etc.) à l'échelle transnationale, pour le compte d'une clientèle française et étrangère.

Vous aborderez également des dossiers en fiscalité immobilière (achats, ventes, échanges d'immeubles, etc.) et serez le conseil d'établissements financiers spécialisés de renommée internationale. A ce titre, vous pourrez être consulté lors d'opérations d'acquisition de portefeuilles d'actifs immobiliers.

Agé d'environ 30 ans, avocat de formation juridique et fiscale supérieure (DEA, DESS,

DICE, etc.), vous avez acquis une expérience de la fiscalité liée aux opérations nationales et internationales d'environ cinq ans au sein d'un cabinet d'avocats.

La maîtrise de l'anglais est requise pour ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Thierry Montecatini, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret cedex ou de taper votre CV sur le 36.17 MPage (Cronache 3.4857/98) ou de vous connecter au <http://www.mpfrance.com> sous la référence TM19451.



Michael Page Tax & Legal  
Le spécialiste du recrutement juridique



Retrouvez toutes les annonces du Monde :

INTERNET • <http://www.cadresonline> • <http://www.lemonde.fr/emploi>  
MINITEL • 3615 cadresonline (2,23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

## Carrières internationales

LONDON - PARIS - TOULOUSE - MONTREAL - JOHANNESBURG  
SEOUL - BANGKOK - BEIJING - SAO PAULO

## International recruitment consultants



GECI TECHNOLOGIES is an International Engineering Consulting Group, offering to its most prestigious clients worldwide, engineering solutions and leading edge technical expertise in the fields of Aircraft, Space, Aeroengines, Transport and Energy Industries.

The significant development of European major engineering projects justify the creation of several Recruitment Consultant positions located in London, Berlin, Turin and Paris.

Highly motivated candidates are expected to bring a significant and successful recruitment and search experience gained either in an international high tech industrial environment and/or in recruitment consultancies/agencies. Knowledge and understanding of the technical domains where our Group operates will be a plus.

If you are results driven, dynamic, fully bilingual in 2 European languages (English being a must), mobile and eager to join a performing and growing consulting organisation, please address your CV to : GECI INTERNATIONAL, Recruitment Department, 105 bis bd. Malesherbes, 75008 Paris. Fax : 33 (0) 1 53 53 00 98. e-mail : [recruitment@geci-tri.fr](mailto:recruitment@geci-tri.fr)



# FILMS DE LA SOIRÉE

- 19.00 La Vie privée du tribunal** ■  
De John Dahl (Etats-Unis, 1997, N, v.o., 120 min.) Historie
- 20.10 Les Petits Champions** ■  
De Stephen Herek (Etats-Unis, 1992, 100 min.) Disney Channel
- 20.30 Madeline** ■  
De David Luman (Grande-Bretagne, 1990, N, v.o., 115 min.) Ciné Cinéma
- 20.30 Retour à Howards End** ■  
De James Ivory (Grande-Bretagne, 1992, 140 min.) Ciné Cinéma
- 20.35 Y aura-t-il de la neige à Noël ?** ■  
De Sandrine Veysset (France, 1996, 85 min.) Canal +
- 20.35 La Couleur pourpre** ■  
De Steven Spielberg (Etats-Unis, 1985, 155 min.) RTM
- 20.35 L'Histoire sans fin II : Noveau chapitre** ■  
De George Miller (Etats-Unis, 1997, 95 min.) TM6

- 20.45 Dark Crystal** ■  
De Jim Henson et Frank Oz (Etats-Unis, 1982, 95 min.) Arte
- 20.50 Mary Poppins** ■  
De Robert Stevenson (Etats-Unis, 1964, 145 min.) M 6
- 21.20 Carmen** ■  
De Carlos Saura (Espagne, 1983, 105 min.) France Supervision
- 22.00 La Triche** ■  
De Yannick Belon (France, 1984, 100 min.) Paris Première
- 22.20 L'Alibi** ■  
De Pierre Chenal (France, 1937, N, v.o., 85 min.) Festival
- 22.25 Le facteur sonne toujours deux fois** ■  
De Tay Garnett (Etats-Unis, 1946, N, v.o., 115 min.) Ciné Cinéma
- 22.35 Les Enfants du paradis** ■  
De Marcel Carné (France, 1945, N, v.o., 185 min.) France 2

# NOTRE CHOIX

■ **22.20 Arte**  
Thema : Méliès, le cinémagicien. Bonheur et merveilles sur Arte. Après l'enchantement *Dark Crystal*, un film d'animation réalisé par Jim Henson et Frank Oz en 1982, une « Thema » consacrée à Georges Méliès, magicien de l'image, proposée par Jacques Méry et la petite-fille du cinéaste, Madeleine Malthe-Méliès. Dans *La Magie Méliès*, Jacques Méry retrace, au travers d'extraits de films, de documents inédits, de témoignages et de reconstitutions, le parcours de ce pionnier du septième art à l'imagination créative unique en son genre, qui usa de toutes les ressources du trucage. Ce documentaire passionnant est suivi d'une quinzaine de titres, réalisés entre 1898 et 1909, parmi les plus célèbres de ce génie poétique ; *Une séance Méliès* où l'on constatera notamment le plaisir avec lequel le directeur du Théâtre Robert-Houdin manipulait le corps — démembrement, multiplication, grossissement, dissolution... — et sa virtuosité pour faire éclater les frontières du rationnel. — Val. C.

■ **1.05 RTL 9**  
Le Roman d'un tricheur. Un homme d'un certain âge rédige ses mémoires à la terrasse d'un café. On apprend que, pour avoir volé huit sous dans son enfance, il fut entraîné par les circonstances à devenir groom, croupier de casino puis tricheur professionnel. Un véritable roman filmé dont les images sont accompagnées d'un commentaire à la première personne (une seule scène dialoguée, celle, mémorable, de l'apparition de Marguerite Moreau). L'esprit caustique de Guirry au service d'une invention cinématographique dont Orson Welles fut impressionné. Et un régal d'interprétation. — J.S.

# PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

- TF1**  
19.00 *Walker Texas Ranger*.  
19.30 et 20.45 *Météo*.  
20.00 *Journal*, Résultat des courses.  
20.30 *Petit papa baston*.  
20.50 *Petit papa baston*.  
21.00 *Journal*, Résultat des courses.  
21.30 *Tout le sport*.  
21.40 *La Nuit en fête*.  
21.50 *Pavarotti and Friends For War Child*.

## FRANCE 2

- 19.20 *1 000 enfants vers l'an 2000*.  
19.25 *Quel est qui ?*.  
19.35 *As nous du sport*.  
20.00 *Journal*, A cheval, Météo.  
20.30 *Mère Teresa*.  
20.50 *Un livre, des livres*.  
21.00 *Les Enfants du paradis*.  
21.30 *Journal*, Météo.

## FRANCE 3

- 18.50 *Un livre, un jour*.  
18.55 *Le 19-20 de l'information*.  
20.01 *Fe si la chante*.  
20.05 *Fe si la chante*.  
20.10 *Fe si la chante*.  
20.15 *Fe si la chante*.  
20.20 *Fe si la chante*.  
20.25 *Fe si la chante*.  
20.30 *Fe si la chante*.  
20.35 *Fe si la chante*.  
20.40 *Fe si la chante*.  
20.45 *Fe si la chante*.  
20.50 *Fe si la chante*.  
20.55 *Fe si la chante*.  
21.00 *Fe si la chante*.  
21.05 *Fe si la chante*.  
21.10 *Fe si la chante*.  
21.15 *Fe si la chante*.  
21.20 *Fe si la chante*.  
21.25 *Fe si la chante*.  
21.30 *Fe si la chante*.  
21.35 *Fe si la chante*.  
21.40 *Fe si la chante*.  
21.45 *Fe si la chante*.  
21.50 *Fe si la chante*.  
21.55 *Fe si la chante*.  
22.00 *Fe si la chante*.  
22.05 *Fe si la chante*.  
22.10 *Fe si la chante*.  
22.15 *Fe si la chante*.  
22.20 *Fe si la chante*.  
22.25 *Fe si la chante*.  
22.30 *Fe si la chante*.  
22.35 *Fe si la chante*.  
22.40 *Fe si la chante*.  
22.45 *Fe si la chante*.  
22.50 *Fe si la chante*.  
22.55 *Fe si la chante*.  
23.00 *Fe si la chante*.  
23.05 *Fe si la chante*.  
23.10 *Fe si la chante*.  
23.15 *Fe si la chante*.  
23.20 *Fe si la chante*.  
23.25 *Fe si la chante*.  
23.30 *Fe si la chante*.  
23.35 *Fe si la chante*.  
23.40 *Fe si la chante*.  
23.45 *Fe si la chante*.  
23.50 *Fe si la chante*.  
23.55 *Fe si la chante*.  
24.00 *Fe si la chante*.  
24.05 *Fe si la chante*.  
24.10 *Fe si la chante*.  
24.15 *Fe si la chante*.  
24.20 *Fe si la chante*.  
24.25 *Fe si la chante*.  
24.30 *Fe si la chante*.  
24.35 *Fe si la chante*.  
24.40 *Fe si la chante*.  
24.45 *Fe si la chante*.  
24.50 *Fe si la chante*.  
24.55 *Fe si la chante*.  
25.00 *Fe si la chante*.  
25.05 *Fe si la chante*.  
25.10 *Fe si la chante*.  
25.15 *Fe si la chante*.  
25.20 *Fe si la chante*.  
25.25 *Fe si la chante*.  
25.30 *Fe si la chante*.  
25.35 *Fe si la chante*.  
25.40 *Fe si la chante*.  
25.45 *Fe si la chante*.  
25.50 *Fe si la chante*.  
25.55 *Fe si la chante*.  
26.00 *Fe si la chante*.  
26.05 *Fe si la chante*.  
26.10 *Fe si la chante*.  
26.15 *Fe si la chante*.  
26.20 *Fe si la chante*.  
26.25 *Fe si la chante*.  
26.30 *Fe si la chante*.  
26.35 *Fe si la chante*.  
26.40 *Fe si la chante*.  
26.45 *Fe si la chante*.  
26.50 *Fe si la chante*.  
26.55 *Fe si la chante*.  
27.00 *Fe si la chante*.  
27.05 *Fe si la chante*.  
27.10 *Fe si la chante*.  
27.15 *Fe si la chante*.  
27.20 *Fe si la chante*.  
27.25 *Fe si la chante*.  
27.30 *Fe si la chante*.  
27.35 *Fe si la chante*.  
27.40 *Fe si la chante*.  
27.45 *Fe si la chante*.  
27.50 *Fe si la chante*.  
27.55 *Fe si la chante*.  
28.00 *Fe si la chante*.  
28.05 *Fe si la chante*.  
28.10 *Fe si la chante*.  
28.15 *Fe si la chante*.  
28.20 *Fe si la chante*.  
28.25 *Fe si la chante*.  
28.30 *Fe si la chante*.  
28.35 *Fe si la chante*.  
28.40 *Fe si la chante*.  
28.45 *Fe si la chante*.  
28.50 *Fe si la chante*.  
28.55 *Fe si la chante*.  
29.00 *Fe si la chante*.  
29.05 *Fe si la chante*.  
29.10 *Fe si la chante*.  
29.15 *Fe si la chante*.  
29.20 *Fe si la chante*.  
29.25 *Fe si la chante*.  
29.30 *Fe si la chante*.  
29.35 *Fe si la chante*.  
29.40 *Fe si la chante*.  
29.45 *Fe si la chante*.  
29.50 *Fe si la chante*.  
29.55 *Fe si la chante*.  
30.00 *Fe si la chante*.  
30.05 *Fe si la chante*.  
30.10 *Fe si la chante*.  
30.15 *Fe si la chante*.  
30.20 *Fe si la chante*.  
30.25 *Fe si la chante*.  
30.30 *Fe si la chante*.  
30.35 *Fe si la chante*.  
30.40 *Fe si la chante*.  
30.45 *Fe si la chante*.  
30.50 *Fe si la chante*.  
30.55 *Fe si la chante*.  
31.00 *Fe si la chante*.  
31.05 *Fe si la chante*.  
31.10 *Fe si la chante*.  
31.15 *Fe si la chante*.  
31.20 *Fe si la chante*.  
31.25 *Fe si la chante*.  
31.30 *Fe si la chante*.  
31.35 *Fe si la chante*.  
31.40 *Fe si la chante*.  
31.45 *Fe si la chante*.  
31.50 *Fe si la chante*.  
31.55 *Fe si la chante*.  
32.00 *Fe si la chante*.  
32.05 *Fe si la chante*.  
32.10 *Fe si la chante*.  
32.15 *Fe si la chante*.  
32.20 *Fe si la chante*.  
32.25 *Fe si la chante*.  
32.30 *Fe si la chante*.  
32.35 *Fe si la chante*.  
32.40 *Fe si la chante*.  
32.45 *Fe si la chante*.  
32.50 *Fe si la chante*.  
32.55 *Fe si la chante*.  
33.00 *Fe si la chante*.  
33.05 *Fe si la chante*.  
33.10 *Fe si la chante*.  
33.15 *Fe si la chante*.  
33.20 *Fe si la chante*.  
33.25 *Fe si la chante*.  
33.30 *Fe si la chante*.  
33.35 *Fe si la chante*.  
33.40 *Fe si la chante*.  
33.45 *Fe si la chante*.  
33.50 *Fe si la chante*.  
33.55 *Fe si la chante*.  
34.00 *Fe si la chante*.  
34.05 *Fe si la chante*.  
34.10 *Fe si la chante*.  
34.15 *Fe si la chante*.  
34.20 *Fe si la chante*.  
34.25 *Fe si la chante*.  
34.30 *Fe si la chante*.  
34.35 *Fe si la chante*.  
34.40 *Fe si la chante*.  
34.45 *Fe si la chante*.  
34.50 *Fe si la chante*.  
34.55 *Fe si la chante*.  
35.00 *Fe si la chante*.  
35.05 *Fe si la chante*.  
35.10 *Fe si la chante*.  
35.15 *Fe si la chante*.  
35.20 *Fe si la chante*.  
35.25 *Fe si la chante*.  
35.30 *Fe si la chante*.  
35.35 *Fe si la chante*.  
35.40 *Fe si la chante*.  
35.45 *Fe si la chante*.  
35.50 *Fe si la chante*.  
35.55 *Fe si la chante*.  
36.00 *Fe si la chante*.  
36.05 *Fe si la chante*.  
36.10 *Fe si la chante*.  
36.15 *Fe si la chante*.  
36.20 *Fe si la chante*.  
36.25 *Fe si la chante*.  
36.30 *Fe si la chante*.  
36.35 *Fe si la chante*.  
36.40 *Fe si la chante*.  
36.45 *Fe si la chante*.  
36.50 *Fe si la chante*.  
36.55 *Fe si la chante*.  
37.00 *Fe si la chante*.  
37.05 *Fe si la chante*.  
37.10 *Fe si la chante*.  
37.15 *Fe si la chante*.  
37.20 *Fe si la chante*.  
37.25 *Fe si la chante*.  
37.30 *Fe si la chante*.  
37.35 *Fe si la chante*.  
37.40 *Fe si la chante*.  
37.45 *Fe si la chante*.  
37.50 *Fe si la chante*.  
37.55 *Fe si la chante*.  
38.00 *Fe si la chante*.  
38.05 *Fe si la chante*.  
38.10 *Fe si la chante*.  
38.15 *Fe si la chante*.  
38.20 *Fe si la chante*.  
38.25 *Fe si la chante*.  
38.30 *Fe si la chante*.  
38.35 *Fe si la chante*.  
38.40 *Fe si la chante*.  
38.45 *Fe si la chante*.  
38.50 *Fe si la chante*.  
38.55 *Fe si la chante*.  
39.00 *Fe si la chante*.  
39.05 *Fe si la chante*.  
39.10 *Fe si la chante*.  
39.15 *Fe si la chante*.  
39.20 *Fe si la chante*.  
39.25 *Fe si la chante*.  
39.30 *Fe si la chante*.  
39.35 *Fe si la chante*.  
39.40 *Fe si la chante*.  
39.45 *Fe si la chante*.  
39.50 *Fe si la chante*.  
39.55 *Fe si la chante*.  
40.00 *Fe si la chante*.  
40.05 *Fe si la chante*.  
40.10 *Fe si la chante*.  
40.15 *Fe si la chante*.  
40.20 *Fe si la chante*.  
40.25 *Fe si la chante*.  
40.30 *Fe si la chante*.  
40.35 *Fe si la chante*.  
40.40 *Fe si la chante*.  
40.45 *Fe si la chante*.  
40.50 *Fe si la chante*.  
40.55 *Fe si la chante*.  
41.00 *Fe si la chante*.  
41.05 *Fe si la chante*.  
41.10 *Fe si la chante*.  
41.15 *Fe si la chante*.  
41.20 *Fe si la chante*.  
41.25 *Fe si la chante*.  
41.30 *Fe si la chante*.  
41.35 *Fe si la chante*.  
41.40 *Fe si la chante*.  
41.45 *Fe si la chante*.  
41.50 *Fe si la chante*.  
41.55 *Fe si la chante*.  
42.00 *Fe si la chante*.  
42.05 *Fe si la chante*.  
42.10 *Fe si la chante*.  
42.15 *Fe si la chante*.  
42.20 *Fe si la chante*.  
42.25 *Fe si la chante*.  
42.30 *Fe si la chante*.  
42.35 *Fe si la chante*.  
42.40 *Fe si la chante*.  
42.45 *Fe si la chante*.  
42.50 *Fe si la chante*.  
42.55 *Fe si la chante*.  
43.00 *Fe si la chante*.  
43.05 *Fe si la chante*.  
43.10 *Fe si la chante*.  
43.15 *Fe si la chante*.  
43.20 *Fe si la chante*.  
43.25 *Fe si la chante*.  
43.30 *Fe si la chante*.  
43.35 *Fe si la chante*.  
43.40 *Fe si la chante*.  
43.45 *Fe si la chante*.  
43.50 *Fe si la chante*.  
43.55 *Fe si la chante*.  
44.00 *Fe si la chante*.  
44.05 *Fe si la chante*.  
44.10 *Fe si la chante*.  
44.15 *Fe si la chante*.  
44.20 *Fe si la chante*.  
44.25 *Fe si la chante*.  
44.30 *Fe si la chante*.  
44.35 *Fe si la chante*.  
44.40 *Fe si la chante*.  
44.45 *Fe si la chante*.  
44.50 *Fe si la chante*.  
44.55 *Fe si la chante*.  
45.00 *Fe si la chante*.  
45.05 *Fe si la chante*.  
45.10 *Fe si la chante*.  
45.15 *Fe si la chante*.  
45.20 *Fe si la chante*.  
45.25 *Fe si la chante*.  
45.30 *Fe si la chante*.  
45.35 *Fe si la chante*.  
45.40 *Fe si la chante*.  
45.45 *Fe si la chante*.  
45.50 *Fe si la chante*.  
45.55 *Fe si la chante*.  
46.00 *Fe si la chante*.  
46.05 *Fe si la chante*.  
46.10 *Fe si la chante*.  
46.15 *Fe si la chante*.  
46.20 *Fe si la chante*.  
46.25 *Fe si la chante*.  
46.30 *Fe si la chante*.  
46.35 *Fe si la chante*.  
46.40 *Fe si la chante*.  
46.45 *Fe si la chante*.  
46.50 *Fe si la chante*.  
46.55 *Fe si la chante*.  
47.00 *Fe si la chante*.  
47.05 *Fe si la chante*.  
47.10 *Fe si la chante*.  
47.15 *Fe si la chante*.  
47.20 *Fe si la chante*.  
47.25 *Fe si la chante*.  
47.30 *Fe si la chante*.  
47.35 *Fe si la chante*.  
47.40 *Fe si la chante*.  
47.45 *Fe si la chante*.  
47.50 *Fe si la chante*.  
47.55 *Fe si la chante*.  
48.00 *Fe si la chante*.  
48.05 *Fe si la chante*.  
48.10 *Fe si la chante*.  
48.15 *Fe si la chante*.  
48.20 *Fe si la chante*.  
48.25 *Fe si la chante*.  
48.30 *Fe si la chante*.  
48.35 *Fe si la chante*.  
48.40 *Fe si la chante*.  
48.45 *Fe si la chante*.  
48.50 *Fe si la chante*.  
48.55 *Fe si la chante*.  
49.00 *Fe si la chante*.  
49.05 *Fe si la chante*.  
49.10 *Fe si la chante*.  
49.15 *Fe si la chante*.  
49.20 *Fe si la chante*.  
49.25 *Fe si la chante*.  
49.30 *Fe si la chante*.  
49.35 *Fe si la chante*.  
49.40 *Fe si la chante*.  
49.45 *Fe si la chante*.  
49.50 *Fe si la chante*.  
49.55 *Fe si la chante*.  
50.00 *Fe si la chante*.  
50.05 *Fe si la chante*.  
50.10 *Fe si la chante*.  
50.15 *Fe si la chante*.  
50.20 *Fe si la chante*.  
50.25 *Fe si la chante*.  
50.30 *Fe si la chante*.  
50.35 *Fe si la chante*.  
50.40 *Fe si la chante*.  
50.45 *Fe si la chante*.  
50.50 *Fe si la chante*.  
50.55 *Fe si la chante*.  
51.00 *Fe si la chante*.  
51.05 *Fe si la chante*.  
51.10 *Fe si la chante*.  
51.15 *Fe si la chante*.  
51.20 *Fe si la chante*.  
51.25 *Fe si la chante*.  
51.30 *Fe si la chante*.  
51.35 *Fe si la chante*.  
51.40 *Fe si la chante*.  
51.45 *Fe si la chante*.  
51.50 *Fe si la chante*.  
51.55 *Fe si la chante*.  
52.00 *Fe si la chante*.  
52.05 *Fe si la chante*.  
52.10 *Fe si la chante*.  
52.15 *Fe si la chante*.  
52.20 *Fe si la chante*.  
52.25 *Fe si la chante*.  
52.30 *Fe si la chante*.  
52.35 *Fe si la chante*.  
52.40 *Fe si la chante*.  
52.45 *Fe si la chante*.  
52.50 *Fe si la chante*.  
52.55 *Fe si la chante*.  
53.00 *Fe si la chante*.  
53.05 *Fe si la chante*.  
53.10 *Fe si la chante*.  
53.15 *Fe si la chante*.  
53.20 *Fe si la chante*.  
53.25 *Fe si la chante*.  
53.30 *Fe si la chante*.  
53.35 *Fe si la chante*.  
53.40 *Fe si la chante*.  
53.45 *Fe si la chante*.  
53.50 *Fe si la chante*.  
53.55 *Fe si la chante*.  
54.00 *Fe si la chante*.  
54.05 *Fe si la chante*.  
54.10 *Fe si la chante*.  
54.15 *Fe si la chante*.  
54.20 *Fe si la chante*.  
54.25 *Fe si la chante*.  
54.30 *Fe si la chante*.  
54.35 *Fe si la chante*.  
54.40 *Fe si la chante*.  
54.45 *Fe si la chante*.  
54.50 *Fe si la chante*.  
54.55 *Fe si la chante*.  
55.00 *Fe si la chante*.  
55.05 *Fe si la chante*.  
55.10 *Fe si la chante*.  
55.15 *Fe si la chante*.  
55.20 *Fe si la chante*.  
55.25 *Fe si la chante*.  
55.30 *Fe si la chante*.  
55.35 *Fe si la chante*.  
55.40 *Fe si la chante*.  
55.45 *Fe si la chante*.  
55.50 *Fe si la chante*.  
55.55 *Fe si la chante*.  
56.00 *Fe si la chante*.  
56.05 *Fe si la chante*.  
56.10 *Fe si la chante*.  
56.15 *Fe si la chante*.  
56.20 *Fe si la chante*.  
56.25 *Fe si la chante*.  
56.30 *Fe si la chante*.  
56.35 *Fe si la chante*.  
56.40 *Fe si la chante*.  
56.45 *Fe si la chante*.  
56.50 *Fe si la chante*.  
56.55 *Fe si la chante*.  
57.00 *Fe si la chante*.  
57.05 *Fe si la chante*.  
57.10 *Fe si la chante*.  
57.15 *Fe si la chante*.  
57.20 *Fe si la chante*.  
57.25 *Fe si la chante*.  
57.30 *Fe si la chante*.  
57.35 *Fe si la chante*.  
57.40 *Fe si la chante*.  
57.45 *Fe si la chante*.  
57.50 *Fe si la chante*.  
57.55 *Fe si la chante*.  
58.00 *Fe si la chante*.  
58.05 *Fe si la chante*.  
58.10 *Fe si la chante*.  
58.15 *Fe si la chante*.  
58.20 *Fe si la chante*.  
58.25 *Fe si la chante*.  
58.30 *Fe si la chante*.  
58.35 *Fe si la chante*.  
58.40 *Fe si la chante*.  
58.45 *Fe si la chante*.  
58.50 *Fe si la chante*.  
58.55 *Fe si la chante*.  
59.00 *Fe si la chante*.  
59.05 *Fe si la chante*.  
59.10 *Fe si la chante*.  
59.15 *Fe si la chante*.  
59.20 *Fe si la chante*.  
59.25 *Fe si la chante*.  
59.30 *Fe si la chante*.  
59.35 *Fe si la chante*.  
59.40 *Fe si la chante*.  
59.45 *Fe si la chante*.  
59.50 *Fe si la chante*.  
59.55 *Fe si la chante*.  
60.00 *Fe si la chante*.  
60.05 *Fe si la chante*.  
60.10 *Fe si la chante*.  
60.15 *Fe si la chante*.  
60.20 *Fe si la chante*.  
60.25 *Fe si la chante*.  
60.30 *Fe si la chante*.  
60.35 *Fe si la chante*.  
60.40 *Fe si la chante*.  
60.45 *Fe si la chante*.  
60.50 *Fe si la chante*.  
60.55 *Fe si la chante*.  
61.00 *Fe si la chante*.  
61.05 *Fe si la chante*.  
61.10 *Fe si la chante*.  
61.15 *Fe si la chante*.  
61.20 *Fe si la chante*.  
61.25 *Fe si la chante*.  
61.30 *Fe si la chante*.  
61.35 *Fe si la chante*.  
61.40 *Fe si la chante*.  
61.45 *Fe si la chante*.  
61.50 *Fe si la chante*.  
61.55 *Fe si la chante*.  
62.00 *Fe si la chante*.  
62.05 *Fe si la chante*.  
62.10 *Fe si la chante*.  
62.15 *Fe si la chante*.  
62.20 *Fe si la chante*.  
62.25 *Fe si la chante*.  
62.30 *Fe si la chante*.  
62.35 *Fe si la chante*.  
62.40 *Fe si la chante*.  
62.45 *Fe si la chante*.  
62.50 *Fe si la chante*.  
62.55 *Fe si la chante*.  
63.00 *Fe si la chante*.  
63.05 *Fe si la chante*.  
63.10 *Fe si la chante*.  
63.15 *Fe si la chante*.  
63.20 *Fe si la chante*.  
63.25 *Fe si la chante*.  
63.30 *Fe si la chante*.  
63.35 *Fe si la chante*.  
63.40 *Fe si la chante*.  
63.45 *Fe si la chante*.  
63.50 *Fe si la chante*.  
63.55 *Fe si la chante*.  
64.00 *Fe si la chante*.  
64.05 *Fe si la chante*.  
64.10 *Fe si la chante*.  
64.15 *Fe si la chante*.  
64.20 *Fe si la chante*.  
64.25 *Fe si la chante*.  
64.30 *Fe si la chante*.  
64.35 *Fe si la chante*.  
64.40 *Fe si la chante*.  
64.45 *Fe si la chante*.  
64.50 *Fe si la chante*.  
64.55 *Fe si la chante*.  
65.00 *Fe si la chante*.  
65.05 *Fe si la chante*.  
65.10 *Fe si la chante*.  
65.15 *Fe si la chante*.  
65.20 *Fe si la chante*.  
65.25 *Fe si la chante*.  
65.30 *Fe si la chante*.  
65.35 *Fe si la chante*.  
65.40 *Fe si la chante*.  
65.45 *Fe si la chante*.  
65.50 *Fe si la chante*.  
65.55 *Fe si la chante*.  
66.00 *Fe si la chante*.  
66.05 *Fe si la chante*.  
66.10 *Fe si la chante*.  
66.15 *Fe si la chante*.  
66.20 *Fe si la chante*.  
66.25 *Fe si la chante*.  
66.30 *Fe si la chante*.  
66.35 *Fe si la chante*.  
66.40 *Fe si la chante*.  
66.45 *Fe si la chante*.  
66.50 *Fe si la chante*.  
66.55 *Fe si la chante*



## La loi Verdeille violerait la propriété et la liberté d'association

## Une législation contraignante

Considérant l'obligation faite à un petit propriétaire d'adhérer à une association de chasse comme une «*ingérence dans le droit des requérants à la liberté d'association*», la Commission condamne là encore des pratiques de la France: «*Contraire de par là loi loi l'individu à une adhésion profondément contraire à ses propres convictions et l'obligent (...) à apporter le terrain dont il est propriétaire pour que l'association en question réalise des activités qu'il désapprouve porte donc*

prévu. Consciente qu'il s'agit là d'un sujet sensible sur lequel le premier ministre pourrait ne pas la suivre dans son désir de réforme, la ministre Verte s'était contentée, eo septembre, de rappeler aux chasseurs l'existence de ceux « *qui se promènent sans fusil* ». La France doit maintenant définir sa position dans le mémoire de défense qu'elle enverra à la Cour européenne de justice.

**Sylvia Zappi**

**Il préconise la création d'un système mondial d'information en continu**

**CONFORMÈMENT** à une tradition très franco-française, la volonté de réforme en profondeur du monde audiovisuel extérieur de la France a été traduite par une multiplicité de rapports commandés au cours de cette quinzaine. (*Le Monde* du 22 novembre). La dernière étude, très attendue, baptisée « pour une nouvelle dynamique de la présence française dans le monde par les médias », vient d'être remise au gouvernement par son auteur, Jacques Pomont, inspecteur général au secrétariat d'État à l'Industrie et proche de Lionel Jospin. « Suite aux décisions successives intervenues depuis vingt ans, l'action audiovisuelle

« **REDEPLOIEMENT DES CRÉDITS** »

Autres propositions concrètes de Jacques Monotti, le directeur de France Réseau, un système d'information en continu qui apporte

L'ancien président de l'ITNA (Institut national de l'audiovisuel) juge que l'implication de l'Etat est « *indispensable* » mais « *insuffisante* », ce qui l'amène à proposer une modalité de participation des entreprises de communication « *tant privée que publique* ». Concrètement, l'Etat pourrait proposer : la mise en place d'une *plateforme*, la mise en place d'une *plateforme pilote*, l'attribution d'une *partie de l'Etat*, responsable de la direction des équipes chargées de diffusion de l'information et de veiller à la coordination des programmes ainsi que de la coordination des participations publiques.

la mise en œuvre de programmes innovants et de projets d'extension extérieure. Cette proposition se traduira par la création d'une société holding d'une dizaine de personnes, oommée images de France et détenue par l'Etat à 33 %, les chaînes publiques LCI ou Europeennes et l'APF. Les pre-

**Nicole Vulser**

but, il a rétabli la fête de Noël  
dieu du Parti communiste cubain

rs. Information-  
s demandées ne  
compte fait pas  
le dernier chef  
de l'Éthio-  
pie, la situa-  
tion se prése-  
ntant n'est guère  
de l'importance  
littéraire d'affaire

## du pape à la « une » de « Granma »

« L'essentiel de la fête de Noël dans « la vie » est un message aux Cubains publié le 21 décembre 1960, quand le Parti communiste, soulignant la primauté culturelle et religieuse du pays cubain, « sans distinction de credo, d'idéologie politique », et espère qu'au cours de sa production musicale atteindre ceux qui ont la grave responsabilité de leur nation comme le citoyen le plus simple... je s'espère qu'après ma visite l'Eglise, qui nous aime profondément de sa foi et de son dévouement à la cause du bien-être des hommes, puisse continuer à unir les hommes de la liberté névrosée pour sa mission de servir à bien pleinement et continuer de se réjouir cubain. »

gression. Quoi qu'il en soit, les autorités économiques ne peuvent plus éluder l'entente finale de quelques dizaines d'usines crieres, c'est-à-dire se poser la question - taboue - de savoir qu'engendrerait l'imposition d'une convention de milliers d'hectares de paysans.

Georges Na

Georges Ma

## Etat et l'Eglise »

changé. Nous avons pu aller au Mexique deux millions de manuels de catéchisme récemment aussi des Évangiles rythmés actuels, avant l'an 1900, million de familles cubaines sont pu lire un Nouveau Testament. Quand nous nous l'occupons de l'éducation religieuse il ne s'agit donc pas de l'ouverture de grands centres pour de créer un état d'obligation de l'écarter notre d'écarter de la foi.

— La visite du pape vrait-elle devoir contribuer au climat plus favorable ?

— Oui, elle va marquer dans l'atténuation du terre religieux qui transforme nous sur que le passage de l'île apportera de presque aussi imprévisible ceux qu'il a ternis le passage d'un si terre. Pour nous nous auront l'espoir d'un certains valeurs parvenues à une certaine du le pe teinout et le messianisme.

*Propos recueillis  
Henri*

**STORUS RELUC**

## en crise

[illegible]

LA TELEVISION  
E LA RADIO

[illegible]

## Corée du Sud : le président Kim « sidéré » par la crise financière

**LA SITUATION** financière e Corée du Sud continue à s'aggraver. La Bourse de Séoul a terminé la séance du mardi 23 décembre en baisse de 7,5 %, le plus important recul de son histoire. Le won de son côté, était en chute libre perdant 13 % de sa valeur face au dollar. Il s'est déprécié de 28 % vis-à-vis de la monnaie américaine en cinq jours et de 57 % en deux mois.

Les marchés ont été vivement impressionnés par les déclarations du nouveau président sud-coréen Kim Dae-jung, rapportées par l'quotidien Chosun Ilbo et confirmées par le porte-parole du Parlement des démocrates libéraux unifiés : « Nous ne savons pas si nous serons en faillite demain ou après-demain, a affirmé le chef de l'Etat. Je n'ai cours plus depuis que j'ai été mis a dos par la situation financière ».

je suis totalement sidéré. » « Je ne peux comprendre comment un tel événement est arrivé là, a-t-il ajouté, et je ne peux m'empêcher d'être en colère. A partir de maintenant, pas une seule erreur ne doit être tolérée. »

M. Kim a, par ailleurs, rappelé sa détermination à appliquer les recommandations promues par le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre du plan de sauvetage d'environ 340 milliards de francs. Le président a confié à ce sujet qu'il avait commis une erreur en laissant entendre pendant la campagne électorale qu'il chercherait à renégocier les termes de l'accord.

Aux propos alarmants de M. Kim est venue s'ajouter la décision, mardi, de l'agence américaine Standard Poor's (S & P) d'abaisser la note de la dette du Séoul, reléguée au rang d'obligations spéculatives. La veille, le firme Moody's avait pris une décision semblable.

**Pierre-Antoine Delhomme**  
 Tirage du Monde daté mardi 23 décembre  
 1997 : 480 618 exemplaires

## Fort excédent du commerce extérieur en octobre

**EN OCTOBRE**, les exportations françaises ont atteint 148,217 milliards de francs, et les importations à 129,526 milliards. L'excédent commercial s'élevait à 18,397 milliards de francs en octobre, en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables, selon les statistiques douanières publiées mardi 23 décembre. En septembre, l'excédent corrigé est de 18,907 milliards de francs. Sur les dix premiers mois de l'année, l'excédent cumulé s'est établi à 148,593 milliards de francs, contre 73,322 milliards sur la même période de 1996. Le taux de couverture s'est établi à 114,17 % en octobre, contre 114,65 % en septembre.

## Hausse de 0,2 % des prix en novembre

**LA HAUSSE** de l'indice des prix à la consommation des ménages a été de 0,2 % au mois de novembre. L'augmentation depuis le début de l'année est de 1,1 %. Sur un an, l'inflation est donc de 1,5 %.

Au mois de novembre 1996, l'indice avait reculé de 0,1 %. Cette différence s'explique par une augmentation plus sensible des prix de l'alimentation de 0,6 %, due notamment à la hausse du prix des produits et des légumes frais, et par une augmentation des prix de l'énergie, avec des hausses tarifaires du gaz, du fioul domestique et de l'essence. En revanche, les prix des produits manufacturés et des services du secteur privé sont restés stables en novembre.

**PRIX À LA CONSOMMATION**  
variations mensuelles en %

Month	Monthly Variation (%)
D 95	0.2
J 95	0.3
F 95	0.2
M 95	0.1
A 95	0.2
M 96	0.1
J 96	-0.2
J 96	0.3
A 96	0.2
S 96	0.2
O 96	0.2
N 96	0.2

D J F M A M J J A S O N  
96 1997

**BOURSE** **TOUTE LA BOURSE EN DIRECT** 3615 LÉMONDE

Les bourses asiatiques ont été fermées en baisse mardi 23 décembre, à l'exception de la Bourse de Hong Kong qui a gagné.

**FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES**

	Cours	Var.	en %
Tokyo Nikkei	14799,40	- 9,37	- 0,36
Hong Kong Index	10662,10	+ 1,92	+ 0,27

**Tokyo, Nikkei sur 3 mois**

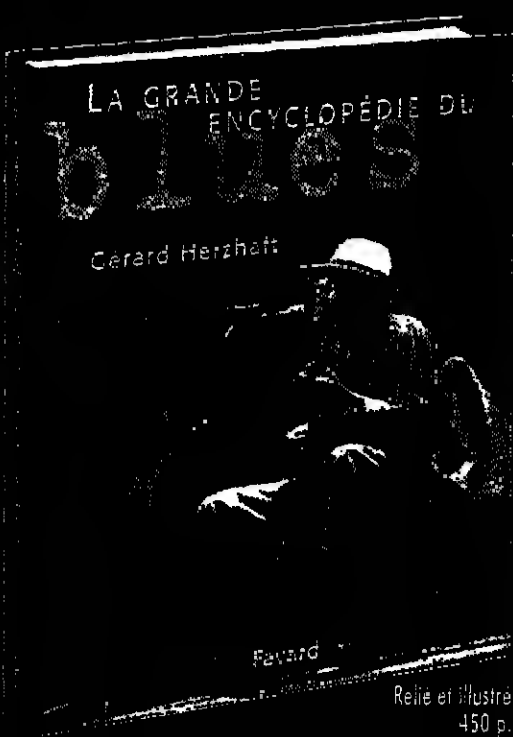


**OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES**

	Cours au 31/12	Var. en %	Var. en %
Paris CAC 40	2862,75	- 2,24	- 0,23
Amsterdam CMB	887,64	+ 0,34	+ 0,36
Bruxelles	16349	+ 1,12	+ 0,46
Frankfurt Dax 30			
London ISEQ	5881,16	- 0,21	- 0,23
London FT 100	5027,40	+ 0,18	+ 0,22
Madrid IBS 35			
Willem III 30	2494,2	+ 1,30	+ 0,50
Zurich SMI	6067,20	+ 0,30	+ 0,53

# TOUT DU BLUES ET TOUS LES BLUES

LA GRANDE  
ENCYCLOPÉDIE DU  
**blues**  
Gerard Herzhaft



Fayard

Relié et illustré  
450 p.  
150 F

**ÉLU LIVRE - CHOC PAR JAZZMAN**

*Une somme de référence... aussi claire pour  
un novice que pour un spécialiste.*

Alex Dutilh, Jazzman

*Remarquable, cette bible s'imposera comme  
un moyen de compléter sa discothèque et sa  
connaissance des hommes qui font le blues.*

Philippe Manœuvre, Rock & Folk

La Musique  
chez  
**FAYARD**



مركزاً من رلاصل

32 / LE MONDE / MERCREDI 24 DÉCEMBRE 1997

(Publicité)

# BRAVO Espagne



Noël en blanc.

La tradition l'exige. Noël n'est pas Noël sans la chaleur de la famille.  
Sans les cadeaux. Sans les festivités. Venez aux Iles Baléares. Nous  
ferons tout ce qui est nécessaire pour rendre votre séjour inoubliable.  
Faites l'expérience d'un Noël tout blanc... au bord de la mer.

BIBIANA MENDRICA



OFFICE ESPAGNOL DU TOURISME 43 Rue Decamps 75784-PARIS Cedex-16 Tél: 331 45 03 82 57 45 03 82 52 45 03 82 54 Fax: 331 40 72 52 04 45 03 82 51

Le

La justice relan

REPORTAGE

Algerie

Le Maroc

Soudan

du Mali

de l'Egypte

de l'Algérie

de l'Arabie saoudite

de l'Irak

de l'Afghanistan

de l'Inde

de la Chine

de la Russie

de l'Amérique

de l'Europe

de l'Océanie

de l'Asie

de l'Australie

de la Nouvelle Zélande

de l'Antarctique

de l'Arctique

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur

de l'Équateur